

La célébration de Clovis favorise l'activisme des intégristes

LA CÉLÉBRATION, en septembre, du 1500^e anniversaire du baptême de Clovis à Reims, qui devrait être l'occasion d'une visite du pape en Champagne, mais aussi en Vendée et en Touraine, favorise l'activisme de la frange traditionaliste des catholiques français. Néanmoins, en dehors de quelques exceptions - le maire de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) Pierre Bernard (République et liberté) ou Christine Boutin, députée UDF-RD des Yvelines -, le discours intégriste ne trouve que peu de relais chez les parlementaires, même si les députés de droite sont sensibles à la défense des valeurs conservatrices, notamment dans le domaine de la famille ou de la santé. En Vendée, la tentative de Philippe de Villiers de « récupérer » à son profit la visite du pape a suscité une polémique avec l'évêché.

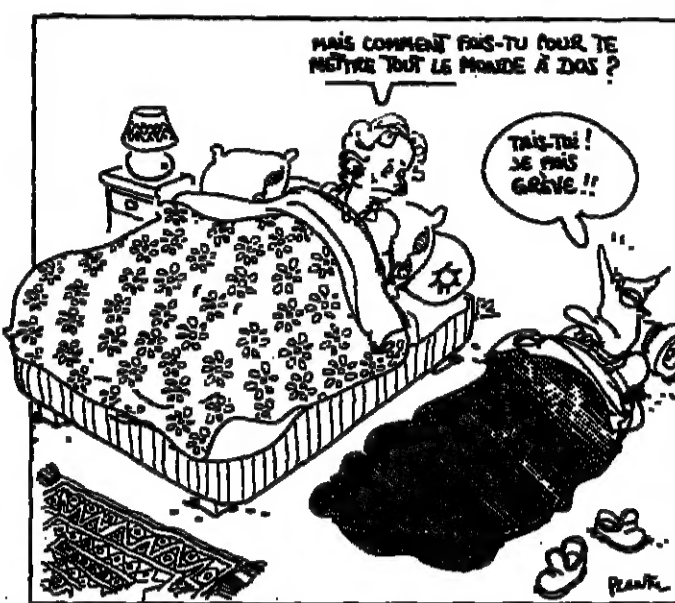
Lire page 5

Le pouvoir refuse toute concession aux sans-papiers de Saint-Bernard

Les trois cents Africains s'attendent à une expulsion imminente

LES TROIS CENTS Africains sans papiers, qui occupent depuis le 28 juin l'église Saint-Bernard, à Paris, estiment imminente, samedi matin 17 août, l'intervention des forces de police. Dès l'aube, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant l'église afin d'empêcher une expulsion par la force, et les manifestations de soutien devaient se poursuivre tout le week-end. Plusieurs personnalités, dont Mgr Gaillot, l'archevêque de Paris, le professeur Schwartzberg et Alain Krivine, ont passé la nuit de vendredi à samedi dans l'église.

Le gouvernement, par la voix du premier ministre et du ministre de l'Intérieur, a en effet réaffirmé qu'il ne céderait pas. « Il n'y aura pas de régularisation », a indiqué Jean-Louis Debré, le 16 août sur TF 1. « Ce n'est pas parce qu'on est dans l'illégalité, même un certain temps, que l'on est au-dessus des lois », a-t-il ajouté. Dans un entretien au quotidien Sud-Ouest du 17 août, Alain Juppé estime que son gouvernement est allé dans ce conflit « à l'extrême limite de ce que permet la loi ». « Mon devoir



est de ne pas envoyer un signal fort dans les pays d'immigration selon lequel la France a recommencé à régulariser des étrangers en situation irrégulière », ajoute M. Juppé. Les appels à une reprise des nég-

ciations se multiplient pourtant, venant de l'église, des associations et des partis d'opposition.

Lire page 6 et notre éditorial page 8

La trêve s'installe dans Grozny « libérée »

Le général Lebed défie Boris Eltsine

ONZE JOURS après le début de l'offensive des indépendantistes, la trêve semblait s'être installée, samedi 17 août, dans la capitale tchétchène. Les soldats russes se terrent, affaiblis, pris au piège dans la ville que les rebelles ont « libérée », nous rapporte notre envoyé spécial à Grozny, Jean-Baptiste Naudet. La population fête les soldats indépendantistes, qui sillonnent la ville dévastée dans des jeeps, en klaxonnant, le drapeau tchétchène au vent.

Malgré l'entrée dans le jeu du général Alexandre Lebed, la médiation reste entière envers Moscou chez les combattants tchétchènes, résolus à ne pas lâcher prise tant que les troupes russes n'auront pas quitté le pays. « Je n'ai confiance en aucun Russe, ils ne tiennent pas leur parole », déclare au Monde Chamyl Bassaïev, auteur de la prise d'otages de Boudennovsk, en juin 1995, et qui a dirigé la dernière opération à Grozny. Les Tchéchènes devaient cependant annoncer samedi un cessez-le-feu unilatéral sur l'ensemble du territoire de la République caucasienne.

A Moscou, le général Lebed, secrétaire du Conseil de sécurité, chargé récemment du dossier tchétchène avec des pouvoirs renforcés, a réclamé vendredi le limogeage du ministre de l'Intérieur, Anatoli Koulikov, responsable à ses yeux du désastre de la politique russe en Tchétchénie. Le général Koulikov, considéré comme un « faucon » du Kremlin, a aussitôt écrit personnellement au président Eltsine pour lui demander de trancher. Il a accusé M. Lebed d'être habité par « une soif maniaque de pouvoir ».

Une réunion du collège du ministère de l'Intérieur devait se tenir samedi après-midi à Moscou. Le général Koulikov devait y participer tandis que le secrétaire du Conseil de sécurité avait choisi d'y envoyer un représentant.

Le président russe pour sa part ne travaille que quelques heures par jour, selon son porte-parole, et « cherche un lieu de vacances proche de Moscou où il pourra s'occuper de sa santé ».

Lire page 2

Le Crédit lyonnais sous l'œil du parquet

Le ministre de la justice a transmis au parquet le dossier préparé par son collègue des finances contre les anciens dirigeants du Crédit lyonnais. p. 16

Apaisements à Chypre

Alors que les obsèques des deux Chypriotes grecs tués par les forces turques ont eu lieu dans le calme, le chef de la diplomatie chypriote, Alocos Michailides, commente pour Le Monde sa volonté de relancer le processus de négociation. p. 3

Emeutes en Jordanie

Après la hausse du prix du pain, quatre villes du sud du pays ont été le théâtre de violences. Le roi Hussein a accusé des « partis ayant des affiliations à l'étranger » d'être responsables de ces émeutes. p. 4

Succès au Japon pour la VPC

Le consommateur japonais a découvert la vente par correspondance. Les Américains se taillent la part du lion parmi les vénédictes étrangers. p. 9

Nouvelles vagues

Portrait de Misa-san, vingt-six ans, militante japonaise, qui veut « casser la logique de l'économie de marché ». p. 7

Histoires de produits

Aujourd'hui : la chemise Lacoste. p. 9

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 F ; Canada, 2,55 \$ CAN ; Danemark, 220 F ; Espagne, 160 P ; France, 10 F ; Grèce, 200 Dr ; Irlande, 200 P ; Italie, 2000 L ; Japon, 1000 Y ; Royaume-Uni, 10 £ ; Suède, 100 Kr ; Suisse, 100 F ; Turquie, 100 L ; USA, 1 \$; USA (Hawaï), 2,50 \$.

M 0146-818-7,00 F



Les Français raffolent des crèmes glacées, éte comme hiver

EN JUIN, la consommation de crèmes glacées a fait un bond fulgurant : les ventes réalisées en supermarché ont augmenté de 34 % par rapport au mois de juin 1995, ce qui situe la hausse globale du marché pour cette période à 27,7 %. Mais, en regard des Américains, qui engloutissent 22 litres de glaces chaque année, les Français font malgré tout pâle figure : ils n'en dégustent que 6 litres. Leurs efforts méritent toutefois d'être soulignés : leur consommation a doublé depuis le début des années 80. Elle a atteint les 200 millions de litres en 1995, selon une étude Secodip. Fait nouveau : traditionnellement largement liée à la météo, la consommation de crèmes glacées progresse aussi aujourd'hui à la mauvaise saison. Il s'est dégusté autant de glaces au cours de l'hiver 1995-1996 que tout au long de l'été 1995 ! Les professionnels parlent d'un marché qui « tend à se désaisonnaliser », même si les deux tiers des ventes se réalisent toujours entre mai et septembre.

Une étude du Credoc (Centre de recherche

et de documentation sur les conditions de vie) montre que ce phénomène doit beaucoup à l'équipement des foyers en congélateurs. Les deux courbes vont de pair. La génération des 25-39 ans, la plus sensible aux plaisirs de la tranche napoléonienne, a été en grande partie élevée dans le confort du froid à domicile. « Très réceptive aux techniques de conservation alimentaire », elle n'éprouve, au contraire de ses aînés, aucune méfiance vis-à-vis des surgelés, donc des desserts glacés.

Les gourmands sont gourmands. Ils apprécient d'avoir le choix. Sous l'impulsion du glacier américain Häagen Dazs, les détaillants proposent de nouveaux parfums, sans cesse renouvelés. Les nouvelles crèmes glacées sont plus sophistiquées : plus épaisses, plus riches, plus originales aussi avec leurs « inclusions » (ajouts de noix ou de biscuits chocolatés), leurs sauces et autres coulis. Quel des discours prohibent le gras, le sucre, les colorants et les conservateurs, qu'on rabâche dans les années 80 et qui s'appliquent à merveille à la glace ? Au-

jourd'hui, on se dit qu'une bonne alimentation est une alimentation variée, analyse Patrick Babayou, chercheur au Credoc. Le goût est une valeur en hausse. Cette quête du goût s'accompagne d'un désir d'authenticité, de terroir, même factices, mais perçus comme des synonymes de qualité.

Le petit dernier du marché, Ben et Jerry's, a visiblement compris tout cela. Le fabricant se targue de faire une glace « au lait frais du Vermont », à base d'« ingrédients nobles et sains ». Les noms donnés aux recettes cultivent le mystère (qu'y a-t-il dans un pot de « Choc Chip Cookie Dough » ?), et, une fois déballées, attisent la curiosité des fins palais. Ainsi la « Rainforest Crunch » recèle-t-elle des « noix de Cajou du Brésil provenant de la forêt tropicale ». Dans ces conditions, au diable les soucis de kilos superflus ! « Les gens ne sont pas hostiles à se faire plaisir », estime Pierre-Edouard Noël, chez Gervais. La glace est un doux péché que l'on assume très bien. »

Aude Dassonville

Lire page 11

Le Monde cet été

A partir de lundi 19 août (daté mardi)

Le piéton des Balkans

Un journal de voyage en six étapes au cœur de l'Europe par François Maspero.

Le progrès, une idée morte ?

Peut-on encore croire en un avenir meilleur ? « Le Monde » ouvre le débat. Des philosophes, des politiques, des savants prennent la parole.

Racisme persistant en Amérique latine

POUR LA SECONDE FOIS en deux ans, le dirigeant social-démocrate José Francisco Peña Gomez s'est vu barrer l'accès à la présidence de la République dominicaine. En 1994 déjà, cet ancien maire de Saint-Domingue, très populaire dans les milieux défavorisés, avait été frustré de sa victoire par le président Balaguer, réélu pour un septième mandat avec à peine 1 % d'écart, au terme d'un scrutin entaché de fraudes.

Cette fois encore, tout aura été fait pour couper court aux ambitions présidentielles de M. Peña Gomez. Alors qu'il était arrivé largement en tête avec 46 % des voix au premier tour, c'est finalement son rival de droite, Leonel Fernandez, qui a pris de justesse, vendredi 16 août, la succession du vieux candide conservateur Joaquín Balaguer.

L'acharnement des adversaires de M. Peña Gomez relève autant de règlements de comptes personnels que de l'exploitation de préjugés raciaux latents. Avocat noir de cinquante-neuf ans, José Francisco Peña Gomez a longtemps été le lieutenant du président de gauche Juan Bosch, avant de rompre avec lui en 1973 et de reprendre en mains le Parti révolutionnaire do-

minicain (PRD), principale formation d'opposition. Ayant fait adhérer son parti à l'Internationale socialiste (IS), dont il est l'un des vice-présidents, il a fini par représenter un sérieux danger pour le régime du président Balaguer. Aussi ses ennemis ont-ils tenté de le discréditer en faisant courir le bruit qu'il aurait des origines haïtiennes, un soupçon réinfusé en République dominicaine.

Dans une société dont 70 % des habitants ont des ascendances africaines, rarement campagne électorale aura connu autant de dérives à connotation raciste. Avant les élections, des arrestations en masse ont été opérées parmi les coupeurs de canne d'origine haïtienne soupçonnés d'être irrégulièrement inscrits sur les listes électorales, et nombre d'entre eux ont été sommairement déportés vers la République voisine. Selon l'organisation de défense des droits de l'homme America's Watch, plus de cinq cent mille Dominicains, d'ascendance haïtienne, auraient été empêchés de voter.

Jean-Claude Buhner

Lire la suite page 8

La nouvelle donne du Paris-SG



PATRICK MBOMA

À L'ISSUE de la deuxième journée, Lens, Auxerre, Bastia et le Paris-SG sont en tête du championnat de France de football de première division. Le succès des Parisiens sur Caen (2-0) a été long à venir, Patrick Mboma ouvrant la marque à cinq minutes de la fin. Cet attaquant est l'un des jeunes formés au club sur lesquels le PSG veut s'appuyer cette saison.

Lire page 11

International	2	Aujourd'hui	11
France	5	Agenda	12
Société	6	Abonnements	12
Horaires	7	Météorologie	12
Entreprises	9	Mots croisés	12
Cronos	9	Culture	13
Finances	10	Radio-Télévision	15

Tchéchénie. Ce dernier, considéré comme un « faucon » du Kremlin, a écrit personnellement au président Boris Eltsine pour lui demander de décider de son sort.

Marie Iénn

M. I.

M.I.

En charge des opérations, Alambek, adjoint de Chamyï Bassaïev, espère que les « *débiles* » qui commandent en Russie auront compris le message. « *Nous leur avons montré que c'est le peuple entier qui combat* », explique-t-il devant une gigantesque carte d'état-major, où de petits drapeaux marquent l'emplacement des

Les Tchétchènes vont rentrer leurs vaches, d'autres vêtus de noir se rassemblent pour enterrer les morts. Chacun a un oeil fixé sur le ciel. Les hélicoptères et les avions de combat qui tirent sur les voitures de réfugiés et bombardent à l'aveugle les villages ont suspendu leur ronde mortelle. Maintenant, ce sont les milliers de soldats russes pris au piège à Grozny qui sont en train de payer le prix du sang tchétchène.

les assassins présents : l'assassin
loso, candidat, en 1964, à la pré-
sidence mexicaine. Il est âgé de
9 ans, soutient l'émigration et
co ou les partis politiques
fronton sur la suite d'un
dossier. Considère comme
phn du président somali
Salma, Luis Donald. Com-
didat à la présidence du Pé-
lutionnaire inconnu. Le
pouvoir depuis 1980. Il
avait été assassiné en mai
quatre mois avant le suc-
cours d'un meeting dans
frontalière de Tijuana.

L'autor effectif de l'État
Mario Abuto, avait été
temen arrêté, puis condam-

مَكْذُوبٌ مِنَ الْأَصْلِ

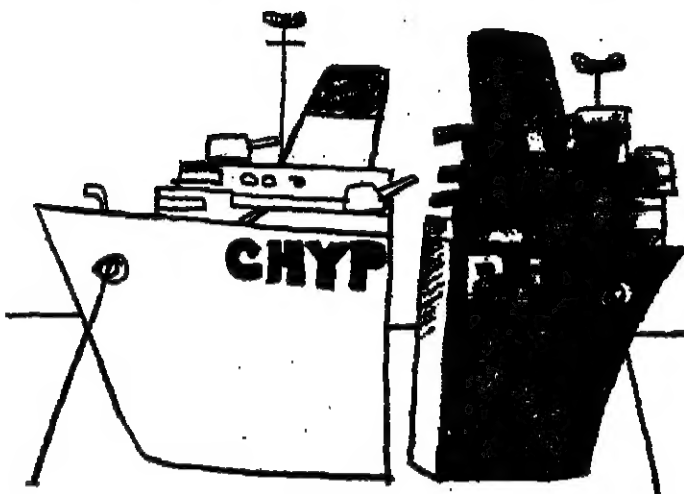
« Le statu quo à Chypre est dangereux », estime le ministre chypriote des affaires étrangères

M. Michaélidès réclame un rôle « plus efficace » des Nations unies

Les autorités chypriotes grecques espèrent un retour au calme après l'enterrement, vendredi 16 août, du deuxième manifestant tué par la po-

lice turque ces derniers jours sur la ligne séparant la République de Chypre de la zone occupée par la Turquie. Le chef de la diplomatie de

Nicosie estime que le mandat des « casques bleus » doit être revu et réclame un engagement réel des Américains et des Européens.



PANLUS

NICOSIE
de notre envoyée spéciale
« Ce à quoi nous avons assisté ces derniers jours est un signe évident de la nécessité d'accroître nos efforts pour trouver une solution au problème de Chypre. » Chef de la diplomatie chypriote, Aleros Michaélidès veut croire à l'apaisement des esprits et, dit-il, « plus vite nous sortirons de cette tension, mieux cela sera ». Le calme qui a prévalu, vendredi 16 août, à l'issue de l'enterrement de Solomos Solomou, le jeune homme tué par des policiers turcs, laisse d'ailleurs à penser que la situation va se détendre, et les autorités chypriotes faisaient de cette nouvelle cérémonie de deuil un test quant au futur immédiat. Mais, ajoute M. Michaélidès, le statu quo est dangereux. Aller de l'avant dans le processus de négociation est la seule voie possible. Je ne pense pas qu'attendre soit une bonne politique.

Les offres de reprise des négociations intercommunautaires faites, jeudi à Lefkosa, par le ministre des affaires étrangères turc, M. Ciller, et par le chef de la République autoproclamée de Chypre du Nord, Rauf Denktaş, laissent toutefois sceptique M. Michaélidès. D'autant plus, affirme-t-il, que les paroles de Tansu Ciller, qui avait affirmé « être prête à briser les mains de ceux qui s'en prennent au drapeau turc », « ne sont pas dignes d'un ancien premier ministre ». « Est-ce notre rôle d'enflammer la situation ? », s'interroge-t-il. De toute façon, affirme-t-il, « avant une réunion entre M. Cléridis (président de la République de Chypre) et M. Denktaş, il faut que soit établie une base commune de discussion. Il est nécessaire d'établir un processus de consultation pour venir les questions clés et que chacun de nous puisse donner son opinion », pérorait-il.

suit M. Michaélidès. « Organiser une rencontre au sommet sans un minimum de chances de succès ne servirait à rien, au contraire ». Pour mener à bien ce processus, M. Michaélidès en appelle tout à la fois à l'ONU, « l'institution reconnue mais qui a été incapable d'apporter une solution depuis vingt-deux ans », aux États-Unis, « qui ont montré un intérêt dans les questions de sécurité et qui ont de bonnes relations avec les militaires turcs », et à l'Union européenne, « qui a la capacité de proposer des solutions pour l'aspect interne du problème ». « Sans réel engagement et sans présence active des États-Unis et de l'Union européenne, les Nations unies, seules, ne peuvent pas résoudre le problème », ajoute M. Michaélidès. Tout en « appréciant » la nomination par la présidence européenne d'un représentant chargé de suivre la question chypriote, le ministre « regrette que celui-ci ne soit pas délégué par le conseil lui-même, ce qui lui donnerait plus de soutien politique et soulignerait l'engagement à agir des quinze nations européennes ». Dans l'immédiat, et pour éviter le renouvellement d'incidents comme ceux que vient de connaître Chypre, M. Michaélidès voudrait d'abord « voir les Nations unies réviser le statut de la zone tampon ». De largeur variable, celle-ci, placée sous la responsabilité de mille deux cents « casques bleus », court presque tout le long des 180 kilomètres de la « ligne verte » qui coupe depuis l'invasion turque de 1974 l'île de Chypre d'est en ouest. « Personne ne doit pénétrer dans cette zone », reconnaît M. Michaélidès. « Certes, dit-il, quelques-uns [des Chypriotes grecs] ont fait, mais cela donne-t-il le droit aux Turcs de tirer ? » « Personne ne devrait avoir le droit d'ou-

vrir le feu dans cette zone ; or ce n'est pas la première fois que cela se produit », ajoute-t-il, en citant le cas d'un jeune conscrit chypriote grec tué, en juin, alors que, pour Nicosie, il voulait simplement parler à son homologue chypriote turc, de l'autre côté de la zone tampon. « Les Nations unies doivent regarder cette affaire de très près et voir comment ils peuvent exercer leur rôle de contrôle plus efficacement », dit encore M. Michaélidès, qui souhaite aussi que « l'ONU s'interroge sur la qualité du mandat des « casques bleus », qui ne sont pas armés ».

« Nous ne voulons pas d'affrontement », conclut M. Michaélidès, et nous ferons tout pour calmer les choses. Mais, parce que la situation est maintenant tendue, nous attendons de la communauté internationale qu'elle intensifie ses efforts pour trouver une solution et qu'elle prenne conscience de l'urgence ».

Françoise Chiquaux

■ L'Union européenne a condamné, vendredi 16 août, « les meurtres brutaux » de deux Chypriotes grecs. « L'UE déplore vivement les actes de violence commis récemment à Chypre ainsi que le recours disproportionné à la violence de la part des forces de sécurité [chypriotes turques] dans le nord du pays en réponse à l'entrée non autorisée dans la zone tampon », a déclaré la présidence irlandaise dans un communiqué diffusé à Bruxelles.

■ Trois cents manifestants hostiles à la Turquie s'en sont pris, vendredi 16 août dans la soirée, au consulat turc de Nicosie, une ville du nord-est de la Grèce. Certains ont cassé des vitrines de commerces appartenant à des Turcs de souche et les vitres d'une mosquée. — (APR)

La Belgique en proie aux rapt d'adolescents

Deux jeunes filles ont été libérées par la police, qui n'écartera pas l'hypothèse d'un réseau de pédophiles

BRUXELLES

de notre correspondant
Enlevées l'une près de Tournai le 28 mai, l'autre à Bertrix (Wallonie) le 9 août, deux adolescentes de quatorze ans ont été retrouvées saines et sauves dans une maison de Marchienne, près de Charleroi, jeudi 15 août. Leurs ravisseurs, un couple avec enfants, avaient été discrètement arrêtés l'avant-veille. Au moins deux autres personnes, apparemment liées à cette affaire, ont été interpellées. Traumatisée par huit meurtres ou disparitions de jeunes ces derniers temps, la Belgique se prend à espérer que ces énigmes vont être élucidées. Tout en restant prudentes, les enquêteurs n'excluent pas l'hypothèse d'un réseau de pédophiles criminels, avec ramifications à l'étranger.

Trahi par le numéro de la camionnette dont un témoin avait observé la présence près de l'endroit où disparut Laetitia Delhez, le 9 août, Marc Dutroux, quarante ans, a fini par craquer à l'issue d'un long interrogatoire sur lequel la presse belge avait accepté de faire le silence pour ne pas gêner l'enquête. « Je vais vous donner des filles », lâcha-t-il. Avec Sabine Derdenne, qu'elle ne connaissait pas jusqu'à leur épreuve commune, Laetitia a été retrouvée séquestrée dans une cave dont l'entrée était si bien dissimulée que les policiers ne l'avaient pas vue lors d'une première perquisition. Un peu gêné par ce fait, le procureur du roi a expliqué que la maison était silencieuse parce que Dutroux avait menacé ses victimes si elles criaient. Évoquant les sévices et les pressions morales exercées sur Sabine et Laetitia, un psychologue requis pour leur examen a indiqué que Dutroux leur disait que leurs parents refusaient de « payer une rançon » pour les retrouver.

Ce personnage est un récidiviste arrêté en 1986 pour des faits analogues, condamné en 1989 à treize ans de prison et libéré au bout de trois ans pour bonne conduite. Le parquet avait formulé un avis défavorable, mais le ministre de la justice était passé outre, comme la loi le permet.

INDIGNATION

Cette loi sur les libérations conditionnelles indignait la population, et un débat est d'ores et déjà ouvert, pas seulement parmi les nombreuses personnes qui ont tenté de faire un mauvais sort à Dutroux lors d'un nouvel interrogatoire, vendredi. Un expert a souligné que le fait qu'un détenu se montre docile pendant son incarcération ne signifie pas qu'il soit moins pervers qu'un autre détenu plus remuant, au contraire. En principe, un « tuteur » surveille le comportement des libérés par anticipation. L'affaire Dutroux montre que, faute de moyens, cela est largement théorique.

Sans ressources bien définies, Dutroux vivait avec une ancienne institutrice, également condamnée pour sévices sur mineurs. En plus de leur domicile « familial », ils possédaient en Wallonie plusieurs maisons qui intriguent les enquêteurs. En juin 1995, deux fillettes, Julie et Mélissa, ont aussi été enlevées près de leurs domiciles respectifs dans la région de Liège. Leurs photos ont été diffusées sur des milliers d'affiches dans tout le pays, sans que les recherches aboutissent. Fondée par les parents de deux jeunes assassinés en 1992, une association, Marc et Corine a mobilisé l'opinion pour que la lumière soit faite sur ces affaires et quelques autres.

Jean de la Guévière

Solomos Solomou enterré en héros, mais dans le calme

PARALIMNI
(à l'est de Nicosie)
de notre envoyée spéciale

« Héros, héros, tu es mort pour Chypre, pour la patrie. » Il fait nuit noire dans le petit cimetière de Paralimni où plusieurs milliers de personnes ont accompagné à pied le long des rues la dépouille mortelle de Solomos Solomou, vingt-six ans, tué mercredi par les forces de sécurité chypriotes-turques alors qu'il voulait arracher un drapeau turc. La foule entonne pour la deuxième fois l'hymne national et ses amis font le V de la victoire alors que plusieurs de ses proches s'effondrent en pleurant.

Enveloppé du drapeau grec, aussi symbole de l'Eglise orthodoxe grecque, le corps du jeune homme a été directement mis en terre à la façon des martyrs et au son de marches funèbres jouées par une fanfare de la police. Sa tombe jouxte celle, encore couverte de fleurs, de son cousin, battu à mort, dimanche, par des manifestants et des soldats chypriotes-turcs et turcs.

Le recueillement et l'émotion ont, dans cette foule majoritairement vêtue de noir, remplacé la colère et la volonté exprimée par le père de la victime de ne pas « profiter » de la mort de son fils pour créer de nouveaux incidents et respect. Tout a été fait pour éviter de nouveaux affrontements et même le président de la République, Glafcos Cléridis, a renoncé à venir, se faisant représenter par un ministre. L'archevêque grec-orthodoxe de Chypre, Chrysostomos, a lui aussi tenté de calmer les esprits, contrairement à ses habitudes et au

prêche enflammé qu'il avait fait mercredi dernier aux obèques du premier manifestant. « Vous avez aidé vos dirigeants à montrer au monde entier l'injustice infligée à Chypre. Votre but a été atteint. Évitez toute nouvelle action afin de leur donner le temps de faire leur travail », a dit Mgr Chrysostomos, dont l'homélie a été interrompue à plusieurs reprises par des applaudissements nourris. Mercredi dernier, Mgr Chrysostomos avait affirmé que « l'hellénisme n'a pas peur de la mort, lorsqu'il s'agit de la liberté ».

PRÉCAUTIONS TARDIVES

C'est sous un tonnerre d'applaudissements que le cercueil de Solomos Solomou, porté par des jeunes gens en noir et recouvert du drapeau grec, avait fait son entrée dans l'église Saint-Georges, beaucoup trop petite pour contenir la foule, dont beaucoup de personnalités politiques chypriotes-grecques et grecques. Le premier ministre grec, Costas Karamanlis, qui avait mercredi, jour du drame, annoncé sa participation à ces funérailles, s'était lui aussi fait représenter par un secrétaire d'Etat. « La Grèce ne veut pas donner l'impression que nous sommes au bord de la guerre, affirme en guise d'explication un officiel chypriote ; la visite ce samedi à Nicosie de M. Simitsis, la première depuis sa nomination, pour une brève réunion de travail, est avant tout un geste de solidarité vis-à-vis de Chypre. »

Les autorités chypriotes avaient cette fois déployé d'importantes forces de l'ordre pour empêcher « coûte que coûte », ce qui n'était

pas le cas lors des deux précédentes manifestations, d'éventuels manifestants de s'approcher de la zone occupée par les Turcs à Dhériyia. Un premier cordon de la police anti-émeutes casquée et armée de matraques avait été mis en place à quelque trois cents mètres du dernier baraquement chypriote grec. Il était appuyé derrière par un deuxième cordon de policiers qui avaient placé leurs jeeps en enfilade pour barrer la route et les champs alentours. Une tranchée protégée par un rideau de barbelés avait aussi été creusée, alors que l'armée avait édifié un haut rempart de terre sur la route menant au premier baraque de l'ONU.

Ces précautions tardives ont permis que cette nouvelle cérémonie de deuil se déroule sans encombre et les responsables de la police n'ont même pas eu trop de mal à convaincre, tard dans la soirée, une cinquantaine de jeunes de renoncer à leur projet de déposer une gerbe près du lieu où a été tué Solomos Solomou. Après avoir chanté des chants patriotiques, ceux-ci ont confié leur gerbe à un officier qui l'a déposée à la limite de la zone-tampon gardée par les soldats de l'ONU qui avaient aussi été mis en état d'alerte.

Encore sous le choc d'une semaine tragique comme ils n'en avaient pas connue depuis l'invasion de 1974, les Chypriotes grecs n'aspirent plus qu'au calme. Mais ce drame laissera des traces et la crainte de voir aujourd'hui se développer à Chypre des groupes extrémistes violents est réelle.

F. C.

Au Mexique, le dossier sur l'assassinat de Luis Colosio s'enlise

L'ACQUITTEMENT récent d'un des assassins présumés de Luis Colosio, candidat, en 1994, à la présidence mexicaine (Le Monde du 9 août), soulève l'embarras à Mexico où les partis politiques s'affrontent sur la suite à donner au dossier. Considéré comme le dauphin du président sortant, Carlos Salina, Luis Donald Colosio, candidat à la présidence du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis soixante-sept ans, avait été assassiné en mars 1994, quatre mois avant le scrutin, au cours d'un meeting dans la ville frontalière de Tijuana.

L'auteur effectif de l'assassinat, Mario Aburto, avait été immédiatement arrêté, puis condamné à

quarante-cinq ans de prison. Quelque temps plus tard, un autre suspect, qui exerçait un rôle mineur dans le service de sécurité de la victime, Othon Cortés, était impliqué à son tour. Mais le 7 août dernier, après être resté dix-neuf mois en prison, il a été acquitté « faute de preuves suffisantes », décision judiciaire qui a incité le président mexicain, Ernesto Zedillo, à écarter du dossier le procureur spécial chargé de l'enquête, Pablo Chapa.

ENQUÊTE SUSPENDUE

Depuis, et en l'absence de magistrat pour la conduire, l'enquête est suspendue. Les quatre partis politiques représentés au Parlement, chargés de lui trouver un

successeur, ne parviennent pas à se mettre d'accord. L'un d'entre eux, le Parti de la révolution démocratique (PRD, centre gauche), vient même d'annoncer qu'il refusait de participer à la commission chargée de sa nomination. La presse mexicaine relève de son côté que les candidats éventuels pour reprendre cette enquête, politique extrêmement délicate, ne sont de toute façon pas légion, et affirme que les rares personnes pressenties ont déjà refusé.

L'assassinat de Luis Colosio et les mystères qui l'entourent encore — les mobiles de l'assassin n'ont jamais été clairement éclaircis — ont, en effet, suscité de nombreuses rumeurs éblouissantes l'ancien pré-

sident Salinas, aujourd'hui retiré en Espagne — pour se maintenir au pouvoir, ce dernier aurait fait exécuter celui qui avait toutes les chances de lui succéder — ou, à l'inverse, ses adversaires, soupçonnés d'avoir commandité l'assassinat pour prendre le contrôle du Parti révolutionnaire institutionnel et de l'Etat.

Depuis deux ans, l'affaire est passée entre les mains de trois juges et de trois procureurs spéciaux, qui ont chacun avancé leur hypothèse, allant de l'acte d'un déséquilibré jusqu'au complot d'Etat. Devant cette enquête qui n'aboutit pas, l'opposition accuse le pouvoir de chercher à « enterrer » l'affaire. — (APR)

Italie ou Allemagne : deux voies possibles pour rejurer l'ancien SS Erich Priebke

ROME

de notre correspondant
L'ancien capitaine SS Erich Priebke pourrait être rejuré en Allemagne ou en Italie pour sa participation au massacre de trois cent trente-cinq otages italiens aux fosses Ardeatines, près de Rome, en mars 1944.

Après la condamnation générale suscitée par le verdict du tribunal militaire italien, qui avait reconnu, le 1^{er} août, à l'ancien officier allemand de quatre-vingt-trois ans des circonstances atténuantes et l'avait pratiquement acquitté, l'espoir renaît donc de voir un procès qui le jugerait à nouveau de manière moins contestable.

Malgré l'extrême complexité judiciaire de ce cas, deux procédures, l'une internationale, l'autre italienne, suivent déjà leur cours. Le dossier de demande d'extradition du parquet de Dortmund, dont l'annonce avait permis au garde des sceaux italien, Giovanni Maria Flick, de faire réincarcérer Priebke huit heures après sa libération par le tribunal militaire, est parvenu à son ministère, lundi 12 août. Il doit être traduit de l'allemand en italien, puis transmis à la cour d'appel qui rendra sa décision. Tout cela peut se réaliser dans les quarante jours de détention préventive de Priebke autorisés par la loi, autrement dit, avant le 11 septembre.

VICE DE FORME

Selon des juristes, la convention d'extradition du Conseil de l'Europe de 1957 rend possible l'extradition, même si l'ex-nazi était jugé pour les mêmes faits — le massacre des fosses Ardeatines — en Allemagne. Le fait que son jugement en Italie ne soit pas définitif en raison des différents recours pendants ou annoncés autorise l'Allemagne à demander à la rejurer.

L'Argentine, qui avait extradé Erich Priebke en novembre 1995 en Italie, doit cependant donner

son accord formel pour sa réextradition vers l'Allemagne et non plus affirmer, comme elle l'avait fait début août, « ne plus rien avoir à faire » avec lui.

Parallèlement à la voie de l'extradition en Allemagne, le parquet militaire italien et les familles des victimes se démenent pour faire casser le procès pour vice de forme, au motif que le président du tribunal s'était exprimé avant le début du procès en présidant son issue. Ainsi le tribunal serait récusé, et un nouveau procès pourrait s'ouvrir.

Priebke pourrait, par ailleurs, être impliqué dans une autre exécution commise dans la nuit du 3 au 4 juin 1944 à La Storta, village à la sortie nord de Rome sur la Via Cassia. Cette accusation, qui n'est pas prouvée, provient d'un autre ex-officier SS et collègue de Priebke, Karl Hass, aux arrestations domiciliées en Italie, et dont l'Allemagne demande aussi l'extradition pour sa participation aux représailles des fosses Ardeatines.

Hass a affirmé que Priebke était présent à La Storta, quand quatorze prisonniers politiques, dont le syndicaliste Bruno Buozzi, ont été fusillés. Ce jour-là les Allemands se repliaient vers le nord. Priebke a soutenu qu'il était revenu à Rome le 4 juin et ne pouvait être à La Storta.

L'ancien ambassadeur de France à Rome et dirigeant socialiste, Gilles Martinet, qui a épousé la fille de Bruno Buozzi, a déposé une plainte au parquet de Rome. Une enquête préliminaire de la justice militaire est ouverte. Gilles Martinet réclame une confrontation Priebke-Hass. Si Priebke était impliqué dans l'exécution sommaire de La Storta, il pourrait difficilement fonder sa défense comme il l'a fait à son procès, sur son obligation d'obéir aux ordres de supérieurs. — (Interim)

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 18 - LUNDI 19 AOÛT 1996

ORDRE MORAL Les catholiques traditionalistes ne sont pas parvenus à étendre leur influence parmi les élus de la majorité. En revanche, députés et sénateurs sont

de plus en plus nombreux à se retrouver dans certaines valeurs conservatrices, dès lors qu'il s'agit de la famille ou de la santé. ● PIERRE BERNARD, député (République et Liberté) de Seine-Saint-Denis et suppléant d'Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration, fait figure de missionnaire intégriste au Palais-Bourbon.

tant ses valeurs sont proches de celles du Front national. ● EN VENDÉE, Philippe de Villiers, fondateur du Mouvement pour la France, a suscité l'imitation de l'évêque de son

diocèse en tentant de « récupérer » la prochaine visite du pape dans son département. ● DES VIERGES « pélerines » qui achèvent un tour de France agacent l'épiscopat.

La célébration de Clovis encourage l'activisme des catholiques intégristes

La frange traditionaliste de l'Eglise exploite la prochaine commémoration du baptême du roi franc à Reims, à laquelle le pape devrait assister. Si l'influence politique reste limitée, les valeurs conservatrices n'en progressent pas moins parmi les élus de la majorité

FACE à un problème politique délicat, Christine Boutin, députée (UDF-FD) des Yvelines, a une méthode inflexible : elle consulte la Bible. « J'y trouve toujours la réponse », assure-t-elle. A l'Assemblée nationale, elle ne dissimule rien de ses convictions catholiques, tendance ultra-traditionaliste. « Je crois être considérée comme une catholique de choc par mes collègues », se flatte-t-elle, avant de reconnaître sans détour : « Mon engagement catholique est le fondement même de mon action politique ».

Il sont peu nombreux, sur les bancs du Parlement, à afficher de telles convictions. Alors qu'aux Etats-Unis, le credo des très conservateurs membres de la Coalition chrétienne imprègne la campagne républicaine, les catholiques français les plus conservateurs, voire intégristes, trouvent plus aisément des relais politiques au Front national, notamment dans les rangs du mouvement Chrétienté-Solidarité

de Bernard Antony, ou encore auprès du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers.

Quelques thèmes, cependant, mobilisent unanimement les « âmes pieuses » du Palais-Bourbon. C'est, comme aux Etats-Unis, le cas de l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Toujours épaillées par des associations qui se consacrent à ce combat, elles ne perdent pas une occasion pour tenter d'introduire un coin dans le dispositif de la loi Veil. Leur dernière tentative date de mars. Profitant d'un projet de loi portant diverses mesures d'ordre social, Jean-Louis Beaumont (UDF, Val-de-Marne), s'était associé à M^{me} Boutin pour demander que les associations de « défense du droit à la vie » puissent se porter partie civile en cas de « provocations à l'avortement ». En clair, il s'agissait de muscler le planning familial en attaquant en justice ses campagnes d'information.

Dans le secret des travaux de la

commission des affaires sociales, les deux élus avaient trouvé assez de renforts pour faire adopter la mesure. En séance publique, pourtant, seul un autre député, Pierre Bernard (République et Liberté, Seine-Saint-Denis), avait soutenu leur initiative. « Le seul axe de ma pensée, qui guide toutes mes actions politiques, (...) est celui qui conduit vers Dieu », a écrit M. Bernard, maire de Montfermeil, dans son journal municipal.

UNE ATTITUDE ISOLÉE

La discussion des lois sur la bioéthique avait également mobilisé les catholiques traditionalistes. Le rapporteur des textes à l'Assemblée Jean-François Mattéi (UDF, Bouches-du-Rhône), se souvient encore des « agressions verbales » et de la « tentative d'insulte » de son domicile dont il avait été victime de la part des « intégristes ». Dans l'enceinte du Palais-Bourbon, leurs thèses avaient ensuite trouvé leurs relais habituels. M. Beaumont

et M^{me} Boutin, rejoints par Alain Griotteray (UDF, Val-de-Marne), avaient, en vain, tenté de s'opposer à la discussion, tandis que quelques sénateurs, d'accord avec Bernard Laurent (UC, Aube) et Charles Jolibois (RI, Maine-et-Loire), avaient essayé de remettre en cause la loi Veil. « Chacun peut légitimement avoir ses convictions. Mais lorsqu'on veut les faire prévaloir sur les lois de la République, on n'est plus dans le rôle de représentant du peuple », analyse M. Mattéi.

En fait, cette attitude reste isolée. « Contrairement aux Etats-Unis, les traditionalistes n'ont jamais réussi à fonder la notion de majorité morale en France, pays où la tradition est forte », explique Henri Madelin, rédacteur en chef de la revue *Études*. Il estime cependant que pourrait se développer, à l'avenir, « une sorte de charisme politique véhiculant un discours bien-pensant ». « Nous vivons dans un monde tellement changeant que le besoin de certitude conduit à s'ac-

crocher à des dogmes », confirme l'universitaire François Bédarida, qui ajoute : « Sans se reconnaître dans l'extrême droite, beaucoup de gens sont inquiets. C'est un terrain favorable à une reprise en main ».

Si les ultras restent marginaux, l'influence du catholicisme conservateur se fait sentir au-delà de ce noyau dur. Au gré des sujets abordés, notamment lorsqu'il s'agit de famille ou de lutte contre le sida, peuvent se retrouver, à leurs côtés, des cercles plus ou moins étendus de parlementaires sensibles à ce courant de pensée. « On ne peut pas identifier à l'Assemblée nationale un groupe constitué de défenseurs des traditionalistes. C'est à géométrie variable », observe M. Mattéi. Ce caméléon se retrouve d'ailleurs au sein du « groupe de spiritualité » - qui regroupe les parlementaires d'inspiration chrétienne -, aujourd'hui animé par un RPR, Bruno Bourg-Broc (Marne), président de la commission des affaires culturelles, familiales et so-

ciales de l'Assemblée nationale. Son activité consiste principalement à organiser des soirées de prière et de réflexion, des retraites ou des pèlerinages. En juin, la dernière réunion, en présence de M^{gr} Gérard Defois, archevêque de Reims, s'intitulait « Pourquoi Clovis aujourd'hui ». Et environ cent vingt membres du groupe de spiritualité s'apprentent à se rendre à Reims, le 22 septembre, pour la venue de Jean-Paul II.

Lieu de quelques batailles menées au nom du traditionalisme, l'Assemblée nationale est, au total, bien loin de trouver grâce aux yeux de Philippe Lagarde, l'abbé de l'église intégriste de Saint-Nicolas-du-Charbonnet : ironisant sur « tous ces pieux députés qui vont à la messe et en font étalage », il constate « leur peur viscérale de se désolidariser du consensus politi-

Cécile Chambraud et Jean-Baptiste de Montvalon

Les « poussées d'adrénaline » d'Eric Raoult

« Quand Pierre Bernard intervient à l'Assemblée, j'ai des poussées d'adrénaline », affirme aujourd'hui Eric Raoult, ministre de la ville et de l'intégration. Tout en estimant que c'est « quelque chose qui vit son engagement et a des côtés attachants », le ministre a choisi de taper les ponts, après avoir constaté la présence de son suppléant aux obsèques de Paul Touvier : « Si j'avais le choix entre être battu et avoir Pierre Bernard comme suppléant, je choisirais la première solution ». La première accroche date d'avant le second tour des élections législatives de 1993. M. Bernard ayant appelé à voter pour le candidat FN dans une autre circonscription de Seine-Saint-Denis. « Je savais à quoi je m'engageais en le prenant comme suppléant », avait toutefois reconnu M. Raoult (Le Monde daté 28-29 mars 1993).

L'itinéraire singulier de Pierre Bernard, missionnaire intégriste au Palais-Bourbon

ÉTIQUETÉ « divers droite » depuis son succès municipal dans le bastion communiste de Montfermeil (Seine-Saint-Denis), en 1983, Pierre Bernard, qui reste fidèle à Philippe de Villiers tout en épousant les thèses du FN, fait figure de missionnaire intégriste égaré au Palais-Bourbon, où il siège en tant que député de Seine-Saint-Denis depuis la nomination d'Eric Raoult au gouvernement, en mai 1995.

Cet ancien officier de la « coloniale », dont le dernier fait d'armes a été sa présence, remarquée, aux obsèques de l'ancien milicien Paul Touvier, a une conception toute particulière de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ainsi, le 10 juin, sur papier à entête de l'Assemblée, il invite les élus de Seine-Saint-Denis à son domicile pour « une soirée de méditations et de prières autour d'une des 108 Vierges pélerines (...) » [lire ci-contre] : « Ce sera pour nous l'occasion de demander à Marie son intercession pour notre circonscription, pour notre département et pour notre pays ».

Intitulé *La Gerbe* - à l'instar d'un journal fondé en juillet 1940 par Alphonse de Chateaubriant, fervent admirateur d'Hitler -, le bulletin municipal est truffé de références intégristes. Le maire-éditorialiste qui, selon

un conseiller municipal d'opposition, conduit « systématiquement » toutes les réunions du conseil par un vibrant « Que Dieu vous garde ! », ne manque pas une occasion d'y rappeler ses obligations à l'ordre de la chrétienté. En mars 1991, il relate à ses administrés sa « trop courte retraite de trois jours » au monastère intégriste Sainte-Madeleine du Barroux (Vaucluse), base arrière des extrémistes catholiques et citadelle du FN (Le Monde du 13 août).

Quant à la présence de M. Bernard aux obsèques de Touvier, elle n'a rien de fortuit. En mai 1994, cet ami de M. Jacques Trémoulet de Villiers - ancien avocat de Paul Touvier et actuellement chargé des dossiers judiciaires de Montfermeil -, favorable à l'abrogation de la loi Gayssot sur le négationnisme, expliquait dans *La Gerbe* : « Un tribunal vient de condamner très sévèrement Paul Touvier, presque octogénaire, grâce à la président Pompidou, coupable, il est vrai, d'avoir fait tuer sept juifs au lieu de trente comme il en avait reçu l'ordre ».

Intégriste en religion, Pierre Bernard l'est également en politique. A Montfermeil, il commence par baptiser une rue Allende, diffuse dans les écoles un « manuel d'éducation civique et morale » édité par la Fédéra-

tion internationale pour la défense des valeurs fondamentales. Le maire commence à faire parler de lui en 1985, lorsqu'il tente d'interdire l'accès des écoles primaires de la cité des Bosquets aux immigrés. Quatre ans plus tard, il se rabat sur les écoles maternelles. Le 10 janvier 1990, le conseil municipal entérine une décision visant à couper les fournitures, la cantine et l'entretien (excepté le chauffage) destinées à ces écoles. Deux fois condamnées pour « discrimination raciale » en 1988 et 1991, il a ensuite été relaxé pour des raisons de forme, le 21 mars, par le tribunal correctionnel de Paris, qui avait à se prononcer sur sa décision du 10 janvier 1990.

UNE NOUVELLE TRIBUNE

Réélu en 1989, il se rapproche de Philippe de Villiers, jusqu'à organiser chaque année un mini Puy-du-Fou dans sa ville. En novembre 1989, il crée France Debout, association d'élus soucieux de « se battre (...) vis-à-vis d'une politique d'immigration sans contrôle (...) », démentie. Un an plus tard, il accorde un entretien à Claude Cornilleau, alors président du Parti nationaliste français et européen (PNFE), dans l'organe officiel de ce groupuscule néonazi, *Tribune nationaliste*. En mars 1993, choisi comme suppléant

par Eric Raoult, candidat RPR au renouvellement de son mandat législatif dans la douzième circonscription de Seine-Saint-Denis, il appelle à voter pour le candidat du FN, Frank Timmermans, dans la deuxième circonscription. Le ticket Raoult-Bernard est élu avec près de 70 % des voix au second tour.

En février 1994, le maire de Montfermeil adresse à tous les parlementaires une étude qui recense les naissances d'enfants étrangers en situation irrégulière survenues à l'hôpital intercommunal de sa ville. Mai 1995 : Eric Raoult entre au gouvernement. Pierre Bernard lui succède à l'Assemblée. Après une assez confortable réflexion à la mairie de Montfermeil un mois plus tard, malgré la présence cette fois, d'une liste du FN, l'ancien officier va profiter à plein de cette nouvelle tribune.

Ainsi, à propos de l'avortement, le 26 juillet 1995 : « [Il convient] d'éviter la généralisation du scénario suivant : lui : « Tu me plais » ; elle : « Prends-moi » ; quelques semaines plus tard, elle : « Zut, tu m'as fait un gosse » ; lui : « Fais-le sauter, c'est remboursé par la sécu. »

J.-B. de M.

Quand Philippe de Villiers « se prend pour l'évêque »...

LA ROCHE-SUR-YON

de notre correspondant

La visite prévue du pape, le 19 septembre à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), à 8 kilomètres du Puy du Fou, pour un peu plus de deux heures seulement, ne sera qu'une simple visite de dévotion personnelle au tombeau de saint Louis-Marie Grignon de Montfort (1673-1716). Mais depuis l'annonce, en janvier, de cette visite de Jean-Paul II, les tensions n'ont pas manqué entre l'évêché de Luçon et Philippe de Villiers. Aujourd'hui, celui-ci doit cependant se rendre à l'événement : il n'aura pas la « grand-messe » qu'il appelait de ses vœux.

Décembre 1991. Philippe de Villiers s'adresse aux Puyfollais : « Je vous avais dit, l'an dernier, que cette visite exceptionnelle était possible. Cette fois-ci, je vous dis que c'est probable ». Chacun, alors, comprend que le créateur du Puy du Fou espère une visite de Jean-Paul II, en 1993 ou 1994, à l'occasion du bicentenaire des guerres de Vendée. Aujourd'hui encore, l'évêque de Luçon, M^{gr} François Garnier, affirme ne pas comprendre ce qui nourritait alors ces espoirs. L'évêché est aussi « incapable de dire de quoi il a été question » lors de la rencontre à Rome, au printemps, entre M. de Villiers et le pape. Les affrontements entre M^{gr} Garnier et le président du Mouvement pour la France (MPF) ont rarement été directs. Le Père François-Xavier Loizeau, vicaire épiscopal, reconnaît cependant qu'en juillet, « les deux

hommes ont eu un moment de franche explication ». M. de Villiers froisse pour la première fois la susceptibilité de M^{gr} Garnier, peu avant que celui-ci soit sacré évêque, en 1990, lorsque le président du conseil général, qui redoute la nomination d'un évêque « progressiste », cherche à cerner la personnalité du futur prélat. Ce dernier apprend vite, n'apprécie pas et le fait savoir. La commémoration, en 1993, de l'insurrection vendéenne donne lieu à une stricte

ché appréciée peu. Dès lors, débute une partie de « bras de fer ». Objectif des villéristes : contraindre l'évêque à ouvrir la visite du pape à tous les Vendéens. Une Association pour l'accueil du pape en Vendée naît en mai, animée par des chrétiens du Bocage. Ces « catholiques de base » demandent « au moins une bénédiction papale ». Robert Bousseau, leur président, explique : « Il y a deux cents ans, nous sommes battus pour garder notre foi. Aujourd'hui, on peut la

dans son ancienne circonscription de Montaigu, et lance : « Il serait dommage que le pape soit reçu dans un désert ».

CALMER LE ROI

François-Xavier Loizeau, le bras droit du prélat, fait aujourd'hui remarquer avec un zeste d'ironie : « Il y aura, entre les religieux, les habitants et les scolaires qu'il est prévu de réunir à Saint-Laurent-sur-Sèvre, de peu près 10 000 personnes autour du pape. Ce désert est bien rempli ».

M^{gr} Garnier a lui-même rappelé le droit du pape à « se recueillir sur le tombeau de saint Grignon de Montfort et à dialoguer avec ceux qui se sont consacrés à la vie religieuse ». Par le canal efficace des paroisses, il a fortement incité ses fidèles à se rendre, le 20 septembre, à Sainte-Ahne-d'Auray (Morbihan), pour le rassemblement des chrétiens de l'Ouest de la France.

A l'évêché, on prend acte maintenant, avec soulagement, « de la volonté de M. de Villiers de calmer le jeu ». Celui-ci vient, en accordant un entretien à l'écho de l'Ouest, de signaler ce qui ressemble à un amollissement. Il y affirme « ne pas vouloir interférer » avec la décision épiscopale et ne pas vouloir épier sur le domaine religieux. Il y a peu encore, lorsque la tension était vive, on expliquait sans charité dans l'entourage de M^{gr} Garnier que « M. de Villiers, quelquefois, se prend pour l'évêque ».

Gaspard Norrito

Les Vierges qui font tourner les têtes

PARTIES du Puy il y a un an, les « Vierges pélerines » vont rentrer au port à Bailliet-en-France (Val-d'Oise). Polytechnicien de vingt-neuf ans, Olivier Bonassies fait les comptes : 108 statues de la Vierge remorquées par 108 Peugeot « 106 » ; 2 millions de kilomètres à travers la France ; 35 000 veillées de prières ou nuits d'adoration ; plus d'un million et demi de fidèles touchés et un nombre inestimable de « conversions » et de « miracles ». Des témoignages ont eu des « visions ». Des vocations religieuses se sont subitement révélées. Atteinte d'un cancer des os, une malade aurait été guérie dans l'Allier. Dans les Vosges, un vieux prêtre immobilisé s'est remis à marcher...

Fort de ce succès, la confrérie Notre-Dame de France, présidée par M^{gr} Fricoteaux, notaire à Saint-Denis, s'appuie à mettre le cap sur Reims, où elle entend honorer comme il convient la visite du pape. Le 15 septembre, après avoir salué les 108 Vierges rassemblées à Bailliet-en-France, sous leur auvent bleu et dans leur cortège de pétales, d'étoiles et d'oriflammes, quelques milliers de ces « fous de Marie » prendront la route de la Champagne, où le 22 septembre, ils déposeront, aux pieds du pape, « une pluie de consécration », personnelles, de la France à la Vierge, etc.

Rien n'est trop beau pour Marie. M^{gr} Fricoteaux a convaincu ses confrères d'accueillir à l'hôtel des Notaires à Paris, du 28 septembre au 3 octobre, quarante et une re-

productions à la feuille d'or des icônes de la Vierge parmi les plus belles au monde. Le 9 octobre, la confrérie se rendra à Rome. Elle y sera reçue au premier rang lors de l'audience générale du pape et un « tour du monde » des Vierges, prévu jusqu'en 2000, prendra le départ. Près d'une centaine de pays sont déjà engagés. Notre-Dame du Danemark rendra visite à Notre-Dame d'Espagne, et inversement.

Autant dire que cette opération, qui faisait sourire il y a un an, fait désormais grincer. Un document « confidentiel » du conseil permanent de l'épiscopat vient d'être publié, qui affirme sans détour que ces initiatives mariales sont « purement privées », que le « harcèlement » sur les prêtres et les fidèles n'est pas acceptable, que les collectes de fonds « sans contrôle ecclésiastique » (4 millions de budget pour 1996) sont « plus que discutables ».

Avant de publier un texte d'apaisement, M^{gr} Gérard Defois, archevêque de Reims, a lui-même publiquement déploré la « publicité tapageuse » donnée à la « marche » sur sa ville, qui relève de « l'agressivité commerciale plus que de la piété mariale ». Ce faisant, la cacophonie est bel et bien au sommet de la hiérarchie. Trois évêques du Nord ont interdit les « Vierges pélerines » sur leur territoire. Une vingtaine ont publié des mises en garde. Ce qui n'empêchera pas plusieurs d'entre eux de se joindre à la « marche » sur Reims.

Henri Tincq

IMMIGRATION Samedi 17 août à l'aube, environ trois cents personnes manifestaient leur solidarité aux Africains sans papiers réfugiés dans l'église Saint-Bernard (XVIII^e ar-

ondissement), alors que dix d'entre eux entamaient leur quarante-troisième jour de jeûne. ● LA CRAINTE d'une intervention des forces de l'ordre demeure d'autant plus vive

que le premier ministre et le ministre de l'intérieur ont réitéré leur refus de procéder à des régularisations. ● UNE ÉTUDE réalisée par les Africains eux-mêmes montre qu'une ma-

jorité d'entre eux répondent à des critères que le ministère de l'intérieur a déjà pris en compte à l'occasion des régularisations intervenues le 26 juin. ● AU SÉNÉGAL, dans le

village de Darakhara, l'émigration vise à permettre la survie économique du village. Les chefs de village choisissent les candidats au départ. (Lire aussi notre éditorial page 8.)

Les sans-papiers de Saint-Bernard redoutent une expulsion imminente

Alain Juppé et Jean-Louis Debré ont réaffirmé leur intention de ne pas céder. Samedi à l'aube, après une nuit de veille dans l'église, les Africains et plusieurs centaines de manifestants se préparaient à empêcher une intervention des forces de police

CE QUI AURAIT PU être une grande veillée d'armes fut une sympathique pagaille. La foule était là, fort nombreuse pour un pont de 15 août, une foule mêlée d'incorrigibles idéalistes, d'habités des « manifs », de voisins et d'Africains solidaires. Ils sont venus par centaines, parfois de fort loin, soutenir les sans-papiers réfugiés, depuis le 28 juin, dans l'église Saint-Bernard, et s'opposent par leur présence à une expulsion imminente. Les « personnalités » ont aussi répondu à l'appel des professeurs Léon Schwartzberg et Albert Jacquard, de même que la presse et de nombreuses organi-

sations humanitaires. Mais trop de bonne volonté tue la bonne volonté. Si les occupants de l'église parviennent à conserver leur calme et leur dignité, ce n'est hélas pas le cas de tous leurs zélés. Ce vendredi soir 16 août, une poignée de mouches du coche bien-pensantes, s'improvisant service d'ordre, bloque l'accès de l'église et, affolée par l'affluence, multiplie les incidents, faisant monter la tension tout au long de la nuit.

Dès 19 heures, la nervosité est déjà perceptible. Après Danielle Mitterrand, Jack Lang est venu soutenir les sans-papiers. Il promet, entre deux bousculades, de

joindre Jacques Chirac pour « essayer de débloquer la machine » et déplore le « manque d'humanité » du gouvernement. Emmanuel Béart, tout de noir vêtu, lui succède, presque incognito. Il faut l'intervention conjointe de « Léon » (Schwartzberg) et de « Monseigneur » (Gaillot) pour lui permettre de pénétrer dans l'église. Là, le calme. Assis sur des matelas colorés, des femmes et des hommes attendent parmi des nuées d'enfants. Peu de cris, pas de rires. L'heure est grave et la solennité du lieu respectée. Une jeune Malienne drapée dans un voile vert attend d'un jour à l'autre

la naissance de son second enfant. Zaida la Marocaine, voisine et amie, la couve d'un regard inquiet : « S'ils interviennent brutalement, ça va déclencher l'accouchement », dit-elle. Dehors des cris éclatent. Quelques sans-logis veulent entrer dans l'édifice. Refoulés brutalement par le « service d'ordre », ils protestent violemment. Les occupants de Saint-Bernard tentent en vain de calmer leurs partisans, qui désormais repoussent sans ménagement tout le monde, sympathisants et donateurs compris. La nervosité croît encore avec l'intervention de Jean-Louis Debré au journal de 20 heures. C'est peu dire qu'elle déçoit. Mgr Gaillot et Léon Schwartzberg sont catastrophés : « Quelle sale journée ! »

D'autres expriment plus crûment leurs sentiments : « Debré, s'il dit qu'il appliquera la loi, il l'appliquera, comme il est ! Je suis prêt à parier mon RMI qu'ils vont intervenir ce week-end », dit un militant de Droits de l'Homme.

« ILS ARRIVENT » Les « personnalités », grossies entre autres d'Alain Krivine, de Jean-François Bizot et de Marina Vlady, se retirent dans la sacristie pour délibérer de la suite à donner à l'action. Dehors, un nouvel incident exaspère les troupes : un automobiliste insiste pour traverser la place, et, bloqué par la foule, déclenche sa sirène d'alarme. Au même moment, un hélicoptère du SAMU survole l'église. « Ils arrivent ! » La foule a frémi. Deux policiers en civil, garés dans une voiture banalisée, interviennent pour éviter l'incident. La foule se calme. Mais c'est déjà la sortie des « artistes ». Malgré les protestations d'Ariane Mnouchkine, qui « ne la sent pas », les personnalités ont décidé une action symbolique.

Elles s'enchaînent avec des notes à des sans-papiers en brandissant des drapeaux tricolores. Las, la foule et l'énervement aidant, on ne les voit guère. « Nous allons rester là et demain, si la police vient, nous nous enchaînerons chacun à un sans-papier. Nous leur donnerons nos cartes d'identité », explique Albert Jacquard. « Il sera M. Jacquard et, lorsqu'on demandera "qui est M. Camara ? ", je dirai "c'est moi, je n'ai pas de papiers, envoyez-moi à Bamako" ». Autour, la foule a compris et sourit. « On s'amuse mais c'est terrible, reprend le généticien. On glisse vers le 1984 d'Or-

Le gouvernement maintient une attitude de fermeté

INVITÉ du journal télévisé de 20 heures sur TF 1, vendredi 16 août, le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, a réitéré les propos de fermeté qu'il avait tenus le matin même dans le quotidien Ouest-France, précisant une nouvelle fois qu'« il n'y aura pas de régularisation ». « Ce n'est pas parce qu'on est dans l'illégalité, même un certain temps, que l'on est au-dessus des lois », a-t-il déclaré à l'intention des sans-papiers de l'église Saint-Bernard : « La loi fixe des conditions. Si du jour au lendemain nous abandonnions ses critères, et que n'importe qui pouvait venir chez nous, ce serait la porte ouverte à un certain nombre d'abus et d'arbitraires. (...) Ce n'est pas une poignée de personnes qui peuvent remettre en cause les lois votées par les députés et les sénateurs, qui sont l'expression de la volonté nationale. Je ne peux pas dire : aujourd'hui la République n'a plus de fondement. Car à ce moment-là, c'est partir dans un cycle où c'est le règne du plus fort, de l'arbitraire. Et ça, je ne le veux pas. » Il a fait savoir aux Africains que le gouvernement était « prêt à voir, si vous voulez avec vous, comment vous faire rentrer dans les meilleures conditions ».

Jean-Louis Debré est soutenu par le premier ministre, Alain Juppé, qui, dans une interview accordée au quotidien Sud-Ouest du samedi 17 août, précise que son gouvernement est allé dans ce conflit « à l'extrême limite de ce que permet la loi ». « Mon devoir (...) est de ne pas envoyer un signal fort dans les pays d'im-

migration selon lequel la France a recommencé à régulariser des étrangers en situation irrégulière. Ce serait irresponsable (...) car nous n'avons pas les moyens de les accueillir », ajoute Alain Juppé.

Les deux hommes sont intervenus alors que les manifestations de soutien aux sans-papiers se multiplient. Dans un entretien accordé au journal La Croix daté du 17 août, Mgr Joseph Duval, président de la conférence des évêques de France, rappelle que la position de l'Eglise catholique « est claire ». « Nous comprenons une politique visant à limiter l'immigration. Mais nous prêchons le respect des personnes et des familles. Et c'est ce qui est en cause dans le problème des sans-papiers », a-t-il affirmé. Danielle Mitterrand s'est rendue, vendredi 16 août, à l'église Saint-Bernard. « L'humanité est bafouée ici, s'est-elle émue, et la menace se confirme pour ceux qui sont là et pour tant d'autres qui subiront des lois qui doivent être modifiées ».

Sortant du silence qu'il avait jusque-là observé, le premier secrétaire du Parti socialiste, Lionel Jospin, a indiqué, vendredi dans un communiqué, que « le gouvernement en général, et le ministre de l'intérieur en particulier, s'honoreraient en revenant à des modes de solution des conflits (...) dignes d'un gouvernement responsable dans une démocratie ». M. Jospin demande au gouvernement de « reprendre contact avec le collège des médiateurs afin de pouvoir régler ce problème, en négociant au cas par cas ».

La plupart des dossiers recourent des critères de régularisation déjà appliqués par le ministère

QUELLE est la situation précise des 300 Africains sans papiers réfugiés dans l'église Saint-Bernard ? En lutte depuis le 18 mars, date à laquelle ils avaient occupé l'église Saint-Ambroise pour obtenir leur régularisation, la plupart ont vu leur dossier examiné par les associations, le collège des médiateurs, l'administration. Mais il demeure difficile, aujourd'hui encore, de s'accorder sur leur nombre exact, leur situation administrative, leur nationalité.

D'après Ababacar Diop, délégué des « sans-papiers », ils étaient 314 adultes au début du mouvement. Rapidement, il s'est avéré que 24 personnes possédaient des titres de séjour. Restaient donc 290 adultes et une soixantaine d'enfants. 277 dossiers ont pu être constitués, dont 205 ont été examinés par la préfecture de police de Paris entre mai et juin. Le 26 juin, le ministère annonçait 48 régularisations : 20 concernent les sans-papiers de Saint-Bernard. Aujourd'hui, il resterait donc 270 personnes qui réclament leur régularisation. La plupart sont de nationalité malienne, mais l'on trouve aussi des Mauritaniens, des Guinéens, des Sénégalais, des Centrafricains et des Zaïrois ainsi qu'une poignée d'Algériens, d'Égyptiens, de Marocains et de Tunisiens.

Une étude de la situation administrative des sans-papiers a été réalisée par les Africains eux-mêmes. Elle demeure partielle : 227 dossiers y sont analysés. Les médiateurs et associations de soutien s'accordent à la considérer comme document de référence. L'analyse a été effectuée sur la base des dix critères de régularisation proposés, le 29 avril, par le collège des médiateurs. Parmi ces 227 dossiers, se trouvent :

● 15 parents étrangers d'enfants français. Malgré la régularisation annoncée par le ministère

de l'intérieur, le 26 juin, et la circulaire établie en juillet, ces quinze personnes n'ont pas obtenu de titre de séjour.

● 9 conjoints et enfants d'un étranger en situation régulière. Parmi eux, on trouve sept parents étrangers d'enfants nés en France et trois déboutés du droit d'asile entrés en France avant 1993.

● 64 parents étrangers d'enfants nés en France après le changement du code de la nationalité et désormais étrangers. Sur les 64 adultes, seuls 50 ont fourni leur date d'entrée en France : 24 d'entre eux sont entrés entre 1985 et 1989, les 26 autres entre 1990 et 1995. Parmi ces 64 adultes, on compte 2 mères célibataires. 51 enfants présents dans l'église Saint-Bernard sont nés après 1993.

● 1 étranger dont le retour inattendu a entraîné le traitement médical d'une maladie physique ou mentale. D'autres adultes répondant également à ce critère sont recensés dans d'autres catégories.

● 117 déboutés du droit d'asile. Ce chiffre, le plus important, est le point faible du mouvement des sans-papiers. Ayant épuisé tous les recours, ces adultes, pour la majorité célibataires et maliens, ne peuvent compter que sur un geste des autorités. Cette forte proportion de déboutés du droit d'asile a conduit les médiateurs à demander que soit pris en compte un critère de « bonne insertion dans la société française ». 9 sont entrés en France entre 1980 et 1987, 73 entre 1988 et 1992 et 30 après 1993 (pour 5 d'entre eux, la date d'entrée sur le territoire reste inconnue). La plupart sont célibataires mais « nombreux sont ceux qui ont un proche parent résidant en France ».

● Autres : à défaut, 2 personnes ont été recensées dans les critères « proche parent résidant en France » et « bonne insertion dans la société française ». S'y ajoutent

5 personnes non demandeur d'asile dont 3 sont entrées avant le 1er janvier 1993. 15 dossiers « trop flous » n'ont pu être analysés.

La somme des différents cas ne correspond pas au nombre de 227 dossiers analysés, certaines personnes répondant à plusieurs critères. Le document établit par les Africains fait également état de situations particulières : ainsi d'un des parents étrangers d'enfant né en France, dont le père est un pensionné de l'armée française. De même, l'un des célibataires déboutés du droit d'asile, aimé d'une femme, est désormais responsable de ses frères et sœurs après le décès, en février, de son père, qui était en situation régulière. Un

autre, qui aurait pu bénéficier de la circulaire de régularisation exceptionnelle de 1991, n'a pas, à l'époque, fait la démarche.

Le détail de ces situations appelle deux constats. Les 300 Africains de Saint-Bernard présentent une bonne photographie de la population immigrée en situation irrégulière. Excepté les parents d'enfants français, ils ne sont pas régularisables aux yeux de la loi. Mais la durée de leur séjour en France - la plupart sont entrés en France avant 1990 - rendrait pourtant leur expulsion difficile au regard de critères « humanitaires ». Ce qui fonde la détermination des sans-papiers, c'est l'arbitraire qui aurait présidé à la décision du mi-

nistre de l'intérieur de leur octroyer ou non des papiers, le 26 juin. Selon le document qu'il est établi, la majorité des dossiers non régularisés de Saint-Bernard recourent pourtant les critères de régularisation adoptés par le ministère de l'intérieur. A cette date, 48 personnes s'étaient vu octroyer une carte de séjour d'un an renouvelable, au motif qu'ils étaient « parents d'enfants nés avant le 1er janvier 1994 sur notre territoire et de ce fait automatiquement français ».

L'analyse des dossiers régularisés se révèle pourtant moins claire que ne le laisse supposer le ministre de l'intérieur. Les sans-papiers de Saint-Bernard soulignent

que, sur les 20 régularisés du 26 juin, seules 7 personnes sont parents d'enfant français. 9 conjoints ou enfants d'un étranger en situation régulière ont également été régularisés, ainsi qu'un parent étranger d'enfant né en France, un conjoint ou concubin de Français, un étranger ayant un proche parent résidant en France et un célibataire débouté du droit d'asile entré en France avant 1993. Les sans-papiers de Saint-Bernard estiment, par conséquent, que « l'administration avait donné raison à six des dix critères de régularisation proposés par le collège des médiateurs ».

Cécile Prieur

La longue patience des candidats à l'émigration de Darakhara

DARAKHARA (Sénégal)

de notre envoyé spécial

Darakhara, minuscule village sénégalais, ne compte qu'une vingtaine de cases. Perdu quelque part entre Dakar et Saint-Louis, il n'est relié à l'asphalte que par une méchante piste qui court entre des arbustes rutilants. Ici vivent - ou plutôt survivent - sous la menace de la sécheresse, un peu moins de trois cents personnes, qui tirent l'essentiel de leurs ressources de la culture de l'arachide et du mil, cultivés sur de minuscules lopins de sable et de terre mélangés. L'eau est une denrée rare ; l'électricité un rêve ; l'utilisation d'un animal de trait une promesse pour des lendemains meilleurs.

Si Darakhara ne meurt pas, c'est grâce à l'argent qu'envoient ses émigrés. Actuellement, ils sont quinze jeunes gens à avoir fait le grand voyage et à travailler en Europe. Naguère, la France était leur destination naturelle. Le durcissement continu des mesures de lutte contre l'immigration a fini par tarir le flux - c'est aussi vrai pour les villages avoisinants. Darakhara n'a plus qu'un seul de ses enfants qui réside dans l'Hexagone. Les autres l'ont quitté, de gré ou de force, et s'en sont allés vers une Italie plus accueillante, ou plus « laxiste » jusqu'à ces derniers mois. « En

France, les frontières sont bloquées, dit le chef du village avec une pointe de regret. L'émigré en France est deux fois plus riche que celui qui vit en Italie ».

A Darakhara, on n'émigre pas sur un coup de tête ; on émigre une fois reçu de ses aînés la permission de le faire. D'abord celle du chef de famille, puis celle du chef de village, qui tranche entre les candidats selon la situation économique des familles : les plus démunies sont prioritaires. Ceux qui n'ont pas été retenus devront patienter.

Les départs se font au compte-gouttes, car le voyage vers l'Europe coûte cher, de l'ordre de 10 000 francs tous frais compris (passeport, visa, billet d'avion...). Aucune famille n'étant en mesure de réunir une telle somme, toute la communauté se mobilise et apporte son écot. D'où le rôle-clé du chef de village dans la sélection des candidats. Deux seront finalement retenus. Débarqués en Europe, où ils ont toute chance de trouver à vivre de la vente de produits artisanaux de pacotille, les émigrés commencent à rembourser le village. De la rapidité qu'ils mettront à le faire dépend l'envoi de deux autres villageois selon le même processus. Actuellement, à Darakhara, ils sont sept à attendre leur tour.

L'émigré envoie aussi de l'argent à sa fa-

mille : « 500 à 1 000 francs par mois, dit le chef de village. Ils ne peuvent pas faire davantage. L'argent sert à sa famille à acheter de quoi se nourrir ». Lorsqu'ils ont trouvé un emploi en Europe, les jeunes exilés hésitent à revenir dans leur village natal, ne serait-ce que le temps des vacances. Le risque de se voir bloqués au retour et expulsés vers leur pays d'origine est trop grand. « Il y a en a qui sont partis depuis cinq ans. On ne les a pas revus. Leurs femmes les attendent. L'important, assure le chef de village, c'est que leurs maris les fassent vivre ».

Quitter le Sénégal pour l'Europe reste une démarche exceptionnelle : la plupart des jeunes en quête d'un travail se contentent d'émigrer vers Dakar. Actuellement, dans les faubourgs de la capitale, où s'entassent un million et demi d'habitants, une quarantaine sont originaires de Darakhara. C'est là aussi qu'iront s'installer, avec leur famille, ceux qui reviennent d'Europe, économisés en poche. « Ils ne retourneront pas dans leur village natal, reconnaît le chef, ils préfèrent acheter une maison dans la capitale, dont ils louent une partie. Mais ils continueront à envoyer un peu d'argent à leurs parents restés à Darakhara ».

Jean-Pierre Tuquoi

NOUVELLES VAGUES

Nous terminons la publication de deux portraits d'acteurs de la vie culturelle dans

Misa-san, 26 ans, militante et japonaise

Elle devait sagement suivre le parcours fleché qui va de l'université à la banque. Mais le virus des différences et des ailleurs l'a saisie : avec autant de gentillesse qu'elle veut « casser la logique de l'économie de marché » au pays où celle-ci est rei-

هكذا من الأصل

HORIZONS

POKTRAIT

NOUVELLES VAGUES

Nous terminons aujourd'hui la publication de la série de douze portraits de jeunes acteurs de la vie sociale et culturelle dans leur pays



Misa-san, 26 ans, militante et japonaise

Elle devait sagement suivre le parcours fléché qui va de l'université à la banque. Mais le virus des différences et des ailleurs l'a saisie : avec autant de gentillesse que de détermination, elle veut « casser la logique de l'économie de marché » au pays où celle-ci est reine

C'EST une petite boutique comme il y en a beaucoup dans le labyrinthe des rues de Shibuya, quartier de la capitale japonaise. Misa-san, 26 ans, est assise derrière un minuscule bureau, à l'arrière de la boutique, et accueille ses clients, leur explique l'origine des produits. Avec son bonnet népalais de laine blanche planté sur le sommet du crâne, ses longs cheveux encadrant un visage énergique où brille un regard direct, elle dégage, derrière une gentillesse prévenante, une forte détermination. « Aujourd'hui, dit-elle, les jeunes japonais sont moins prisonniers de ce "système de masse" qui les fait consommer aveuglément les grandes marques que qu'en soit le prix. Ils ont peu à peu découvert une nouvelle valeur : ils veulent des choses originales, peu connues, et de qualité, mais à un prix raisonnable. Les jeunes qui viennent ici ne sont pas intéressés par les marques et s'amusent à lire les explications sur la fabrication des produits. »

« Grassroots » est écrit en syllabaire japonais au-dessus d'une petite vitrine où sont exposés des produits de l'Asie pauvre, d'Afrique et d'ailleurs, de ce qu'il était convenu d'appeler le « tiers-monde » : thé du Sri Lanka, café des Andes, savons à l'huile d'olive de Syrie, coton du Zimbabwe ou du Pakistan, tissus du Népal. Au total, une centaine d'articles venus de treize pays. Sur les étagères de la minuscule boutique sont disposées des photographies des artisans qui confectionnent ces produits ; sur chacun d'eux, une étiquette explique la provenance et précise le pourcentage qui sera versé à une fondation pour améliorer l'irrigation ou lutter contre le sida.

Les prix sont raisonnables pour le Japon. « Fair Trade » est le leitmotiv de Grassroots : en d'autres termes, une transaction honnête pour l'acheteur, le vendeur et le producteur. « Nous cherchons à casser la logique de l'économie de marché qui conduit à une manipulation des prix par les entreprises importatrices qui versent des salaires de misères aux fabricants et les revendent ici au prix fort », dit Misa-san Kojima, PDG du magasin. « Nous nous fournissons directement auprès des producteurs par un réseau d'organisations non gouvernementales. » La

boutique est berçée par une musique planante. Assise sur une chaise derrière un minuscule bureau, Misa-san offre du thé à la camomille à ses clients, leur explique l'origine des produits. Avec son bonnet népalais de laine blanche planté sur le sommet du crâne, ses longs cheveux encadrant un visage énergique où brille un regard direct, elle dégage, derrière une gentillesse prévenante, une forte détermination. « Aujourd'hui, dit-elle, les jeunes japonais sont moins prisonniers de ce "système de masse" qui les fait consommer aveuglément les grandes marques que qu'en soit le prix. Ils ont peu à peu découvert une nouvelle valeur : ils veulent des choses originales, peu connues, et de qualité, mais à un prix raisonnable. Les jeunes qui viennent ici ne sont pas intéressés par les marques et s'amusent à lire les explications sur la fabrication des produits. »

A vingt-six ans, Misa-san a ouvert une première boutique dans le quartier d'Inokubo en novembre 1993, puis une seconde en avril à Shibuya. Elle a monté son entreprise avec un capital de 3,2 millions de yens (160 000 francs), dont elle a fourni un tiers. Le reste est venu d'amis et de bénévoles. Elle parvient tout juste à amortir ses frais et à payer le personnel, mais elle est contente de ce qu'elle fait. « Je pense que les japonais comprennent progressivement que la notion de "fair trade" est aussi importante pour nous que pour le tiers-monde. »

Il y a quatre ans, Misa-san était une japonaise comme les autres. Elle avait appris l'anglais à l'université, comme en avaient décidé ses parents, puis elle était entrée à la Export-Import Bank (Edim Bank), organisation publique qui gère, entre autres, l'aide gouvernementale japonaise aux pays en développement.

Née dans une famille représentative d'une classe moyenne plutôt libérale de pensée, mais attachée à une certaine rigueur de vie, Misa-san paraissait placée sur les rails d'une vie de japonaise conventionnelle. « Lorsque j'avais dix-neuf ans, au cours d'un voyage en Europe, j'avais été en contact dans les au-

propres réseaux de solidarité. « Par les ONG, j'étais entrée dans un autre monde que celui où j'avais évolué jusqu'alors. Je respectais toujours mes anciens collègues de l'Edim Bank, mais je prenais conscience que ma hiérarchie de valeurs changeait. »

Pour Misa-san, la société japonaise contemporaine est à la fois « oppressive » à l'égard des jeunes, par les conventions qu'elle impose, et « indifférente », « froide » dès que l'on s'écarte des voies tracées. « Si on lâche la rampe, si on ne joue pas le jeu, il n'y a plus rien. Or les jeunes d'aujourd'hui voyagent, étudient à l'étranger, voient qu'il y a d'autres manières de vivre, mais, de retour, ils se heurtent au conformisme ambiant : la seule recette pour être heureux, c'est de suivre un parcours fléché. Or ils aspirent à se consacrer à quelque chose, mais la société ne leur offre aucun objectif, le sens d'un but se dérobe sous leur pied comme du sable. Un désarroi qui crée chez eux une disponibilité dangereuse parfois. Certains s'engagent dans la mystique des nouvelles religions. Pour qu'ils ne soient pas tentés par les nouvelles sectes, le gouvernement devrait développer les possibilités de participer à des actions de solidarité. Ce n'est qu'en allant vers l'autre que l'on sort de soi, du cercle de nos tourments intérieurs. »

Le séisme de Kobe, le 17 janvier 1995, a été révélateur de cette aspiration au bénévolat dans la jeunesse japonaise. Par milliers, sans aucun diplôme, ils se sont rendus dans la ville endeuillée sans savoir très bien quel service ils pourraient rendre. « Kobe fut une révélation pour les jeunes japonais. Dramatique certes, mais fructueuse : ils sont sortis de leur léthargie. Ce drame les a ramené sur terre. Ils ont découvert le prix de la vie ; la mort à leurs portes. Ils ont découvert qu'avec peu de moyens on pouvait faire quelque chose », estime Misa-san.

Heureuse ? « Oui, je crois. Je me suis mis hors d'attente des pressions sociales. Je ne m'en occupe pas. Mais je sais aussi que je suis en marge. Lorsque je reviens mes camarades de classe ou de la banque, elles sont différentes de moi. Mes préoccupations ne sont plus les mêmes. »

SANS doute, la plus grande difficulté que rencontre Misa-san est de faire accepter son mariage. Elle a épousé un Nigérien, Gabriel. « Nous nous sommes rencontrés vraiment par hasard », raconte-t-elle en riant. « Un jour, je devais aller accueillir un Africain à la gare de Yokohama pour le conduire à Global Village. J'en ai vu un et j'ai abordé. Ce n'était pas le bon ! Mais il était sympa et on s'est revus. » Il n'est pas facile d'être noir au Japon : les préjugés sont constants. Gabriel est rentré au Nigéria et revient au Japon de temps en temps. La mère de Misa-san, veuve, n'accepte pas ce mariage : « Elle appartenait à la vieille génération qui a connu la guerre et qui nourrit une certaine appréhension à l'égard des étrangers. Surtout, elle craint le "qu'en dira-t-on" dans le voisinage. » Misa-san essaie de lui faire admettre son choix, mais elle pense surtout à aller vivre à Londres avec son mari pour faire des études d'aide sociale en espérant pouvoir travailler au Nigéria pour une organisation internationale. « Je ne veux pas couper les liens avec le Japon, mais ici j'ai atteint un seuil. Je dois aller voir ailleurs. »

Qu'aime-t-elle dans son pays ? « Sans doute un certain respect de l'autre dans les rapports sociaux, ce que vous les étrangers nommez "harmonie sociale". Une certaine honnêteté aussi, et le sens de la loyauté dans les relations. » Puis, après un silence : « Du moins jusqu'à un certain point : la société japonaise est aussi une société qui peut être très froide, comme les autres sans doute. Je l'ai constaté lors de la mort de mon père, il y a quatre ans. Lorsqu'il était important, on le courtoisait, puis, lorsqu'il est tombé malade, les visiteurs se sont faits bien rares. »

A vingt-six ans, Misa-san sait que la vie donne et reprend, mais qu'elle n'est pas une prison. Elle veut croire que rien n'est joué et qu'il y a toujours des choix et l'engagement des ailleurs.

Philippe Pons
Dessin : Sergueï

Le Monde

EDITORIAL

M. Debré et l'esprit des lois

LA loi, toute la loi, rien que la loi. C'est en brandissant ces grands principes que le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, a réaffirmé, vendredi 16 août, qu'il ne sera procédé à aucune régularisation des Africains sans papiers qui occupent l'église Saint-Bernard, à Paris. Alain Juppé est sur la même ligne lorsqu'il déclare : « Nous sommes allés jusqu'à l'extrême limite de ce que la loi permet ». De fait, c'est une bonne partie du dispositif législatif sur l'immigration qui est mis en cause dans ce conflit. A leur manière, les Africains de Saint-Bernard illustrent les difficultés grandissantes à appliquer les textes de 1993 et 1994 réformant le code de la nationalité et les conditions d'entrée et de séjour des étrangers.

On commence à prendre l'exacte mesure de ces lois, dites lois Pasqua. Depuis l'hiver dernier, les grèves de la faim et les mouvements de protestation se sont multipliés, qui ont souligné le caractère inapplicable – sauf à restreindre le champ des libertés fondamentales – de certaines de leurs dispositions. M. Pasqua, encore ministre de l'Intérieur, avait lui-même compris sur l'un des points les plus sensibles : le cas des parents étrangers d'enfants français. Devenus d'un

clandestinité forcée : parents étrangers d'enfants français ; parents étrangers d'enfants nés en France, mais qui ne sont plus français ; conjoints étrangers de Français qui ne peuvent plus obtenir de titre de séjour ; conjoints ou parents d'étrangers « réguliers » qui se voient refuser la procédure du regroupement familial ; déboutés d'un droit d'asile désormais accordé au compte-gouttes.

Prévu pour bloquer les flux migratoires – « l'immigration zéro », promettait alors M. Pasqua –, l'actuel dispositif a en premier lieu déstabilisé des populations entières. La rigueur administrative est en outre venue renforcer la sévérité législative, le zèle préfectoral allant parfois au-delà des textes. Quoi qu'il dise, M. Debré dispose pourtant de quelques « marges » dans l'application des textes. Des préfets l'ont fait ces derniers mois pour régulariser des personnes en grève de la faim, à Toulouse et à Versailles. Ses services l'ont répété, le 26 juin, en régularisant quarante-huit personnes, dont bon nombre n'étaient pas des parents étrangers d'enfants français. Le gouvernement serait avisé d'écouter les appels, venant de l'Église, des syndicats et des partis d'opposition à ouvrir une négociation.

AU COURRIER DU « MONDE »

LE DROIT DE RESTER EN FRANCE

Trois échos à la lutte des sans-papiers, je ne peux m'empêcher d'examiner une grande inquiétude, nul doute partagée par nombre de Français. Des hommes font la grève de la faim pour avoir le droit de rester chez nous, alors que l'autorité gouvernementale les somme de quitter notre pays. Pour certains d'entre eux, parti, c'est démanteler leur famille, et, pour d'autres, c'est peut-être la mort.

Tout serait aisément réglé avec l'obtention d'un permis de séjour. A-t-on suffisamment réfléchi au poids de la vie d'un être humain comparé au poids ridicule d'une carte de séjour ? L'homme serait-il réduit à quelques documents officiels ?

Je porte un nom célèbre, celui de mon père. Un fils, ce n'est rien, si ce n'est un citoyen, en l'occurrence citoyen d'un pays qui se veut le pays des droits de l'homme, le pays de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité. La détresse ressentie, je veux la hurler comme la honte, et je m'appelle : Durand ou Martin. Un parmi des millions, au nom du respect civique et du respect de l'homme, je hurle mon angoisse et supplie le gouvernement d'accorder le droit de séjour à ces hommes et femmes désespérés. Un geste d'humanité, un geste courageux, voilà ce qu'on espère passionnément.

Michel Mendès France, Bordeaux

LA PARANOÏA DE M. ALBERTINI

On ne peut laisser sans commentaire l'effrayante paranoïa de M. Albertini (Le Monde du 9 août) : l'entendre, « la même respectabilité légale » pour les croyants et les

incroyants consiste à interdire toute expression publique de cétisme ou d'opinion chrétienne, et autoriser toute manifestation antichrétienne. En quoi, par exemple, la commémoration du baptême de Clovis, il y a quinze siècles (!), serait-elle plus offensante que ne l'a été l'énorme tizamar du bicentenaire d'une révolution intrinsèquement antichrétienne dont les héros, les profiteurs et les victimes sont nos ancêtres proches ?

On n'est justement plus en 1905, ni en Ulster. Il est urgent que ce monsieur et ses semblables ratrapent leur temps et comprennent, comme l'a fait l'Église depuis longtemps, que « l'Éminence digne » des uns et des autres est d'accepter que chacun s'exprime librement et que l'on puisse commémorer tout événement historique sans en revivifier les enjeux.

Olivier Mefre, Paris

DU BON USAGE DES COMMÉMORATIONS

Les prises de position de Suzanne Citron et de Paul Garde (Le Monde du 28 février et du 7 août) à l'égard de la commémoration du baptême de Clovis m'inspirent les réflexions suivantes :

– toute communauté humaine a besoin de mythes fondateurs à commémorer régulièrement. C'est vrai d'une nation comme d'une famille : les réunions familiales commémorent les événements et les liens noués dans le passé, en oubliant, au moins temporairement, les conflits et les sujets qui fâchent. Cela nécessite un choix dans les événements à célébrer et dans l'interprétation qu'on en donne, choix qui exprime l'identité du groupe en question. On l'ob-

serve d'ailleurs à l'échelon européen : M. Kohl est invité à Verdun plutôt qu'à Gracour, et lui-même n'impose pas à nos dirigeants une visite du Palestinien, ravagé par les troupes de Louis XIV ;

– les historiens ne sont pas propriétaires exclusifs du passé. Ils doivent s'efforcer de le présenter de la façon la moins inexacte et la plus honnête possible, et d'éviter que les mythes ne deviennent des duperies dangereuses (par exemple, en suggérant que les seuls vrais Français sont les chrétiens d'origine nordique), et n'ont pas, à l'instar de la légende, à décider de la légitimité et du sens des commémorations. Ces décisions doivent appartenir à la communauté des citoyens, éclairée de préférence par la recherche historique.

Quant à la commémoration en cause, elle ne serait pas critiquable si l'on n'avait pas choisi la date injustifiable de l'anniversaire de la Ire République et si l'on n'y avait pas invité Jean Paul II, qui n'a rien à faire, Clovis n'ayant aucun lien avec la Pologne et n'ayant pas été baptisé par un pape (alors que la présence des évêques, citoyens français et successeurs de Remi, n'attendait pas à la laïcité).

Sous ces réserves, on ne peut refuser à la nation, comme à tout individu ou communauté, la part de la sublimation et du rêve.

Renaud Quillet, Albert (Somme)

L'EFFET CANCÉRIGÈNE DE M. LE PEN

Votre journal a consacré un article, dans le numéro daté 4-5 août, aux propos une fois de plus sidérants de Jean-Marie Le Pen au sujet de l'interpellation des responsables présumés de l'affaire de Carpentras.

M. Le Pen passe le plus clair de son temps à s'exprimer de manière tout à fait inadmissible et ensuite à crier au charbon en s'estimant victime de la vindicte de tous ceux qu'il injurie régulièrement à pleins poumons. A en croire votre article, il semblerait que le pouvoir s'émue... enfin.

Comment la démocratie peut-elle tolérer semblable comportement ? Comment la démocratie peut-elle ne pas tirer les conclusions de l'effet cancérogène des déclarations de M. Le Pen et de ses lieutenants ?

Ne serait-il pas temps, grand temps, de mettre un terme aux agissements de ceux qui se réclament de la légalité pour la bafouer en permanence et entretiennent par là un trouble de l'ordre public ?

Jean Klépal, Castellet (Vaucluse)

NON, M. DE CHARRETTE

M. de Charrette m'écrit. Il ne le fait pas exprès, mais il m'écrit quand il dit que Mgr Clavier « a consacré sa vie aux liens entre nos deux pays » (Journal de France 2 de 13 heures). Il n'a rien compris de sa vie. Mgr Clavier pouvait reprendre les mots de Christian De Chergé, le prieur des trappistes assassinés : « Ma vie était donnée à Dieu et à ce pays ». Il ne s'agit plus de la France ici. Tout est dit du désir de vivre, à cause du Christ, en fraternité avec un autre peuple, avec le peuple algérien, avec les musulmans. Rester, c'était dire non à la violence et au refus de l'Autre. Nous sommes tous guettés par cette peur. Leur mort rend l'appel à la paix encore plus fort et plus urgent pour les vivants. Que Dieu – et les hommes – l'entende.

Martine Patron, Côte-d'Ivoire

Racisme persistant en Amérique latine

Suite de la première page

La manœuvre a été parachée par l'alliance conclue entre les deux tours entre l'ancien caudillo révolutionnaire, Juan Bosch, et son traditionnel rival conservateur, Joaquín Balaguer. Aujourd'hui octogénaires, les deux hommes, qui s'étaient âprement combattus toute leur vie, ont oublié un instant leurs divergences afin de faire obstacle à l'élection de M. Peña Gómez. Ainsi se sont-ils retrouvés côte à côte pour signer un « pacte patriotique » visant à « éviter que la présidence ne tombe dans des mains qui ne soient pas authentiquement dominicaines ».

Si besoin était, ces élections témoignent des résistances qu'il reste à surmonter pour se dégarer des séquelles du passé. Le constat ne s'applique pas seulement à la République dominicaine mais également à d'autres pays d'Amérique latine. Mosaïque ethnique et culturelle, l'Amérique latine a apparemment mieux réussi à intégrer ses populations et à gérer les antagonismes raciaux que son grand voisin du Nord. Ainsi, un fils d'immigrants japonais, Alberto Fujimori, a-t-il pu accéder à la charge suprême au Pérou, tandis que l'Argentine, avec Carlos Menem, et maintenant l'Équateur, avec Abdala Bucaram, se sont donnés des présidents d'origine syro-libanaise. Mais ce qui est valable pour des immigrants parfois de fraîche date l'est beaucoup moins pour les groupes marginalisés que demeurent les autochtones et les Noirs.

LES SIGNES D'UN RÉVEIL

La République dominicaine vient de montrer qu'elle n'était pas encore mûre pour être gouvernée par un président noir. On pourrait dire la même chose de Cuba, dont une partie importante de la population est aussi d'ascendance africaine. Malgré le changement de système politique, les grandes familles blanches ont continué de monopoliser le pouvoir. Les Noirs ont formé le gros des contingents envoyés se battre en Afrique, notamment en Angola, mais ils sont rares aux postes de commandes, que ce soit parmi les membres du bureau politique du Parti communiste ou parmi les ministres du gouvernement.

Au Brésil, dernier pays du continent à avoir aboli l'esclavage en 1888, le mythe de la « démocratie raciale » a fait long feu. Les Afro-Brésiens se retrouvent au bas de l'échelle sociale, relégués dans les favelas et victimes de la discrimination économique. En dehors d'une vedette comme le footballeur Pelé et de quelques exceptions dans le show-business, peu nombreux sont les Noirs occupant des fonctions importantes. Sur les quelque deux cents membres de la conférence épiscopale, les évêques noirs ou mulâtres se comptent sur les doigts de la main. Lors de la campagne électorale, le président Fernando

RECTIFICATIF

ROBERT DEBRÉ ET LE CATHOLICISME

Olivier Debré nous demande d'indiquer que son père, Robert Debré, ne s'était pas converti au catholicisme, comme nous l'avons écrit dans notre article sur Michel Debré (Le Monde daté 4-5 août). « Robert Debré, des l'adolescence, s'est dégaré de la religion israélite, nous précise-t-il, mais ne s'est jamais tourné vers aucune autre. Toute sa vie, jusqu'à son dernier souffle, il fut athée, n'acceptant que la vérité scientifique et la pure raison. »

Henrique Cardoso avait lui-même reconnu que « le problème noir au Brésil est une priorité ».

En tout cas, les Noirs commencent à revendiquer plus ouvertement leurs droits. A Sao Paulo, des étudiants noirs ont protesté, mardi 13 août, contre le rejet d'un projet qui leur réservait 10 % des places à l'université. Selon eux, à peine 1 % des 50 000 étudiants de la haute école sont noirs. Et sur 6 000 professeurs, 12 seulement sont d'ascendance africaine. Autre signe de ce réveil, certains dirigeants noirs envisagent de lancer la candidature de Pelé à l'élection présidentielle de 1998.

Externes laissés-pour-compte, les Indiens n'ont guère plus de chance d'accéder aux plus hautes responsabilités. Le Mexique revendique son héritage précolombien et affirme se reconnaître dans le métissage. Mais c'est là encore trop souvent de la rhétorique pour les Indiens, comme est venu le rappeler le soulèvement zapatiste, attirant l'attention sur l'extrême dénuement des autochtones de l'Etat méridional du Chiapas.

Au Guatemala voisin, bien que majoritaires, les descendants des Mayas ont été confinés dans un monde à part par les Ladinos (créoles) qui confisquent les pouvoirs. Dans d'autres pays à majorité ou à forte proportion indigène, comme en Bolivie, au Pérou ou en Équateur, les Indiens sont pratiquement inexistant au gouvernement, au Parlement et dans les hautes sphères de l'armée, de la justice et de l'Église.

En Bolivie, pour la première fois, un Indien, Victor Hugo Cardenas, lui-même aymara, occupe depuis 1993 la vice-présidence de la République. S'il s'agit d'un premier pas, il est encore plus symbolique que réel, le poste de vice-président étant d'abord honorifique. Mais le gouvernement bolivien ne comprend toujours aucun Indien et ils ne sont qu'une poignée sur cent trente députés au Parlement. Comme le souligne M. Cardenas, la condescendance à l'égard des Indiens se révèle dans des petits détails de langage : « Chez nous, les Blancs sont minoritaires mais ils persistent à nous traiter de minorité ».

Jean-Claude Buhrer

Wei Jingsheng, veilleur de l'âme chinoise

par Hélène Cixous

Ly a maintenant seize ans que, pour moi, la Chine s'appelle Wei Jingsheng. La Chine future qui nous est promise par la puissance de votre action et le rayonnement de votre rêve, comme l'Afrique du Sud, la vraie, s'appelle Mandela. C'est en effet en 1980 que nous avons découvert (par la chance inouïe de la publication des minutes de votre procès de 1979) la force de votre parole et l'inflexibilité de votre âme, et vous êtes entré à jamais dans mon admiration.

C'est donc lui, ce jeune homme, et maintenant cet homme, me suis-je dit, qui est le veilleur de l'âme d'un si immense pays. Un tout petit homme et aussi grand, assez grand pour envoyer ses mots droits à la face de myriades de sœurs.

Depuis vous êtes resté dans ma pensée inquiète. J'avais, comme tout le monde, des nouvelles de votre terrible absence ou de votre réapparition ou des violents enlèvements que vous avez subis, bref de votre martyre, par les journaux, et vous êtes devenu un héros familier, chéri, respecté, un personnage nécessaire au destin humain de l'univers et à ma propre vie intérieure ; et une personne indissociable de mon activité la plus intime qui est d'écrire. Un écrivain ne peut pas écrire, être dans la jouissance de cet acte de liberté,

sans se sentir entouré de ceux qui sont privés de ce privilège.

J'écris accompagnée par cette présence, ce proche brutallement éloigné qui est en train de payer avec sa chair pour cela même qui m'est accordé. On leur tranche les années, on leur coupe les villes et la terre, on sépare leur langue des oreilles de l'humanité. On les coud vivants dans un sac de solitude. A la fin vous ne saviez plus bouger les mots dans votre bouche. Cependant vous plaidez non pour vous-mêmes, mais pour le bien commun.

Toujours la joie d'écrire est en-deuilée par la conscience du monstrueux destin réservé à ceux qui se sont levés pour défendre cette joie et ce droit contre des gouvernements criminels stupides et terrifiants. J'écris assise à côté de votre emmurinement. Et c'est vous qui me protégez.

Les univers ou l'autre ou l'ombre de chacun de mes livres c'est, Fen ai la vision la plus concrète, juste à côté de moi, un Wei Jingsheng qui est dans une cage pour avoir défendu le droit à la liberté d'expression que je suis en ce moment même en train d'exercer. C'est donc à vous, en Chine enfermé dans une cage enfermée dans une triple enceinte, que je dois une part de ma vie et que je dédie le livre que je suis en train d'écrire. Car vous nous donnez à être, à partir de l'absolu dé-

nuement dans lequel vous êtes jeté, vous nous faites don d'avenir, vous nous jurez depuis le silence dans lequel vous êtes précipité que l'espérance n'est pas une désuétude, que vous nous prouvez par l'imminence de votre présence que la voix d'un homme escamoté, invisibilisé, est plus forte que toutes les murailles de tous les empires despotiques.

C'est vous, le plus pauvre, le baïonné, qui nous affirmez dans nos chemins et qui gardez la confiance folle dont on a besoin pour lancer des messages. Vous qui lancez un message absolu, fragile, sans support d'édition ni de public, sans même compter qu'il parviendrait jamais entier à vos contemporains, vous qui ne savez pas pendant les quinze années de votre enlèvement que par miracle certains d'entre nous vous avaient entendu, vous qui avez maintenu votre parole devant l'ennemi sans même savoir que vous aviez des amis un peu partout, vous qui étiez confiné au cachot sans savoir, et pour que vous ne le sachiez pas, que votre appel avait franchi les frontières.

Tout à la simplicité éblouissante de l'absolu dans votre engagement. Vous êtes de ceux que nous appelons prophètes : vous ne pouvez pas faire autrement, devez-vous, de rester avec la Chine et de lui dire la vérité, d'annoncer à ses dirigeants ce qui les attend

dans la réalité et dans le temps, et de les inciter avec votre parole singulière, eux qui sont gardés par des millions de soldats, à une sagesse. « Je ne sais pas faire autre chose », dites-vous. Sinon parler à des sœurs, parler, croire, rester dans la fidélité. Un chevalier de l'insistance.

D'un côté, je me fais du souci pour vous, j'ai peur pour votre vie, j'ai peur pour votre cœur, j'ai peur que la douleur n'ait raison de votre raison sublimée, parce qu'il y a de quoi trembler. Je me fais du souci de mère et de sœur pour le réchaud qu'on vous refuse alors qu'il vous faut tout réduire à cuisson puisque vous avez perdu vos dents dans l'incarcération. J'ai peur qu'il vous arrive malheur et maladie, que vous perdiez vos poumons, vos organes.

De l'autre côté, je vois que vos bourreaux ne vous ont pas assassiné. Ils vous gardent, mais en vie. Cela ne peut être que parce qu'ils ont besoin de vous. Et pas seulement comme monnaie d'échange pour les jeux olympiques ou pour quelque infamante négociation commerciale. S'ils ne vous ont pas déjà anéanti, ceux qui vous ont transformé en voix sans corps, c'est sûrement aussi parce qu'il y a dans la sombre arrière-pensée de leur pensée une fente par laquelle votre voix peut passer. En cachette ils écoutent. Ils vont avoir besoin

de vous, plus tard, peut-être bientôt.

Qui sait, peut-être même sont-ils en train d'espérer derrière la pensée qu'un jour, quand vous aurez gagné, vous leur pardonnerez. Je ne crois pas, bien sûr, à une conversion des cœurs. Je crois à un retournement de leur esprit calculateur en votre faveur politique. Ils savent que vous allez gagner, car votre cause est celle de la survie humaine. Ils savent qu'ils maintiennent leur propre avenir en détention. Vous êtes l'air pour votre pays et vous êtes demain.

Pourvu que vous teniez. Il faut que vous teniez pendant que lentement le monde insouffisant et craintif se retourne vers vous. Il faut que nous tenions à vous et que nous nous obstinions à user les barreaux qui sont plantés dans les têtes de vos persécuteurs. Il faut vouloir le jour où le libre citoyen chinois Wei Jingsheng aura cessé d'être seulement l'image vénérable dans le fond de notre espoir, et marchera comme un homme ordinaire-extraordinaire parmi nos existences soulagées. Ce jour désiré, nous le réclamons avec colère à la Chine officielle : Assez maintenant ! assez ! Ouvrez ! Il faut qu'il vienne maintenant, le jour de Wei Jingsheng !

Hélène Cixous est écrivain.

TELEVISION

Le Monde



Deux semaines de...
hypothèses...
succès...

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

– On nous prie d'annoncer le décès de Emmanuel CHAVENAY, survenu le 10 août, à l'âge de 70 ans.

De la part de Florence Chavenay Bergès, sa veuve, Myrtille et Claire Chavenay, ses filles, Dominique Fabille, sa sœur.

La cérémonie religieuse aura lieu dans l'église Saint-Louis, 5, rue de France-Métairie, à Paris, le 18 août, à 14 heures.

– M. et Mme Jean-Louis Debré ont vu le départ de leur fils aîné, Olivier Debré, pour son nouveau poste.

Stjepan SINKO, ministre de l'Énergie et des Ressources, a été nommé directeur d'entreprises.

– Le 10 août 1996, à 14 heures, dans sa résidence à Paris.

مكتبة من الأصل

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 18 - LUNDI 19 AOÛT 1996

DISTRIBUTION Le consommateur japonais, qui a longtemps été la grande dupe de la croissance économique nationale en payant des fortunes ses produits, se rebiffe en privi-

légiant les réseaux de distribution parallèles. **LE CHIFFRE D'AFFAIRES** des sociétés de vente par correspondance augmente de 10 % par an depuis le milieu des années 80 et, en

1995, il s'est élevé à 2 000 milliards de yens (environ 100 milliards de francs), soit un cinquième des ventes des grands magasins. **LES PORTES** de l'archipel nippon s'ouvrent grâce

à la vente par correspondance. Les Américains l'ont rapidement compris et réalisent 80 % des ventes. Les entreprises françaises sont encore timides, même si La Redoute s'est as-

sociée au numéro deux nippon de la vente par correspondance, Nissen, et remporte des succès avec Cyrilus, sa filiale spécialisée dans la vente de vêtements moyenne gamme.

La vente par correspondance ou la révolte du consommateur nippon

Fatigués de payer le prix fort dans les magasins, les Japonais se tournent vers les vèpécistes. Les entreprises américaines, qui ont compris l'intérêt de ce marché de 100 milliards de francs, en représentent 4 %

TOKYO

Le consommateur nippon a longtemps été la grande dupe de la croissance économique nationale en payant des fortunes des produits, en particulier importés. Depuis quelques années, il se rebiffe. Il cherche toujours la qualité mais il est devenu exigeant en matière de prix. Il privilégie les réseaux de distribution parallèles et déserte les magasins des grandes marques qui, pendant des années, ont fait des culbutes sur les marges et puisé allègrement dans son portefeuille.

Discount shops et importateurs, jouant de la déréglementation pour casser les prix, ont fleuri à travers l'Archipel: la force du yen a rendu en effet outrageusement cette « aquarelle » du consommateur et a provoqué un sursaut de révolte. Mais la « démocratie de la consommation » a survécu à une relative dévaluation du yen par rapport au dollar. Il n'est pas fortuit que le chéste Juso Itami, qui a bâti sa carrière sur la dénonciation de ce qu'il nomme les « cages dans lesquelles vivent les Japonais », c'est-à-dire certains maux de la société nipponne (corruption, évasion fiscale ou crime organisé), ait consacré son dernier film, sorti cet été à

Tokyo, *Supa no Onna* (La femme du supermarché), à cette nouvelle mentalité du consommateur. Dans sa révolte, le consommateur nippon a découvert, parmi les nouvelles armes à sa disposition, la vente par correspondance. La majorité (80 %) des utilisateurs sont des femmes de 20 à 40 ans qui travaillent. Mais de plus en plus de personnes âgées ont également recours à la vente par correspondance, ainsi que les habitants des régions les plus reculées.

200 MAGASINS SUR INTERNET

Depuis le milieu des années 80, le chiffre d'affaires des sociétés de vente par correspondance augmente de 10 % par an et, en 1995 il s'est élevé à 2 000 milliards de yens (environ 100 milliards de francs), soit un cinquième des ventes des grands magasins. On compte plus de deux mille sociétés de vente par correspondance. Les plus grosses, telles que Senshuiki, Cecile et Nissen, se sont dotées d'énormes catalogues figurent en général quelque trois mille produits et ceux sur CD-ROM, disponibles dans les grandes surfaces, en présentent jusqu'à dix mille. Plus de deux cents magasins figurent en outre

sur le réseau de vente par correspondance d'Internet.

La vente par correspondance a assurément un impact modeste dans la réduction globale de l'ex-

dont 80 % en provenance des Etats-Unis.

Chaque jour arrive au centre postal international de Tokyo quelque 22 tonnes de paquets, dont

Baisse régulière de l'excédent commercial

L'excédent commercial nippon fond depuis trois ans. Au cours de l'année fiscale 1995 (achevée le 31 mars 1996), il a baissé de 24 % pour franchir le seuil psychologique des 10 milliards de dollars (près de 50 milliards de francs). Si cette évolution se poursuit au même rythme, le Japon pourrait devenir un importateur net et enregistrer un déficit commercial en 2003. Nous n'y sommes pas encore. Mais il y a bien un changement dans la structure des échanges extérieurs japonais consécutif à la valorisation du yen.

Un léger recul des exportations (-1,1 % par an depuis 1993) s'est ajouté à une hausse des importations de biens manufacturés: de 31 % du total des achats extérieurs nippons en 1985, ils sont passés à 59 % en 1995. Un rééquilibrage qui doit être nuancé: 20 % des importations sont constituées par des produits fabriqués par des entreprises japonaises implantées à l'étranger, comme 60 % des téléviseurs vendus dans l'archipel.

excédent commercial nippon, mais elle ouvre des portes que l'on pensait barricadées. Les Américains l'ont rapidement compris. On estime qu'en 1995 deux millions de Japonais ont commandé des produits par correspondance à l'étranger pour près de 1 milliard de dollars (environ 5 milliards de francs),

une grande majorité d'achats par correspondance. Le système profite de tarifs postaux relativement bon marché et de droits de douane de 2 % sur les produits manufacturés importés au Japon. Dans l'ensemble, un produit acheté par correspondance à l'étranger revient moins cher que la même marchan-

dise vendue dans un magasin. Les vêtements représentent la moitié de ces achats.

Les grands de la vente par correspondance américains (L. L. Bean en tête, suivi de Lands'End et Eddie Bauer) sont présents et loin de s'en repentir. Chez Lands'End à Yokohama, des opérateurs jettent les commandes par téléphone en japonais et donnent des détails sur les produits souhaités. La plupart des achats sont payés par carte de crédit ou par virements postaux ou bancaires.

Il y a deux ans, Quantum International, une filiale de National Mail Corp., était inconnue au Japon. Une émission de télévision au cours de laquelle le spectateur peut commander les produits qu'on lui présente, « Telecom World », lancée en 1994, et une association avec la maison de commerce Mitsui, ont renversé la situation. Aujourd'hui, 27 chaînes de télévision diffusent ce programme et Quantum International reçoit 1,6 million de commandes par an.

Les Américains n'ont pas eu besoin de la pression de Washington pour forcer ce segment de la fortress du marché de détail nippon. C'est d'ailleurs un domaine où l'organisme de promotion des impor-

tations de produits manufacturés (Mipro) mène une active politique de promotion. Mais, si les Anglais sont représentés avec Freemans, les Allemands avec Quelle, les Français - qui disposent pourtant de quelques vedettes de la vente par correspondance (La Redoute, Les Trois Suisses, Damart) - sont encore timides dans l'exploitation des débouchés de ce marché.

La Redoute, qui semble développer une stratégie vers le reste de l'Asie (notamment en Chine), s'est associée au numéro deux de la vente par correspondance nipponne, Nissen, pour faire figurer ses produits dans son catalogue. Une filiale de la Redoute, Cyrilus, spécialisée dans la vente d'une gamme moyenne supérieure de vêtements, qui diffuse au Japon son catalogue en français, avec une table de correspondance des prix en yens, semble en revanche avoir le vent en poupe. Un domaine de la vente par correspondance que les Japonais voudraient développer est celui de l'agro-alimentaire. Lors d'un récent Salon de la vente par correspondance organisé par le Mipro, seulement cinq sociétés françaises étaient présentes.

Philippe Pons

La chemise Lacoste, un champ de coton avec crocodile

A l'occasion des vacances, nous publions une série d'articles, illustrés par Jacques Violot, retraçant l'histoire de produits et de marques associés à la période estivale.

CETTE CHEMISE est une enfant de la ballée. Une ballée qui n'en finit plus de rebondir, un après-midi de 1927, sur un court-surchauffé des Etats-Unis. Pour la première fois, la Coupe Davis va échapper aux mains des Américains. Le joueur yankee voudrait bien en finir mais face à lui se dresse un drôle de Français. Dans les tribunes, son surnom est sur toutes les lèvres: « Crocodile ». Il est tenace, ne lâche pas sa proie, il renvoie la balle après balle. Il sera le meilleur de l'issue des cinq sets. Son capitaine lui a promis une valise en « croco » s'il remporte la victoire. Un ami, Robert Georges, lui a dessiné un emblème, une signature qu'il portera désormais brodée sur son blazer: un

saurien à la queue grande ouverte. « Pour résister à la chaleur des étés américains, j'eus un jour l'idée de faire fabriquer à mon usage personnel une chemise... Lacoste », dira plus tard le champion, trois fois vainqueur des Internationaux de France, deux fois vainqueur de Wimbledon et autant de fois des Internationaux des Etats-Unis, à Forest Hill; inoubliable héros de la Coupe Davis avec Borotra, Brugnon et Cochet.

En 1933, René Lacoste et le bonnetier André Gillier confectionnent un vêtement de sport en tissu léger, à manches courtes et « bords-côtes », de couleur blanche. A cette époque, les joueurs de tennis portent encore sur les courts des chemises de ville classiques, en tissu-châle et trame, à manches longues. La chemise Lacoste, elle, est souple et aérée. Elle libère les gestes, absorbe la sueur, laisse respirer la peau. Son secret de fabrication s'appelle le « jersey piqué » ou « L 12-12 », une struc-

ture de mailles qui transforme le coton en étoffe aérienne. Jamais auparavant une marque n'avait été visible à l'extérieur d'un vêtement. Le crocodile monte au fillet. L'offensive dure depuis plus de soixante ans. Dès son lancement, la chemise Lacoste suscite envie et jalousie. On veut la porter. On veut aussi l'imiter. « Un animal d'importation non déclaré peut vous coûter cher », lance la société à qui oserait « détourner » son logo du droit chemin: les terrains de tennis, le golf, la plage, la mer. « Sur un bateau, claironne un slogan, le meilleur ami de l'homme, c'est le crocodile. »

UN TRICOT DE 230 GRAMMES

Toute chemise Lacoste digne de ce nom voit le jour dans un champ de coton. Il faut même 20 kilomètres de pure fibre longue (un mélange d'origines péruvienne, turque, marocaine, égyptienne, russe, africaine...) pour obtenir un tricot de 230 grammes, dont 0,3 gramme de crocodile. Le fil est doublé. Chaque bouton est taillé dans la nacre d'un coquillage des mers du Sud. Le col et la patte sont modelés à la main par une couturière experte. Avant la Seconde Guerre mondiale, les réclamations garantissaient cette chemise « absolument irrétrécissable », à condition d'être lavée « dans de l'eau tiède légèrement savonneuse » et de sécher à l'ombre.

Les consignes n'ont pas changé. Si les nouvelles Lacoste supportent le tambour des machines (à 40 degrés) et des séchoirs, elles préfèrent le soin manuel et l'instrument à corde, c'est-à-dire le fil à linge, ten-

du à l'abri du soleil. Quant au repassage, il ne s'entend qu'à l'envers, pour ne pas écraser la maille ni lustrer le coton.

Au début des années 50, la chemise au crocodile a connu un succès de célébrité, lorsque le président Eisenhower apparut en couverture de *L'Espresso* dans cet habit léger. C'est aussi avec un crocodile sur le cœur que la France a reconquis la Coupe Davis, en décembre 1991, face aux Etats-Unis.

Propriétaire de la marque, la famille Lacoste est épaulée par le groupe textile Denanay, son partenaire industriel, qui détient un droit exclusif - jusqu'en 2012 - de fabriquer les vêtements Lacoste dans le monde.

Ces as de la confection ont su avec le temps élargir la gamme des coloris sortis des cônes de coton (du rouge profond au mauve céleste). Ils ont su encore accroître la résistance des tissus à la sueur acide ou aux agressions des poudres de lavage. Le crocodile, lui, reste bien dans sa peau. Après avoir trouvé chemise à sa taille, il s'est offert du parfum (avec Jean Patou), des lunettes optiques et solaires, des cannes de golf et des raquettes, des chausures et des montres.

Il lorgne maintenant vers une ligne de bagages estampillés Delsey. Jusqu'où mordera-t-il ?

Eric Fottorino

PROCHAIN ARTICLE
Lafuma



★ Le groupe Lacoste est une holding de 80 personnes, dirigée par Bernard Lacoste, fils aîné du fondateur René Lacoste. Cette structure anime et coordonne 25 000 personnes à travers le monde, licenciés/fabricants ou/et distributeurs. Le chiffre d'affaires de la marque Lacoste s'élève à 650 millions de dollars. Vingt-cinq millions d'articles (dont six millions de chemises) sont vendus chaque année.

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de **Emmanuel CHAVENEAU**, survenu le 10 août, à Nantes. De la part de Florence Chaveneau Brogère, sa mère, Myrtille et Claire Chaveneau, ses sœurs, Dorothée Ficholle, sa fiancée. La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale. 5, bis, rue Francis-Mermet, 44000 Nantes, 16, rue d'Armenille, 75017 Paris.

— M. et Mme Jean-Louis Depietris ont la douleur de faire part du décès de leur beau-père et père, **Stjepan SINKO**, capitaine de corvette honoraire, directeur d'entreprise, survenu le 10 août 1996, à Sibonik (Croatie), dans sa quatre-vingt-cinquième année.

— M^{me} Jean-Claude Pincou, Charles, Catherine, Florence, Antoine, ses enfants, Aline, sa petite-fille, M^{me} Fernand Brondel, sa belle-mère, M. et M^{me} Alain Pincou, M^{me} Jean-Marc Pincou, Sœur Nicole Pincou, M. et M^{me} Jacques Pincou, M^{me} Marie-Pierre Brondel, Ses frères, sœurs, belles-sœurs, Et tous leurs enfants, Catherine Dorléans, Denis Pormat, Charles Harvey, M^{me} Dichamp, Et tous ses amis, ont la grande tristesse d'annoncer la mort de

M. Jean-Claude PINEAU,

à Paris, le 14 août 1996, à l'âge de soixante-trois ans.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Séverin, Paris-9, le lundi 19 août, à 15 heures, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

33, rue Cassin, 75014 Paris.

« Mémoriser sa vie en paix sur Dieu seul. »

(Ps. 61).

Le prêtre de Taizé, Frère Roger, Et toute la communauté, font part avec peine du décès de

Frère Max THURIAN,

de Taizé,

survenu le 15 août 1996, à l'âge de soixante-cinq ans, à la suite d'une longue maladie.

La célébration des obsèques aura lieu à Taizé, dimanche 18 août, à 16 heures.

71250 Taizé-Commarand.

Max Thurian est né le 16 août 1921, à Genève. En 1942, il fut l'un des premiers à rejoindre Frère Roger, fondateur de la communauté de Taizé. Avec Frère Roger, il a animé le concile de Vatican II (1962-1965). Il a écrit de nombreux ouvrages théologiques sur Marie, la confession, l'eucharistie, le mariage et le célibat, l'essentiel de la foi. Il a été ordonné prêtre à Naples, en 1947.

Anniversaires de décès

— En souvenir de

Monique BOUSSEL

décédée le 19 août 1996.

Sa fille, Ses amis.

— Le 16 août 1992 disparaissait le

docteur Pierre-François GRIGAUT

Pour ceux qui l'aimaient, il est toujours présent.

— Aimé, Anne-Marie, Elina, Laurence et Bertrand, rappellent le souvenir de

Jacqueline HAUSER,

qui les a quittés, le 18 août 1982.

10 août 1896, 18 août 1996

Suzanne MOMON

Ma mère aurait cent ans, si les nazis ne l'avaient assassinée comme otage à Auschwitz, en 1943.

De la part de

Gilbert Broutein, son fils.

L'un des deux premiers combattants armés de la Résistance française à Barbus-Rochesvieux et à Nantes, condamné à mort, en novembre 1941, par la direction soviétique du Parti communiste français, condamné à mort, en mars 1942, par le tribunal militaire nazi au procès de la Chambre des députés.

Survivante grâce à Dieu.

— Le 19 août 1995,

Pierre SCHAEFFER

nous quittait.

« Que ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui avec nous, en ce premier anniversaire. L'aventure a vu ce qu'il lui était interdit de voir. Le sourd a entendu. Les mains immenses vont cueillir les étoiles. »

Pierre Schaeffer.

Conférences

— DROITS DE L'HOMME

Cours par correspondance, en langue française, proposés par le

Centre d'études et débats internationaux. Renseignements et inscriptions (uniquement par correspondance) se :

CRDI, 6, route de Trèves, Building B, L-2633 Senningerberg, Luxembourg.

CARNET DU MONDE

Télécopieur :

42-17-21-36

La devise française s'est redressée après les déclarations du premier ministre Alain Juppé écartant toute idée de conflit avec la Banque de France. Mais ce rebond reste fragile

ont permis au franc de se redresser face au deutschemark. Mais le rebond reste fragile. Le recul des prix à la consommation en juillet a conforté le pessimisme des investisseurs sur la santé de l'économie française.

monstration qui vient d'être apportée : quand le fongicide les

s très attendues

De nombreux professionnels doutent toutefois que l'atmosphère soit entièrement assainie.

Les adversaires de la politique du franc fort, silencieux depuis dix mois, ont en effet profité de l'incident pour reprendre les armes. Pour le député Philippe Briand (RPR, Indre-et-Loire), « il est des loix que l'on regrette d'avoir votées, de celles qui font mal au ventre. La

l'option qui leur est laissée, les souscripteurs acceptent un taux d'intérêt inférieur à celui qui serait servi sur des titres classiques libellés dans l'une ou l'autre des deux devises. Pour l'heure, les banques qui ont mis au point cette formule les appliquent à des emprunts qu'elles contractent pour leur propre compte. Beaucoup songent déjà à lancer des opérations construites sur les mêmes modèles dont les débiteurs seraient étrangers.

Il n'y a pas eu de nouvelles émissions en francs français durant la semaine du 15 août, qui a été l'une des plus calmes de l'année dans ce compartiment. Les marchés allemands, hollandais ou suisses ont continué d'accueillir sans relâche de nouveaux emprunts internationaux pour des volumes importants. Des pays comme la Grèce ou la Turquie, qu'on voit rarement ensemble sur un même marché, en ont profité pour lever des fonds en marks, ainsi qu'en la Belgique.

proposent des solutions permettant aux souscripteurs de différer leur choix. Plusieurs formules sont proposées qui partent d'un placement normal en deutschemark et qui, si les porteurs le souhaitent, peuvent déboucher sur du dollar à un taux de change déterminé d'avance qui est plus élevé que celui de ces derniers jours. Dans un cas, par exemple, il sera possible de transformer ses obligations en marks ; dans un autre, de les transformer en dollars en 1998, avant la date prévue de l'introduction du euro, ou bien de rester en marks jusqu'à l'achèvement final, en 2002. Dans un autre cas, le choix entre le mark ou le dollar ne se fera qu'au moment du remboursement, en l'an 2000. En contrepartie de

Pour sa part, l'Afrique du Sud s'est accordée, sous la houlette également contracteur un emprunt en marks. On accorde une très grande importance à ce projet car Pretoria s'est longtemps tenue à l'écart des marchés européens. Durant les dernières années de l'apartheid, il y avait même une sorte de boycottage. Plusieurs autres emprunts, comme la province canadienne d'Ontario, refusaient de traiter avec les banques impliquées dans de nouvelles émissions sud-africaines. La prochaine opération, de l'ordre de 0,5 milliard de marks, sera placée sous la conduite de la Deutsche Bank et de Morgan Stanley.

Martine Orange

(-10,85 %) la devançant nettement.

La Bourse de Paris a été affectée par l'accès de faiblesse du franc et par les tensions sur les taux d'intérêt à court terme qui ont accompagné celui-ci. « Un franc faible représente des risques pour les marchés d'actions qui, dans le passé, ont mal réagi aux pressions sur la devise. Tout signe de resserrement de la politique monétaire exercerait immédiatement une forte pression à la baisse sur la Bourse de Paris », notent les spécialistes de la maison de courtage américaine Smith Barney. Ils estiment toutefois que, « si l'indice CAC 40 venait à descendre au-dessous de 1 900 points, il serait temps de prendre des positions à la hausse, en raison des fondamentaux solides dont dispose l'économie française, comme une inflation faible et un excédent de la balance commerciale ».

Tout en espérant une éventuelle amélioration du climat écono-

mique et le retour d'opérations de restructurations industrielles susceptibles d'animer la cure, les opérateurs comptent sur un apaisement du climat monétaire en France. Un geste de la Bundesbank, juillet 22 août, sur les de ses prises en pension, lors de son conseil de rentrée, y contribuerait. Il permettrait à la Banque de France de réduire, dans la foulée, le taux de ses appels d'offres, ramené à 3,55 % au début du mois de juillet.

HAUSSE A TOKYO

Aucune tendance claire ne s'est dessinée cette semaine à Wall Street. L'indice Dow Jones est resté pratiquement stable, d'un vendredi sur l'autre (+0,14 %). La publication d'une série d'indicateurs économiques pour le mois de juillet (production industrielle et ventes au détail en hausse de 0,1 %, prix à la consommation en progression de 0,3 %, mises en chantier de logements en recul de

1,3 %) a confirmé le ralentissement actuel du rythme de la croissance aux États-Unis. Elle a du même coup diminué la probabilité d'un coup de panique de la part du marché américain, jusqu'à 20 ans, à l'issue du conseil de la Fed. « Une hausse du taux des fonds fédéraux serait une très mauvaise surprise et provoquerait de sérieux craquements à Wall Street », prévient Michael Sharp, gestionnaire à New York.

La Bourse de Tokyo s'est bien comportée. L'indice Nikkei a gagné 1,38 % pour terminer 20 834,00 points, soutenu par des perspectives monétaires favorables. Les craintes d'une hausse prochaine du taux d'escompte au Japon se sont apaisées. « Maintenant que les chances de relever le taux en septembre se sont évanouies, la Banque du Japon (BoJ) va se fixer une autre échéance, peut-être décembre », explique Mamoru Yamaguchi, analyste au Nikko Research Institute. En revanche, le

Investisseurs affichent une confiance croissante face aux valeurs d'entreprises de télécommunication, comme NTT, DDI et KDD, qui limite la capacité de rebond de la Bourse japonaise.

De surcroît, la privatisation de la compagnie japonaise de chemins de fer de l'Ouest, l'opération la plus importante de l'année, a refroidi le marché boursier nippon, car elle suscite guère d'enthousiasme. Seulement 3 395 demandes de participation aux enchères avaient été reçues la date limite du 18 août, contre 18 670 lors de la privatisation, il y a trois ans, de la future compagnie de chemins de fer JR East.

Du côté des places européennes la Bourse de Francfort a gagné 0,89 %, l'indice DAX terminant à 2 548,36 points. Elle bénéficie du retour du dollar, favorable aux sociétés exportatrices allemandes, et des espoirs d'assouplissement de la politique de la Bundesbank. « Les anticipations de baisse des taux d'intérêt ont attiré

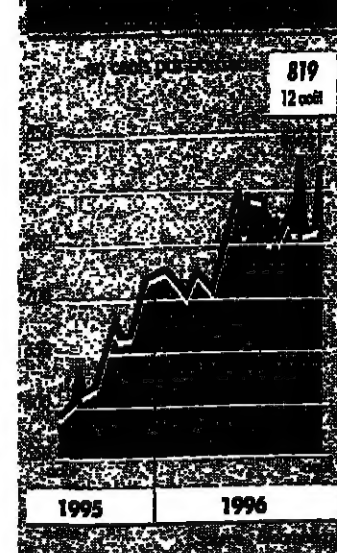
lonné l'ensemble du marché », observe, interrogé par l'agence Bloomberg, Dino Fuschillo, qui gère, de Londres, chez Lazard Investors Ltd., un portefeuille de 1,1 milliard de francs d'actions allemandes.

La plus belle performance de la semaine a été réalisée par la Bourse de Londres. L'indice Footsie a gagné 1,63 % et il a atteint, vendredi 16 août, le plus haut niveau de son histoire, à 3 872,90 points. Après l'annonce d'un nouveau recul du taux de chômage (7,6 %) et d'une baisse des prix à la consommation (-0,4 %) en juillet, qui a dissipé les craintes d'un relèvement des taux de la Banque d'Angleterre, c'est une amélioration surprise, vendredi, des comptes publics britanniques (un excédent de 1,66 milliard de livres en mois de juillet) qui a permis d'accélérer le mouvement de hausse des actions.

P.-A. D.

Le soia à la merci de la météo

© 2006 by The McGraw-Hill Companies, Inc.



LE CHICAGO BOARD OF
TRADE, premier marché mondial
des céréales, guette le ciel. Après
avoir connu un printemps médi-
ocre, qui avait entraîné une sur-
renchère des cours du blé, le
monde céréalier américain s'in-
quiète des récoltes à venir : toutes
les grandes régions céréalières du
Middle West américain souffrent
de sécheresse depuis plusieurs se-
maines.

Le soja est le plus vendu des plants sont en fleur et ont besoin d'eau pour monter en graines et Mais, pour l'instant, tout est sec. En apprenant, mercredi 14 août, que le National Weather Service - l'équivalent de la météorologie nationale - ne prévoyait pas de pluie, les espoirs se sont évanouis. Les contrats à terme de soja, en hausse de plus de 10 cents, ont déjà depuis plusieurs semaines, augmenté de plus de 10 cents, pour terminer à 7,89 dollars le boisseau américain. En fin de semaine, les cours de ces plus hauts niveaux historiques ont rebondis à 7,94 dollars le boisseau, suite à la publication de nouvelles prévisions faibles par les instituts privés, qui annoncent une récolte de 2,5 milliards de boisseaux de soja, dans le monde, contre 2,6 milliards prévus.

Si le marché des oléagineux est traditionnellement l'objet de spéculations sur le métro en cette période de l'année, cette fois-ci l'affaire semble un peu plus sérieuse. Compte tenu des premières indications sur l'état des récoltes, un peu d'intervenants s'attendent à voir la production américaine de soja atteindre les 2,3 milliards de boisseaux prévus par le département américain de l'agriculture.

Les difficultés des Etats-Unis, premier producteur et exportateur mondial de soja, risquent de peser lourd sur le marché. Car, en face, la demande ne cesse d'augmenter. Après l'Europe, l'Asie est devenue un grand importateur de cet oléagineux, utilisé pour l'huile, mais surtout, pour la nourriture du bétail. Déjà, certains redoutent que le surenchérissement du soja ne vienne handicaper un peu plus les éleveurs, déjà passablement affaiblis par la crise de la « vache folle ».

FERIAS Le week-end du 22 au 24 mai est l'occasion de trois semaines de fêtes à Béziers, et à Sète, Montpellier, Nîmes, Narbonne, Perpignan, Toulon, Vézère, Dax. Dans les trois cas, question de voyages et de contrats.

En France comme ailleurs

tail, que les choses
puis que les portraits
dans les gradins du
jon. L'espace ressen
du dehors et, au pres
té intermédiaire
qu'une impression
certain, les gradins
gaines en ont fait
et l'épave s'en
11 août, c'est au
ris reperçonnés
à faire le plein
nien.

Le prix exorbitant des télévisions jouera sans doute moins que la prise de communion à la question. Les fermes, seulement de quelques dizaines, à Seville, pendant la feria. Il restait en...

José Mari Manzana

UN TORERO fait adieux moins officiels à Maurice Chevalier, la saison des adieux se Mari Manzanares, Dots Abellan, ne dit Alcanne, fils de baron d'or de taureau depuis Manzanares à Paris des maîtres de Las Vegas, avec le Vieux, pour le canne, devant des la-sio Fernandez. L'ère son sentiment des

un matin de mai, il est à l'autobus arrive sur la place Campana. Un gosse de 12 ans, bien de la chaussette, se tord le cou. Il porte un T-shirt rose « Vertigo », qui fait une embrandure sur le cou. Le gosse a une chemise chauffeur écarlate sur le dos, fou, attrache le T-shirt au cou, gambo et lui enroule la ceinture : « Mira, cometa », mais, baisse la main et se tord le cou. Il rouble jama...

Un des traits de son visage est une cicatrice sur le nez. Manzanaras, c'est cet air de... don des mains. Fin, c'est un... rero, mince comme...

Le Pa

Le Paris-Saint.

LA GÈNE commençait à se faire sentir. La même que la fatigue du leur peut ressentir en attendant un candidat perdre les élections devant une caméra. Il y avait de l'absurdité, puis deux candidats au monde on ne s'occupe pas de retrouver à sa place. Les Parisiens babillier leur formation vendirent le août, devant une destitution formation caennaise imaginait un orageur, retour vestiaires, sous des sifflets, d'un football laboratoire. Le trick Mboma 189-1 et Patrick ko (189) ont obtenu les retrouvailles houleuses : le ténie public parisien.

Il fallait toute la sérénité de Ricardo, rappelés par celle Denisot au poste de manager général, pour le dénouement satisfaisant de l'équipe. L'équipe et prometteur les matchs de ce type. Les équipes qui viennent veulent d'abord d'être analysées matinee de la semaine devenue la règle chez les Français. A l'inverse des dernières saisons, il n'y a plus le championnat est fait de favori incontestable et gagnant des vainqueurs de coupes exige un titre européen, et un second européen, les premiers meurent convenues.

Une telle prudence est le prétexte de la rupture judiciaire

AUJOURD'HUI

TAUROMACHIE

FÉRIAS. Le week-end du 15 août est l'occasion de trois fêtes majeures, à Béziers, et à Bayonne et à Dax. Dans les trois cas, question de voyages et de contrats, on retrouve

des cartels similaires. ● **MANZANARES**, dont c'est la saison des adieux en France, sera à Béziers le 18 avec Rincon et El Cordobés. ● **A SUIVRE** encore Denis Loré, Miguel

Rodriguez et Juan Carlos Garcia à Dax (toros de Miura) et Enrique Ponce, Vicente Barrera et Cristina Sanchez à Bayonne (taureaux de Ma-

Espagne, l'afición semble en déclin dans les corridas et novilladas du Sud-Ouest dont les traits communs sont un choix attentif des élevages, une présence des vedettes en exer-

cice, le sérieux du public et accessoirement la qualité de la musique. ● **LE RESTE** est, l'affaire des taureaux, par exemple les fameux Miura, si dangereux et trop rares.

De plus en plus de corridas sans l'afición

En France comme en Espagne, seules quelques grandes fêtes font le plein. Le prix exorbitant des places et la retransmission télévisée des courses semblent vider les gradins des arènes de leurs authentiques connaisseurs

PEUT-ÊTRE, ce n'est pas un détail, que les choses changent depuis que les portables sonnent dans les gradins ou dans le callejon. L'espace réservé (sacré ?) de l'arène se trouve miné par le bruit du dehors et, au passage, l'intimité intertemporelle. Mais ce n'est qu'une impression. Ce qui est plus certain, les grandes arènes françaises en ont fait la démonstration et l'épreuve (en juillet et les 4 et 11 août), c'est qu'en dehors des fêtes répétées, elles ont du mal à faire le plein ou même le demi-plein.

Le prix exorbitant des places et l'insolite déferlement des images télévisées jouent un rôle central. A moins que le principe même d'une communion à risques soit en question. Les temps sont durs, pas seulement de ce côté des Pyrénées. A Séville, quand fléchissait la feria, il restait encore une corrida

de luxe à voir, celle de la fête du Corpus, et des novilladas tous les dimanches qu'on appelait les novilladas secretas en raison de leur silence et de leur discrète, mais sérieuse, fréquentation : les aficionados faisaient le point des dernières cuvées ; les toreros réputés ou retirés conseillaient les novices. Novilladas secretas et corridas du Corpus viennent d'être supprimées. Faute de public, la Maestranza n'a ouvert ses portes que le 15 août. Elle n'a affiché complet (« No hay billetes ! ») que trois fois pendant sa dernière feria.

Crise de l'afición, cet assemblage de la fréquentation et de la compétence ? Les grandes fêtes de printemps, Valence, Séville et surtout Madrid (avec son engouement aromatisé au cigar) font le plein. Partout ailleurs, ça fléchit. Les prix sont extravagants. Les

plus jeunes boudent un rite qui sent, plus que le football ou le rock, son inaccessibilité. Ses triomphateurs officiels, quelques jours après la San Isidro, devant des gradins désolés, à Albacete, Badajoz, Cordoue ou Grenade. Barcelone n'ouvre plus le dimanche.

La passe d'armes du 16 août

Prenez trois seigneurs au sommet de leur art un vendredi 16 août à Dax : l'un, César Rincon qui cherche à retrouver son sitio ; l'autre, Joselito intimement convaincu qu'il est le meilleur de l'époque (il a des arguments) ; le troisième (lire ci-contre) José Mari Manzanara dans sa tournée d'adieux réussis. Mettez ces trois hommes devant six taureaux de Torrealta, beaux à voir (sauf les cornes), commodes de comportement et d'armures. Au troisième, Joselito sortira le grand jeu. Ce n'est plus alors qu'un régal à trois voix, gestes d'estampes, mais basses comme des voix, changements de mains délicats comme une sonate, coups d'épée comme on les porte au moment de mourir. Rincon remis en selle par ses acolytes et Manzanara piqué au vif par Joselito, le tout dans une gravité allègre et, pour mémoire, sous une pluie d'oreilles, c'est ce qu'on appelle une « grande après-midi de toros ».

La télévision, à sa façon, précipite la fin de ce qui ne fait que trembler, enterre ce qui bouge encore, noie sous l'argent, le talent et une pléthore d'images ce qui surmugeait avec peine. Après les fêtes de printemps en France, le débat a rebondi dans toute la presse espagnole : certes, le public français a sauté la fiesta, payant rubis sur corne avec ferveur, mais au prix de réactions bizarres et d'une incompréhension savante des choses de l'arène.

Il n'est jamais fini d'accabler la télévision. Mais devant les arts qui ne se maintiennent que dans un fragile équilibre entre archaïsme et modernité (cirque, variété, cabaret), entre le fantasme et la sèche réalité, entre l'usage du temps télévisuel et l'instant tauromachique, on doit reconnaître que son rôle est celui d'un laminoir et d'une tricherie avec le risque. Qui

consentira au prix du sang en direct ? Ou même à l'ennui ? Le spectacle banalisé l'emporte.

Une nouvelle génération de taureaux fait évoluer les règles de la margoulinerie. Ce n'est pas le côté margoulin qui est neuf, c'est sa forme. L'argent ne circule plus comme avant. L'image est idolâtrée. On a même essayé de légaliser la fraude (ratibolsage des cornes). Avec leur fiche technique doublée d'un commentaire, les comptes rendus de presse disent toujours, à leur façon, la vérité. Pour peu que l'on sache les lire, on sait si les vedettes triomphent devant des taureaux invalides ou aux cornes douteuses. Quand, par exception, ceux-ci sortent bien (comme les Cuadri, mercredi 5 juin, à Madrid), il n'y a plus personne en face.

Francis Marmande

José Mari Manzanara quitte lentement la France

UN TORERO fait-il jamais des adieux moins dénotés que ceux de Maurice Chevalier ? Cette saison est la saison des adieux annoncés de José Mari Manzanara, de son nom : Dols Abellán, né le 14 avril 1953 à Alicante, fils de banderillo, maître de taureaux depuis 1971.

Manzanara a reçu l'information des mains de Luis Miguel Dominguez, avec El Viti pour témoin, à Alicante, devant des taureaux d'Alonso Fernandez. Une scène résumée son sentiment des taureaux. C'est un matin de mai 1987 à Séville. Un autobus arrive sur la place de la Campana. Un gosse se plante au milieu de la chaussée et donne avec son T-shirt une « véronique » au car qui fait une embardée et pile. Le chauffeur écarlate sort comme un fou, arrache le T-shirt des mains du gamin et lui dit d'une voix de roccaille : « Mira, hombre, plus bas les mains, baisse la main, laisse-la court, n'oublie jamais... »

Un des traits de la science de Manzanara, c'est cet art de l'abandon des mains. Physique type de torero, mince comme un couteau,

cheveux de gel, visage d'ange qui aurait vécu sept vies, Manzanara torré de ceinture et de mains comme personne. A condition que tout aille bien ! Sûr, Manzanara a pu se conduire comme le dernier des malandrins, natant sur les vagues à force d'indifférence, avec un talent inimitable, ou plutôt spécial, de déchanter ses plus chauds partisans.

IL LUI FAUT DU JIFFE

Curieusement, lui qui n'est que facilité et qui pour cette facilité a exigé son lot de taureaux faciles, lui qui a reçu son lot de blessures et de courtes, il lui faut du jiffé. Ce jiffé, Paco Ojeda, dans les années 80, l'a révélé d'un coup. Dans la rivalité, Manzanara exulta. Il est de ces voyous élégants qui, d'une main baissée, d'un rythme trouvé, sans effet ni faribole, vous font oublier dans l'instant trois siècles d'amer-

Comme il a du pouvoir, il s'est dessiné une maison d'adieux, alternant avec la vedette du moment, Enrique Ponce, ou dans un cartel de

luxe agencé par ses soins. Ainsi, pour ses dernières apparitions en France, il sera à Béziers le 18 août (avec Rincon et Manuel Diaz El Cordobés, taureaux de Man Camacho de Medina Sidonia), puis les 7 et 8 septembre à Dax (corrida « mondiale » avec des partenaires de tous les pays ; « mano a mano » avec Enrique Ponce), et le 22 septembre à Nîmes, seul devant six taureaux de différents élevages.

Reste que se retirer, pour un torero, est impossible. Parce que, s'il laisse de côté la terre, la compétition et l'identité qui sont, un temps, l'essence de la corrida, il y a toujours les taureaux et cette vie de voyage sans issue. Le plus grand nombre prend la porte sans le désirer. Quelques uns par celle de l'infirmerie. Ceux qui ont une carrière longue, avec des instants précieux et des après-midi de désespoir, n'ont aucune raison de partir. Aucune raison raisonnable. Leur vie est là, insignifiante, plus vraie que la vraie vie, informelle loin des taureaux et du voyage.

R. M.

Les Miura, vedettes rares

DEUX SEMAINES après le décès de Don Eduardo Miura, le plus célèbre des éleveurs des plus célèbres taureaux de combat (Le Monde du 30 juillet), Dax clôture le 18 août sa « feria des ferias » avec une « Miura » pour le français Denis Loré, Miguel Rodriguez et Juan-Carlos Garcia. Le 25, Bilbao boudera le salon de son temple austère et exigent par une Miura historiquement sérieuse pour El Fundi, Miguel Rodriguez et Domingo Valderama. Voilà tout pour le mois d'août et pour un bon moment !

Les Miuras sont rares, toujours très attendus, durs et déconcertants et depuis trois ou quatre ans, ici ou là, désastreux. Ce sont des taureaux pour toreros vaillants, téméraires, ou alors désireux de sortir du purgatoire par la grande porte ou celle de l'infirmerie. Ou bien pour toreros français. Les Miuras sont porteurs d'une triple légende. Ils semblent plus longs d'une verrière que le commun des mortels ; leur intelligence du combat fait que nul ne peut oublier une seconde qu'il s'agit de Miura ; leur seule présence enfin fait flotter une peur singulière qu'ils interprètent très bien.

L'ambiance est aussi Miura. De toute façon, ce ne sont pas des taureaux que l'on aborde comme les autres. Les vedettes, pas plus les confirmés que celles qui sont en voie de célébrité, ne s'y collent. Cela exige trop de risques, trop de méfier, sans pratiquement de possibilité de triompher à l'arrabale, comme c'est devenu la règle partout.

A Hagetmau, le 4 août, lors de la novillada annuelle,

un Francisco José Porras a hélé les taureaux comme Antonio Ferrera, en titulant. C'est ce qu'il a entendu faire à la télévision. Ça plaît. Des que le novillo se retourne trop brusquement, il était débordé. Personne ne lui a dit et il n'a pas su voir. Les Miura ne parlent jamais. Tordre n'a rien à voir avec l'art des ballerines, soit, mais on toré comme on danse, c'est-à-dire comme on est. Porras y met un riccio à la Miura. Un autre sera du genre à forcer le destin, par ses postures, ses adresses au public. Sauf que le destin des Miuras ne se force jamais.

Même s'il se casse une corne. Ce qui est plusieurs fois douloureux : parce que l'accident n'est jamais dû au hasard, mais aux manœuvres de peones trop zélés ; parce qu'on ne doit plus toré dans ces conditions ; parce qu'on rejoint vite l'état d'âme de ceux qui n'oublient jamais l'exception où s'effectue la corrida. Avec ses sociétés « peñas » sérieuses accourues des environs (Mugron, Roquefort, Garlin, Mont-de-Marsan), avec ses musiques graves qui se sont tues et l'attitude responsable de sa présidence faisant évacuer les picadors, Hagetmau s'est comporté en petite arène : c'est-à-dire plus dignement que les grandes. Quant aux novillos, dont on se demande souvent ce qu'ils deviennent, ils finiront probablement, Miura ou pas, en daube dans les meilleures maisons de la région, chez Tellechea par exemple (« Le Cheval Blanc » à Bayonne) avec sauce à l'rouléguy et petits légumes.

R. M.

SPORTS

Le Paris-Saint-Germain joue la modestie

L'équipe de Ricardo a peiné pour battre Caen 2 à 0

LA GÈNE commençait à monter. La même que le téléspectateur peut ressentir en observant un candidat perdre les pédales devant une caméra. Il lâche une absurdité, puis deux, et pour rien au monde on ne souhaiterait se retrouver à sa place. A voir les Parisiens balbutier leur football, vendredi 16 août, devant une modeste formation caennaise, on imaginait un orageux retour aux vestiaires, sous des sifflets sanctions d'un football laborieux. Patrick Mboma (85') et Patrice Loko (89') ont évité des retrouvailles houleuses avec un tibia public parisien.

Il fallait toute la sérénité naturelle de Ricardo, rappelé par Michel Denisot au poste de manager général, pour se déclarer « satisfait de l'ensemble de l'équipe » et promettre « d'autres matchs de ce type puisque les équipes qui viennent au Parc veulent d'abord défendre ». Une analyse mûrie de la modestie devenue la règle chez les Parisiens. A l'inverse des deux dernières saisons, ils n'abandonnent plus le championnat en position de favori incontestable. Et si l'orgueil des vainqueurs de la Coupe des coupes exige un titre de champion et un second succès européen, les promesses demeurent convenues.

Une telle prudence est révélatrice de la rupture voulue avec

l'ère Fernandez. Au Camp des Loges, les entraîneurs désormais feutrés font oublier les colères de Luis l'impétueux, dont le caractère ne pouvait s'accommoder d'une machine bien huilée comme celle du PSG. Vendredi, Luis Fernandez n'aurait pas attendu le dernier quart d'heure pour quitter son banc et pléner les quelques mètres de pelouse réservés aux entraîneurs. Ricardo, dont les joueurs soulignent une rigueur proche de celle d'Arthur Jorge, n'a pas bronché, fidèle aux leçons de silence distillées par Michel Denisot.

RECRUTEMENT MINIMUM

Conscients qu'un bouleversement dans l'effectif serait nuisible, les nouvelles têtes penantes se sont contentées d'un recrutement minimum, afin d'apporter une cohésion au groupe,

plutôt que de chercher à combler absolument les départs de Youn Djorkaré, Daniel Bravo, Pascal Nomma ou Omar Dieng. Fidèle à son habitude, le PSG s'est tourné vers sa filière brésilienne pour dénicher Leonardo, dont la prestation chaloupée face à Caen s'est dissoute dans les approximations du jeu collectif. Peu de nouvelles vedettes, mais l'arrivée d'une flopée de jeunes joueurs qui ravit Michel Denisot, soucieux de voir, dans un futur proche, la moitié de l'équipe composée de joueurs formés dans le giron parisien. Une perspective encore éloignée puisque seule la très moyenne prestation de l'ex-Nantais Benoît Caulet a permis à Patrick Mboma d'effectuer une rentrée victorieuse contre Caen. Ce premier but a provisoirement mis fin aux questions de cet attaquant de vingt-cinq ans, prêt l'an dernier au FC Metz.

Au terme d'une saison perturbée par des blessures et ponctuée de quatre petits buts, Patrick Mboma n'avait pourtant « pas envie de revenir coûte que coûte à Paris ». Mais la règle des prêts ne laisse pas de choix aux joueurs. Roméo Candela et Jérôme Leroy font également partie de ces jeunes joueurs qui ont été mis à la disposition d'un club afin de mûrir et de revenir aguerris pour les Joutes de première division

sous leurs couleurs parisiennes d'origine. Le calme et la rigueur affichées par les dirigeants du PSG effraient un peu Roméo Candela, pour qui l'objectif « est de s'asseoir sur le banc des remplaçants ». Vendredi, cet ancien joueur de Châteauneuf, le club final du PSG, ne figurait pas sur la feuille de match. Une situation difficile à vivre puisqu'en deux saisons, avec la Berrichonne, il n'avait été que deux fois remplaçant. Comme Patrick Mboma, cet ancien élève du centre de formation du PSG n'aurait « pas été dérangé de rejoindre un autre club », mais les dirigeants parisiens en ont décidé autrement. Jérôme Leroy, revenu après une saison à Laval, avait des contacts avancés avec Guingamp et Rennes, mais pour lui aussi, le retour au bercail, même à contre-cœur, était programmé.

A l'aube d'une saison charnière, les Parisiens semblent vouloir écarter de leur chemin toute trace de fantaisie. Un élan de sérieux que le public parisien saura faire payer au prix fort si les résultats ne suivent pas. Vendredi, avant même l'échauffement, les joueurs avaient pris soin de saluer poliment leurs supporters. Comme pour les prévenir des nombreux réglages qu'il leur reste encore à effectuer.

Fabrice Tassel

Le classement de première division

2 ^e journée	1 ^{er} journée	2 ^e journée	1 ^{er} journée	2 ^e journée	1 ^{er} journée
Monaco-Metz 3-1	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0
Monaco-Metz 3-1	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0
Monaco-Metz 3-1	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0
Monaco-Metz 3-1	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0
Monaco-Metz 3-1	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0
Monaco-Metz 3-1	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0
Monaco-Metz 3-1	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0
Monaco-Metz 3-1	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0
Monaco-Metz 3-1	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0
Monaco-Metz 3-1	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0	Paris-SG-Strasbourg 1-0

Perpignan en tête de la D2

En écrasant Louhans-Cuiseaux (4-0), Perpignan s'est installé en tête du classement de deuxième division, vendredi 16 août, au cours de la deuxième journée du championnat. Dans le match au sommet qui les opposait à Sochaux, l'un des favoris de la compétition, les Forgerons de Guengoon ont confirmé leurs prétentions à une remontée très rapide en première division (1-0). La troisième équipe à compter deux victoires en deux journées est le surprenant nouveau promu, Toulon (1-0 contre Mulhouse). Le Red Star a obtenu une victoire au Mans (0-1), tandis que Toulouse s'inclinait à Châteauneuf (1-2). Autres résultats : Epinal-Amiens, 0-3 ; Martignes-Saint-Brieuc, 2-1 ; Niort-Charleville, 2-0 ; Lorient-Valence, 1-0 ; Beauvais-Troyes, 1-0.

ART La Maison européenne de la photographie (MEP), à Paris, présente cet été deux expositions consacrées au portrait : un choix de figures d'artistes, sélectionnées

par Bernard Lamarche-Vadel à partir des collections de la MEP, et une série de portraits d'artistes contemporains réalisés par David Seidner. © LE MUSÉE D'ART MO-

DERNE de la Ville de Paris révèle quelques portraits d'adolescents du Suisse Beat Streuli. Que les visages soient célèbres ou anonymes, les différentes démarches

se situent par rapport à Nadar, qui, dans les années 1850, a inventé ce qu'on appelle le portrait psychologique. © LUC DELAHAYE, photographe de l'agence Magnum, pu-

blie, début septembre, un petit livre de portraits de sans-abri, réalisés en février 1994 dans le métro parisien, non par lui mais par des cabines de Photomaton.

Le portrait photographique ou « la ressemblance intime »

Trois expositions et un livre, chacun à leur manière, remettent au goût du jour un genre auquel Nadar, en cherchant de façon systématique à révéler l'âme de ses modèles, avait donné dès 1850 ses premières lettres de noblesse

PORTRAITS D'ARTISTES ET DAVID SEIDNER, VISAGES DE L'ART CONTEMPORAIN, Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, 75004 Paris. Tél. : 44-78-75-00. Jusqu'au 8 septembre. Catalogue David Seidner, éd. Gina Kehayoff et MEP, 64 p., 310 F.

Portrait, de Beat Streuli, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris. Tél. : 53-67-40-00. Jusqu'au 22 septembre. Catalogue, éd. Paris Musées, 66 p., 120 F.

Nadar, le premier, a prouvé qu'un portrait photographique pouvait, au-delà de la reproduction des traits, révéler l'âme du modèle. Baudelaire complice, Nerval pathétique, Dumas jubilatoire, Berlioz flamboyant, Gautier paria... En cherchant de façon systématique à faire vivre ses modèles, Nadar a inventé le portrait psychologique dans les années 1850. Nombreux sont les enfants de Nadar à se retrouver dans sa profession de foi de 1857 : « Donner, non pas banalement et au hasard, une indifférente reproduction plastique à la portée du dernier serviteur de laboratoire, mais la ressemblance la plus familière et la plus favorable, la ressemblance intime. C'est le côté psychologique de la photographie. »



« Portrait, Copenhague 1996 », par Beat Streuli.

L'œuvre de l'artiste, tout en imposant son sens de la forme. Tout Cartier-Bresson est dans ce pauvre Giacometti, imperméable sur la tête, anéanti par les trombes d'eau ; et toute la sculpture de ce dernier est résumée par ce person-

nage voûté et fragile. L'exercice peut vite tomber dans la balourdise. Ainsi Mapplethorpe a-t-il cru bon de jeter dans les bras de Louise Bourgeois un pénis sculpté - elle sourit à cette blague de potache -, référence appuyée à son

œuvre fortement « sexuée ». La différence entre Cartier-Bresson et Mapplethorpe est que le premier était intime de Giacometti quand le second ne devait pas entendre grand-chose à l'univers de Louise Bourgeois. Être « dans l'œuvre », fréquenter l'atelier de l'artiste - un des atouts de Nadar -, c'est s'approcher au plus près du mystère de la création. Ainsi, quelques images exposées sont avant tout des documents précieux : la série époustouflante du visage grimaçant d'Antonin Artaud, en 1947, par Denise Colomb, le juvénile Balbus par Irving Penn, Hans Namuth qui surprend un Pollock au travail, jetant sa peinture sur la toile au sol.

A l'opposé de cette connivence, quelques photographes ont réussi des portraits remarquables, quand leurs préoccupations croisaient celles de l'artiste. Le plus bel exemple est le portrait de Bacon par Avedon - il manque cruellement dans l'exposition -, chef-d'œuvre né de leur goût commun pour la cruauté et le désespoir. Depuis Avedon, Marc Trivier est sans doute le portraitiste le plus intéressant, réussissant à créer une tension dans des visages qui ne se prêtent que très rarement à l'œil du photographe : Michaux, Genet, Greco, Warhol, Dubuffet.

Bernard Lamarche-Vadel a dégagé un thème qui renvoie à l'une de ses obsessions : le portrait photographique comme masque mortuaire. Ainsi les visages annoncent leur fin quand ils ne sont pas déjà

transformés en fantômes. Pour accentuer le propos, les images sont accrochées plus bas que la normale, pour que le spectateur les domine, comme s'il plongeait sur un corps mis en terre. Quelques images, pas toutes, fonctionnent ainsi à merveille : Warhol allongé, les yeux clos (Newton), Bacon halluciné errant sur un chemin (Brandt), et surtout Joseph Beuys, traqué, décomposé, le cheveu collé au crâne, comme une bête agonisante (Namuth).

ÉLOGE DU BANAL

Au même étage, la MEP présente d'autres portraits, tous réalisés par David Seidner : quarante-cinq portraits d'« artistes contemporains », « admirés » par le photographe. L'échantillon est instructif : une écrasante majorité d'Américains (Johns, Fischl, Serra, Koons, Schnabel, Rauschenberg, Weiner...) dont deux photographes à la mode (Cindy Sherman et William Wegman) et quatre Français (Boltanski, Messager, Calle, Bustamante). Tous appartiennent à l'establishment artistique et incarnent ce qu'il est de bon ton d'aimer.

Ce qui frappe, c'est le traitement singulier que Seidner fait subir à ces artistes, à rapprocher de celui opéré naguère par le studio Har-

court, en balayant tout indice d'individualisation des personnes : gros plans frontaux, visages incertains, lèvres serrées, la partie droite du visage dans l'obscurité, la gauche dans la lumière, fond noir, accrochage en séries rapprochées. C'est donc une masse de figures décréées que l'on voit et non des personnalités douées de sentiments.

Troisième exposition, celle du Suisse Beat Streuli au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Ici, point de célébrité, mais des projections de diapositives représentant des adolescents anonymes, surtout des jeunes filles, dans un grand espace blanc plongé dans la pénombre. Les visages sont ingrats, les traits incertains se dissolvent sur un fond flou qui doit être la rue, la peau est terne et mangée par l'acné, les couleurs sont jaunâtres et surexposées, les regards ignorent le téléobjectif, tournés vers un camarade dont on devine le dos.

Streuli place le banal sur un piédestal. Il est rare de mettre en valeur des personnes qui n'ont à offrir au spectateur non pas leur génie, non pas leur beauté, non pas leurs excès, non pas leurs certitudes, mais simplement une jeunesse banale et un bonheur apparent. Cette jeunesse, ce bonheur, c'est « la ressemblance intime » recherchée par Nadar. C'est aussi ce qui fait la force de ces images.

M. G.

Luc Delahaye, photographe

« Obtenir des visages non pas vrais

COMMENT FAIRE pour que le modèle donne le maximum de lui-même au photographe, sans « jouer », alors que la confrontation photographique-photographié vient influencer la pose ? Luc Delahaye, trente-quatre ans, photographe membre de l'agence Magnum, auteur de nombreux reportages de guerre (ex-Yugoslavie, Tchétchénie, Rwanda), a réalisé une série de portraits de sans-abri, non pas en les faisant poser devant lui, mais dans une cabine de Photomaton. Dix-huit de ces portraits sont rassemblés dans un petit livre - son premier -, à paraître début septembre. Dans ses reportages de guerre, Delahaye a toujours cherché à « se dissoudre » dans l'actualité qu'il fixe, à être le plus « absent possible », le plus « indifférent » pour supporter les horreurs qu'il voit et mieux les photo-

graphier. On retrouve cette préoccupation dans les portraits de sans-abri : bruts, secs, émouvants.

« Pourquoi demander à des sans-abri de poser dans des cabines de Photomaton ?

« C'est un travail réalisé pendant une semaine, dans les gares et surtout dans le métro, durant l'hiver, en février 1994. Sept jours sur sept, de l'ouverture du métro à sa fermeture. Les prises de vue allaient vite. Ils réglèrent leur siège, parfois je les aidais à s'installer, quatre flashes et voilà. Je leur donnais un Photomaton, je gardais les trois autres. J'en ai réalisé une trentaine. J'ai choisi le Photomaton pour me retirer, me soustraire, supprimer l'appareil encombrant pour laisser ces sans-abri seuls face à un objectif invisible, pour qu'ils re-

trouvent leur identité perdue. Une cabine de Photomaton, c'est un abri pour des gens qui n'en n'ont pas. Un SDF n'a plus l'habitude du regard de l'autre. Supprimer le photographe, c'est donner plus de chance à la personne d'être vraie dans l'image. »

« Ça veut dire quoi, une image vraie ? La vérité, en photographie, est un leurre. Je ne sais pas si ces visages sont vrais, mais disons qu'ils sont justes, en rien magnifiés ni arrangés. Ce qui reste pour moi, ce n'est pas la rencontre avec ces gens, ni leur vrai visage, mais cette image. C'est un souvenir, une trace exacte d'un état, à un moment donné. J'ai d'ailleurs revu un mo-

mais justes »

dèle six mois après, il ne se souvenait en rien de la prise de vue réalisée ensemble.

« Vous allez continuer cette série au Photomaton ?

« Elle est close, mais je la prolonge avec une autre série de portraits de passagers du métro, qui se sont assis en face de moi. Je les prends de façon systématique et à leur insu. Personne ne me voit. Ce sont donc des photos volées. J'en ai fait trois cents. Toujours avec cette idée, un peu utopique, d'approcher la personne au plus près de ce qu'elle est. »

Propos recueillis par Michel Guerrin

* Portraits, éd. Sommaire, 80 F (en librairie le 1^{er} septembre).

A Salzbourg, Lorin Maazel dirige une Elektra cataclysmique

ELEKTRA, opéra en un acte de Richard Strauss, sur un livret de Hugo von Hofmannsthal, avec Hildegard Behrens (Elektra), Karen Huffstodt (Chrysothemis), Doris Soffel (Klytemnestra), Kenneth Krieger (Aegisthus), John Bröcheler (Orest), Orchestre philharmonique de Vienne, Chœur de l'Opéra de Vienne, Lorin Maazel (direction), Dietrich D. Gerphel (chef de chœur), Kenta Mori (costumes), Yufi Sawada (numéros). Grosses Festspielhaus, le 15, 20 h 30.

SALZBOURG de notre envoyé spécial Quand il ne tombe pas des cordes, le public des soirées lyriques de Salzbourg enlève le trottoir et une partie de la chaussée qui longent le Festspielhaus. Flûte de champagne à la main, les mélomanes en smoking et robe du soir devisent sous le regard des vacanciers massés de l'autre côté de la rue. Tout à l'heure, après la représentation, le

masque de respectabilité de certains tombera à l'heure de prendre le taxi du retour et l'on verra des femmes, quadra ou quinquagénaires, jouer des poings pour s'approprier une voiture convoitée par une grand-mère, sous les regards ahuris de spectateurs gênés.

Il est vrai que la musique n'adoucît pas toujours les mœurs, et l'opéra de Strauss et Hofmannsthal n'est ni un chant d'amour ni une berceuse. C'est l'une des œuvres les plus noires, les plus tragiques du répertoire lyrique, du théâtre pur, où musique et mot sont consubstantiels l'un de l'autre. Et la représentation donnée à Salzbourg, pour critique qu'elle soit sur le plan scénique, atteignait un degré d'incandescence vocale et orchestrale éblouissant. Dans la fosse, Lorin Maazel et les Wiener Philharmoniker. Le chef américain est connu pour être un technicien hors norme, peut-être le chef de l'heure qui maîtrise le mieux ses moyens et un straussien seulement comparable à Wolfgang Sawallisch. Dès le début de la représentation, Maazel imprime une puissance cataclysmique à la partition qui s'accompagne toujours d'un respect de sa dynamique : le chef va du pianissimo au fortissimo

assourdissant avec une sonorité qui reste toujours transparente. Sa lecture est aussi analytique que lorsqu'il dirige Le Sacre du printemps de Stravinsky, aussi noire que l'exige l'œuvre de Strauss. Il est suivi par des chanteurs qui incarnent vocalement leur rôle avec un jusqu'au-boutisme qui ignore la prudence. Malade, Leonie Rysaneck est remplacée par Doris Soffel. Passé le regret de ne pas entendre pour la dernière fois cette légende du chant, on admire sa « remplaçante », qui donne une leçon de chant, de diction, de maintien dans le rôle de Clytemnestre. Hildegard Behrens est une Elektra prodigieuse de fureur, de violence ; mais, si l'on ne peut

dire qu'elle chante vraiment faux (à part le premier monologue où elle s'écarte parfois d'un demi-ton en deçà ou au-delà des notes), on ne peut pas non plus affirmer

qu'elle chante juste, voix étrange depuis toujours mais ô combien prenante. Karen Huffstodt chante comme d'habitude, sans s'écon-

omiser, poussant une voix appe-

lante, sans limite, au bord de la rupture... qui ne vient jamais. Les hommes sont impeccables.

Mise en scène ou gymnastique rythmique ? Bras levés au ciel pour les aigus, déplacements calculés sur la musique, on cherche la direction d'acteurs. Le décor (les ruines d'un donjon perché en haut d'une montagne) est littéral, son esthétique est proche de ce que l'on peut voir sur les scènes des théâtres où l'on considère l'opéra comme un concert costumé. Après le *Fidelio* de Herbert Wernicke, on se demande si c'est bien le même Gérard Mortier qui produit cette Elektra.

Alain Lompech

Marianne Faithfull chante Kurt Weill

A Salzbourg, il n'y a pas que le Festival et la « grande musique » : la Rock House propose des concerts dans un lieu aménagé dans une sorte de cave voûtée au rez-de-chaussée d'une vieille maison. Marianne Faithfull y donnait, mercredi 14 août au soir, après *Fidelio*, des chansons de Kurt Weill qu'elle vient d'enregistrer (1 CD RCA). Elle ne chante pas toujours bien juste, mais le fait avec une chaleur, un rien désabusée dans la voix et des feulements de femme bléue par la vie. Marianne Faithfull n'est pas une chanteuse d'opéra qui s'encaillonne : c'est une diseuse qui égrène ce qu'elle sait mieux que d'autres, soutenue par le piano génial de Paul Trueblood. Un nom qui marque un régal inoubliable dont les Français pourront bientôt profiter.

RENDEZ-VOUS AVEC VOUS DES ARTS

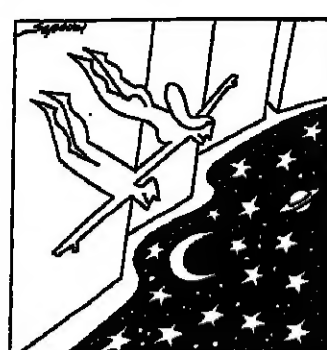
RENDEZ-VOUS AVEC VOUS DES ARTS

Les festivités d'Uzeste musical

Dans son village de Gironde, Bernard Lubat convoque l'imprévu dans tous les arts

C'EST REPARTI ! Uzeste musical, cette fantaisie pluridisciplinaire voulue par Bernard Lubat au milieu des années 70, commencera sa dix-neuvième édition le 17 août avec comme sous-titre « La Fête des arts à l'œuvre » et une dédicace au comédien Henri Vieuxtemps, décédé le 19 décembre 1995. Les festivités – le terme n'est pas ainsi lancé pour ne rien dire – devraient se terminer le 25 août. Mais à Uzeste, petit village de la Gironde, à quelques dizaines de kilomètres de Bordeaux, on n'est jamais sûr de rien.

Au programme, concerts multiples, débats, « actes » de comédiens, présentations d'arts plastiques et graphiques, comédies, feux d'artifice,



randonnées et apéritifs. Sont annoncés la Compagnie Lubat, diverses chorales, Jacques Di Donato, le comédien Philippe Caubère, l'écrivain Félix-Marcel Castan, le conteur René Martinez, Les Femmouzes, Collette Léandre, Louis Scavini, le Collectif Proxima Centauri, Xavier Charlier, le Big Band Gironde, le Trio Grallier / Collaz / Goubert, Jacques Thollot, le Mère Quartet, Archie Shepp, Claude Barthélémy avec Damié Lazro etc.

★ Festival Uzeste musical, Le Bourg, 33730 Uzeste. Du 17 au 25 août. Tél.: 56-25-38-46. Spectacles de 30 F à 150 F. Abonnement: 800 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Petit Pays et son groupe les Sans-visa. Toujours au sommet des hit-parades africains, plébiscité dans toutes les soirées où tournent les rythmes d'Afrique, le Camerounais Petit Pays est une valeur sûre pour l'appel à la danse. Avec son groupe les Sans-visa et entouré, pour l'occasion, de Manu Dibango, Antoine Joseph Bell, Toto Guillaume, Manu Lima et Papa Wemba, il tricote un makossa très enlevé défiant toute fatigue. *Hot Brass, 211, av. Jean-Jaures, Paris-19. M° Porte-de-Pantin. 22 heures, le 17. Tél.: 42-00-14-14. 100 F.*

Kadda Cherif Hadria, Cheb Tahar. Voici déjà venir l'ultime bal-concert au Kiosque à musiques du parc de La Villette. Festival qui pour clôturer ces rendez-vous festifs ou se retrouve, chaque dimanche, une population chamarrée et enthousiaste. D'abord Kadda Cherif Hadria, dont la musique emprunte parfois d'étonnantes chemins de traverse. Ensuite, Cheb Tahar, chanteur volcanique à la rudesse sauvage. *Kiosque à musiques du parc de La Villette, Paris-19. M° Porte-de-Pantin. 17 h 30, le 18. Tél.: 40-05-75-03. Entrée libre.*

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

FAUX FRÈRES, VRAIS Jumeaux. Film américain de James Davis, avec Andy Garcia, Alan Rickman, Rachel Ticotin, Joe Pantoliano (1 h 52). VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 15; UGC Odéon, dolby, 15; UGC Champs-Élysées, dolby, 15; UGC Lyon Bastille, 12. VF: Paramount Opéra, dolby, 9 (42-56-31); réservation: 40-30-20-10; Mistrall, dolby, 14 (39-17-10-00); réservation: 40-30-20-10; Miramar, dolby, 14 (39-17-10-00); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Convention, dolby, 15 (48-28-42-27); réservation: 40-30-20-10; Pathé Wepler, dolby, 18 (réservation: 40-30-20-10); La Gambetta, dolby, 20 (46-36-10-96); réservation: 40-30-20-10.

FREISCHUTZ. Film franco-hongrois d'Idilko Enyedi, avec Gary Kemp, Sadie Frost, Alexander Kaidanovskiy, Peter Vali, Andor Lukats, Philippe Duclos (1 h 30). VO: UGC Ciné-cité les Halles, 15. **INSTANT DE BONHEUR.** Film américain de James Foley, avec Al Pacino, Mary Elizabeth Mastrantonio, Jerry Bruckheimer, Patrick Borriello (1 h 30). VO: Gaumont Opéra, dolby, 14 (39-99-40); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Odéon, 15 (43-25-99-83); Publics Champs-Élysées, dolby, 15 (42-56-31); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81). **LA COMÉDIE DE DIEU** (Por., v.o.): Lucarne, 15 (45-44-57-34).

COMMENT JE ME SENS DISPUTÉ (Fr.): Gaumont les Halles, 15 (40-39-99-40); rés. 40-30-20-10; Racine Odéon, 6 (43-26-19-68); rés. 40-30-20-10; Majestic Bastille, 11 (47-00-02-48); rés. 40-30-20-10; Blenheim Montparnasse, 15 (39-17-10-00); rés. 40-30-20-10; Conte d'été (Fr.): UGC Ciné-cité les Halles, 15; UGC Odéon, 6; Le Balzac, 8 (45-61-10-60); Sept Parnassiens, 14 (43-26-32-20); rés. 40-30-20-10.

CRASH (Fr.): UGC Ciné-cité les Halles, 15; UGC Danton, 6; Gaumont Opéra, 15 (43-25-99-83); rés. 40-30-20-10; UGC Normandie, 8; La Bastille, 11 (43-07-48-60); Gaumont Parnasse, 14 (rés. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); rés. 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79).

L'ULTIME SOUPER. Film américain de Stacy Tittle, avec Jason Alexander, Cameron Diaz, Nora Dunn, Charles Durning, Ron Eldard, Annabeth Gish (1 h 25). VO: Gaumont les Halles, dolby, 15 (40-39-99-40); réservation: 40-30-20-10; Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34); Bretagne, 9 (39-17-10-00); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 15 (43-59-04-67); réservation: 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11 (47-00-02-48); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alésia, dolby, 14 (43-27-84-50); rés. 40-30-20-10; La Dernière Marche (A., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82).

DENISE AU TÉLÉPHONE (A., v.o.): Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77); rés. 40-30-20-10. **LA DERNIÈRE MARCHÉ** (A., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82). **DES NOUVELLES DU BON DIEU** (Fr.): Sept Parnassiens, 14 (43-26-32-20); rés. 40-30-20-10. **DINGO ET MAX** (A., v.o.): UGC Triomphe, 8; Mistrall, 14 (39-17-10-00); rés. 40-30-20-10; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68); La Gambetta, 20 (46-36-10-96); rés. 40-30-20-10.

Convention, dolby, 15 (48-28-42-27); réservation: 40-30-20-10.

SÉLECTION

ACE VENTURA EN AFRIQUE (A., v.o.): Res, 2 (39-17-10-00); George-V, 8; UGC Gobelins, 13. **L'ÂGE DES POSSIBLES** (Fr.): Le Quartier Latin, 5 (43-26-94-65). **L'ARMÉE DES 12 SINGES** (A., v.o.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85); rés. 40-30-20-10. **LA BARRE LE COCHON DEVENIR BERGER** (A., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82); Club Gaumont (Publics Matignon), 8 (42-56-32-78).

BEAUTE VOLÉE (Fr.-A., v.o.): Lucarne, 15 (45-44-57-34). **LE BONHEUR EST DANS LE PRÉ** (Fr.): UGC Triomphe, 8; Les Montparnassiens, 14 (39-17-10-00); rés. 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). **BROOKLYN BOOGIE** (A., v.o.): Salmir, André des Arts II, 6 (43-26-80-25).

LES CAPRICES D'UN FLEUVE (Fr.): 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00). **CASINO** (Fr.): Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14); rés. 40-30-20-10; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); rés. 40-30-20-10. **CHACUN CHERCHE SON CHAT** (Fr.): UGC Forum Orient Express, 15; 14-Juillet Hautes-Fautes, 15 (43-26-58-00).

CHACUN CHERCHE SON CHAT (Fr.): UGC Forum Orient Express, 15; 14-Juillet Hautes-Fautes, 15 (43-26-58-00). **CHACUN CHERCHE SON CHAT** (Fr.): UGC Forum Orient Express, 15; 14-Juillet Hautes-Fautes, 15 (43-26-58-00).

CHACUN CHERCHE SON CHAT (Fr.): UGC Forum Orient Express, 15; 14-Juillet Hautes-Fautes, 15 (43-26-58-00). **CHACUN CHERCHE SON CHAT** (Fr.): UGC Forum Orient Express, 15; 14-Juillet Hautes-Fautes, 15 (43-26-58-00).

CHACUN CHERCHE SON CHAT (Fr.): UGC Forum Orient Express, 15; 14-Juillet Hautes-Fautes, 15 (43-26-58-00). **CHACUN CHERCHE SON CHAT** (Fr.): UGC Forum Orient Express, 15; 14-Juillet Hautes-Fautes, 15 (43-26-58-00).

CHACUN CHERCHE SON CHAT (Fr.): UGC Forum Orient Express, 15; 14-Juillet Hautes-Fautes, 15 (43-26-58-00). **CHACUN CHERCHE SON CHAT** (Fr.): UGC Forum Orient Express, 15; 14-Juillet Hautes-Fautes, 15 (43-26-58-00).

CHACUN CHERCHE SON CHAT (Fr.): UGC Forum Orient Express, 15; 14-Juillet Hautes-Fautes, 15 (43-26-58-00). **CHACUN CHERCHE SON CHAT** (Fr.): UGC Forum Orient Express, 15; 14-Juillet Hautes-Fautes, 15 (43-26-58-00).

CHACUN CHERCHE SON CHAT (Fr.): UGC Forum Orient Express, 15; 14-Juillet Hautes-Fautes, 15 (43-26-58-00). **CHACUN CHERCHE SON CHAT** (Fr.): UGC Forum Orient Express, 15; 14-Juillet Hautes-Fautes, 15 (43-26-58-00).

LE FACTEUR (It., v.o.): 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-99-83); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); rés. 40-30-20-10; La Bastille, 11 (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (45-80-77-00); rés. 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f.: Gaumont Parnasse, 14 (rés. 40-30-20-10).

FLIPPER (A., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 15; George-V, 8; v.f.: UGC Ciné-cité les Halles, 15; Res, 2 (39-17-10-00); UGC Montparnasse, 6; Gaumont Marignan, 8 (rés. 40-30-20-10); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); rés. 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12; UGC Gobelins, 13; Mistrall, 14 (39-17-10-00); rés. 40-30-20-10; UGC Convention, 15; Pathé Wepler, 18 (rés. 40-30-20-10); La Gambetta, 20 (46-36-10-96); rés. 40-30-20-10.

FRESA Y CHOCOLATE (Cub., v.o.): Lucarne, 15 (45-44-57-34). **GABRIEL** (It., v.o.): 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-99-83); 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

LE GRAND TOURNOI (A., v.o.): Res, 2 (39-17-10-00); UGC Montparnasse, 6; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); rés. 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12; UGC Gobelins, 13; UGC Convention, 15; Pathé Wepler, 18 (rés. 40-30-20-10); La Gambetta, 20 (46-36-10-96); rés. 40-30-20-10.

GUANTANAMERA (Cub., v.o.): 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49); 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-99-83); La Pagode, 7 (rés. 40-30-20-10); Le Balzac, 8 (45-61-10-60); 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81); Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (45-80-77-00); rés. 40-30-20-10; Gaumont Parnasse, 14 (rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

HEAVENLY CREATURES (néo-Zél., v.o.): UGC Forum Orient Express, 15; La Bastille, 11 (43-07-48-60). **LE HUTIEME JOUR** (Fr.-Bel.): UGC Forum Orient Express, 15; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14); rés. 40-30-20-10; UGC Opéra, 9; Les Montparnassiens, 14 (39-17-10-00); rés. 40-30-20-10.

INÉDITS DE PETER GREENAWAY (Brit., v.o.): Épée de Bois, 5 (43-37-57-47). **LE JOURNAL DU SÉDUCTEUR** (Fr.): Épée de Bois, 5 (43-37-57-47). **LA RUE** (A., v.o.): Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); rés. 40-30-20-10.

LEAVING LAS VEGAS (A., v.o.): Lucarne, 15 (45-44-57-34). **LEON** (Fr., v.o.): Gaumont Marignan, 8 (rés. 40-30-20-10).

MACHAHO (Fr.-Alg., v.o.): 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

MAUDITE APHRODITE (A., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82); Club Gaumont (Publics Matignon), 8 (42-56-32-78).

MEURTRE EN SUSPENS (A., v.o.): UGC Triomphe, 8. **MONDO** (Fr.): Lucarne, 15 (45-44-57-34).

MOONLIGHT & VALENTINO (A., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 15; George-V, 8 (43-59-36-14); rés. 40-30-20-10; Mistrall, 14 (39-17-10-00); rés. 40-30-20-10; Nelly et M. Arnaud (Fr.): Cinoches, 6 (46-33-10-82).

LES NOUVELLES AVENTURES DE WALLACE ET GROMIT (Brit., v.o.): 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00); 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

PETITS MEURTRES ENTRE AMIS (Fr., v.o.): Le Quartier Latin, 5 (43-26-94-65). **RAISON ET SENTIMENTS** (A., v.o.): Épée de Bois, 5 (43-37-57-47); Cinoches, 6 (46-33-10-82); George-V, 8; Les Montparnassiens, 14 (39-17-10-00); rés. 40-30-20-10.

RICHARD III (A., v.o.): UGC Forum Orient Express, 15; 14-Juillet Hautes-Fautes, 15 (43-26-58-00). **RODOLFE** (Fr.): UGC Forum Orient Express, 15; UGC Danton, 6; Gaumont Opéra, 9 (43-26-58-00); rés. 40-30-20-10; Gaumont Gobelins, 13 (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (45-80-77-00); rés. 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Gaumont Kinopanama, 15 (42-24-46-24); rés. 40-30-20-10; UGC Maitlot, 17; v.f.: Rex (Le Grand Rex), 2 (39-17-10-00); Bretagne, 9 (39-17-10-00); rés. 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-07-35-43); rés. 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9 (47-42-56-31); rés. 40-30-20-10; Les Nations, 12 (43-43-04-67); rés. 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12; UGC Gobelins, 13; Gaumont Parnasse, 14 (rés. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); rés. 40-30-20-10; UGC Convention, 15; Pathé Wepler, 18 (rés. 40-30-20-10).

ROCK (A., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 15; UGC Montparnasse, 6; UGC Odéon, 6; Gaumont Marignan, 8 (rés. 40-30-20-10); UGC Normandie, 8; Gaumont Opéra Français, 9 (47-42-56-31); rés. 40-30-20-10; La Bastille, 11 (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (45-80-77-00); rés. 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Gaumont Kinopanama, 15 (42-24-46-24); rés. 40-30-20-10; UGC Maitlot, 17; v.f.: Rex (Le Grand Rex), 2 (39-17-10-00); Bretagne, 9 (39-17-10-00); rés. 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-07-35-43); rés. 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9 (47-42-56-31); rés. 40-30-20-10; Les Nations, 12 (43-43-04-67); rés. 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12; UGC Gobelins, 13; Gaumont Parnasse, 14 (rés. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); rés. 40-30-20-10; UGC Convention, 15; Pathé Wepler, 18 (rés. 40-30-20-10).

ROCK (A., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 15; UGC Montparnasse, 6; UGC Odéon, 6; Gaumont Marignan, 8 (rés. 40-30-20-10); UGC Normandie, 8; Gaumont Opéra Français, 9 (47-42-56-31); rés. 40-30-20-10; La Bastille, 11 (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (45-80-77-00); rés. 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Gaumont Kinopanama, 15 (42-24-46-24); rés. 40-30-20-10; UGC Maitlot, 17; v.f.: Rex (Le Grand Rex), 2 (39-17-10-00); Bretagne, 9 (39-17-10-00); rés. 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-07-35-43); rés. 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9 (47-42-56-31); rés. 40-30-20-10; Les Nations, 12 (43-43-04-67); rés. 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12; UGC Gobelins, 13; Gaumont Parnasse, 14 (rés. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); rés. 40-30-20-10; UGC Convention, 15; Pathé Wepler, 18 (rés. 40-30-20-10).

ROCK (A., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 15; UGC Montparnasse, 6; UGC Odéon, 6; Gaumont Marignan, 8 (rés. 40-30-20-10); UGC Normandie, 8; Gaumont Opéra Français, 9 (47-42-56-31); rés. 40-30-20-10; La Bastille, 11 (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (45-80-77-00); rés. 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Gaumont Kinopanama, 15 (42-24-46-24); rés. 40-30-20-10; UGC Maitlot, 17; v.f.: Rex (Le Grand Rex), 2 (39-17-10-00); Bretagne, 9 (39-17-10-00); rés. 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-07-35-43); rés. 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9 (47-42-56-31); rés. 40-30-20-10; Les Nations, 12 (43-43-04-67); rés. 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12; UGC Gobelins, 13; Gaumont Parnasse, 14 (rés. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); rés. 40-30-20-10; UGC Convention, 15; Pathé Wepler, 18 (rés. 40-30-20-10).

ROCK (A., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 15; UGC Montparnasse, 6; UGC Odéon, 6; Gaumont Marignan, 8 (rés. 40-30-20-10); UGC Normandie, 8; Gaumont Opéra Français, 9 (47-42-56-31); rés. 40-30-20-10; La Bastille, 11 (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (45-80-77-00); rés. 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Gaumont Kinopanama, 15 (42-24-46-24); rés. 40-30-20-10; UGC Maitlot, 17; v.f.: Rex (Le Grand Rex), 2 (39-17-10-00); Bretagne, 9 (39-17-10-00); rés. 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-07-35-43); rés. 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9 (47-42-56-31); rés. 40-30-20-10; Les Nations, 12 (43-43-04-67); rés. 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12; UGC Gobelins, 13; Gaumont Parnasse, 14 (rés. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); rés. 40-30-20-10; UGC Convention, 15; Pathé Wepler, 18 (rés. 40-30-20-10).

ROCK (A., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 15; UGC Montparnasse, 6; UGC Odéon, 6; Gaumont Marignan, 8 (rés. 40-30-20-10); UGC Normandie, 8; Gaumont Opéra Français, 9 (47-42-56-31); rés. 40-30-20-10; La Bastille, 11 (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (45-80-77-00); rés. 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Gaumont Kinopanama, 15 (42-24-46-24); rés. 40-30-20-10; UGC Maitlot, 17; v.f.: Rex (Le Grand Rex), 2 (39-17-10-00); Bretagne, 9 (39-17-10-00); rés. 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-07-35-43); rés. 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9 (47-42-56-31); rés. 40-30-20-10; Les Nations, 12 (43-43-04-67); rés. 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12; UGC Gobelins, 13; Gaumont Parnasse, 14 (rés. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); rés. 40-30-20-10; UGC Convention, 15; Pathé Wepler, 18 (rés. 40-30-20-10).

ROCK (A., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 15; UGC Montparnasse, 6; UGC Odéon, 6; Gaumont Marignan, 8 (rés. 40-30-20-10); UGC Normandie, 8; Gaumont Opéra Français, 9 (47-42-56-31); rés. 40-30-20-10; La Bastille, 11 (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (45-80-77-00); rés. 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Gaumont Kinopanama, 15 (42-24-46-24); rés. 40-30-20-10; UGC Maitlot, 17; v.f.: Rex (Le Grand Rex), 2 (39-17-10-00); Bretagne, 9 (39-17-10-00); rés. 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-07-35-43); rés. 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, 9 (47-42-56-31); rés. 40-30-20-10; Les Nations, 12 (43-43-04-67); rés. 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12; UGC Gobelins, 13; Gaumont Parnasse, 14 (rés. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); rés. 40-30-20-10; UGC Convention, 15; Pathé Wepler, 18 (rés. 40-30-20-10).

SAFE PASSAGE (A., v.o.): Gaumont Opéra Impérial, 2 (47-70-33-88); rés. 40-30-20-10; 14-Juillet Beaubourg, 3 (42-77-14-55); 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-99-83); La Pagode, 7 (rés. 40-30-20-10); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); rés. 40-30-20-10; Gaumont Gobelins, 13; UGC Convention, 15; Pathé Wepler, 18 (rés. 40-30-20-10); La Gambetta, 20 (46-36-10-96); rés. 40-30-20-10.

LA SECONDE FOIS (It., v.o.): Reflet Médicis, 5 (43-54-42-34). **SEVEN** (Fr., v.o.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85); rés. 40-30-20-10. **SMOKE** (A., v.o.): Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-48-18).

STRIPTEASE (A., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 15; UGC Danton, 6; Gaumont Marignan, 8 (rés. 40-30-20-10); George-V, 8; Gaumont Gobelins, 13 (43-07-35-43); rés. 40-30-20-10; Gaumont Parnasse, 14 (rés. 40-30-20-10); UGC Maitlot, 17; v.f.: Rex, 2 (39-17-10-00); UGC Montparnasse, 6; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-07-35-43); rés. 40-30-20-10; UGC Opéra, 9; Les Nations, 12 (43-43-04-67); rés. 40-30-20-10; Gaumont Parnasse, 14 (rés. 40-30-20-10); UGC Mistrall, 14 (39-17-10-00); rés. 40-30-20-10; UGC Convention, 15; Pathé Wepler, 18 (rés. 40-30-20-10); La Gambetta, 20 (46-36-10-96); rés. 40-30-20-10.

THE ADDICTION (A., v.o.): Grand Action, 5 (43-29-44-04). **THE FALLS** (Brit., v.o.): Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LE TOMBEAU DES LUCIOLES (Jap., v.o.): 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00). **TOY STORY** (A., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82).

TRAINSPOTTING (Brit., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 15; UGC Danton, 6; UGC Odéon, 6; UGC Triomphe, 8; 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81); Mistrall, 14 (39-17-10-00); rés. 40-30-20-10; Pathé Wepler, 18 (rés. 40-30-20-10).

LES TROIS FRÈRES (Fr.): George

M. Toubon transmet au parquet un dossier contre les anciens dirigeants du Lyonnais

L'ouverture d'une information judiciaire contre M. Haberer n'est qu'une possibilité

LE MINISTRE DE LA JUSTICE a annoncé, vendredi 16 août qu'il donnait suite à la demande de son collègue de l'économie et des finances sur une possible mise en cause judiciaire des anciens dirigeants du Crédit lyonnais. Jacques Toubon a donc transmis, le 14 août au soir, au parquet général de la Cour d'appel de Paris, les éléments que lui avaient fournis Jean Arthuis, c'est-à-dire, pour l'essentiel, un rapport de la Cour des comptes sur la gestion d'Altus Finance, filiale de la banque publique (Le Monde du 9 août). Le communiqué du ministère prend la précaution d'indiquer que ce n'est que si le parquet général partage l'expertise juridique de la chancellerie, que le dossier sera transmis au parquet de Paris, compétent pour ouvrir une information judiciaire. Le procureur général, Alexandre Benhamou, n'étant autre que l'ancien directeur du cabinet du garde des sceaux, un désaccord entre eux sur un tel sujet n'est guère envisageable.

L'ouverture d'une information judiciaire contre Jean-Yves Haberer, ex-qualité de PDG du Crédit lyonnais, n'est pourtant pas acquise. Le texte de M. Toubon explique que le parquet devra examiner si les documents transmis par M. Arthuis peuvent constituer des informations judiciaires déjà ouvertes tant sur la gestion d'Altus Finance que sur celle du Crédit lyonnais, si cela nécessite des réquisitions supplémentaires, c'est à dire une extension des champs d'investigation des juges d'instruction déjà saisis, ou, dernière possibilité, l'ouverture d'une nouvelle information judiciaire. Avant de faire un tel choix, il devra, prévient le communiqué de M. Toubon,

procéder à des vérifications complémentaires qui pourraient prendre la forme d'une enquête préalable. Le dossier juridique est fort complexe. La chancellerie confirme ce qu'avait fait remarquer au Monde M. Arthuis : les comptes consolidés d'un groupe ne peuvent en soit relever du délit de faux bilan. Celui-ci est défini par l'article 437 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés qui prévoit cinq ans d'emprisonnement et 2 500 000 francs d'amende pour ceux qui auront présenté des comptes annuels « ne donnant pas pour chaque exercice une image fidèle du résultat des opérations (...), de la situation et du patrimoine ». Ce délit ne peut être reproché qu'aux dirigeants d'Altus.

Pour autant, s'il se confirmait que les comptes de cette filiale étaient mensongers et s'il s'avérait que les responsables de la société mère avaient eu personnellement

la volonté d'un tel fait, cela pourrait entraîner des poursuites contre eux. Cela relèverait d'un alinéa de l'article 10 de l'ordonnance de 1967 : il prévoit une peine de deux ans de prison et une amende pour ceux qui auront « sciemment répandu dans le public (...) des informations fausses ou trompeuses sur les perspectives ou la situation d'un émetteur de titres (...); or, le Crédit lyonnais avait émis dans le public des certificats d'investissement, et leurs cours ne pouvaient être qu'influencés par les comptes d'une filiale importante. Ces mêmes faits pourraient aussi, d'après la chancellerie, être qualifiés de « faux », dont les auteurs sont passibles de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 francs d'amende.

Trois personnes paraissent particulièrement visées par les développements juridiques de ce dossier : Jean-Yves Haberer, président-directeur général du Crédit lyonnais,

et président du conseil d'administration d'Altus Finance; Jean-François Héran, directeur général de cette filiale; François Gillet, directeur général adjoint du Crédit lyonnais et administrateur d'Altus. Pour l'instant, les comptes d'Altus ont déjà donné lieu à l'ouverture, le 17 mars 1995, de quatre informations judiciaires ouvertes contre X pour abus de pouvoir, abus de crédit, abus de bien sociaux, complicité et recel relatives à des opérations menées dans le domaine commercial et immobilier. Elles ont été confiées aux juges Eva Joly et Jean-Pierre Zanotto. Pour sa part, un avocat, Alain Gentaum, a porté plainte, en décembre 1994, en tant que détenteur d'un certificat d'investissement du Crédit lyonnais, pour faux bilan contre la banque publique.

Claire Blandin et Thierry Bréhier

« Si un élément intentionnel était établi... »

LE MINISTRE de la Justice a diffusé, vendredi 16 août en fin d'après-midi, le communiqué suivant : « L'expertise technique effectuée par la direction des affaires criminelles et des grâces sur les faits portés à la connaissance du garde des sceaux par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, et concernant la gestion de la société Altus Finance, filiale du Crédit lyonnais, a permis de rechercher la

qualification juridique susceptible d'être donnée à ces faits en tant qu'ils concernent la société mère. » L'analyse montre en effet que si les dispositions pénales relatives à la présentation des comptes annuels des filiales ne paraissent pas pouvoir s'appliquer aux comptes consolidés du Crédit lyonnais, les faits dont il s'agit pourraient, si un élément intentionnel était établi, être constitués du délit de diffusion d'informations fausses et trompeuses, voire de faux et usage de faux en écriture de commerce. En conséquence le garde des sceaux a saisi le 14 août le parquet général de la cour d'appel de Paris.

S'il partage cette analyse, celui-ci transmettra ces éléments au parquet de Paris qui recherchera les conséquences procédurales pouvant en résulter au regard des diverses informations judiciaires déjà ouvertes concernant tant la filiale du Crédit lyonnais que la société mère. Il appartiendra au parquet, au besoin par des vérifications complémentaires, d'examiner si les faits évoqués par le ministre de l'économie et des finances peuvent trouver place dans ces informations, s'ils appellent des réquisitions supplémentaires ou l'ouverture d'une information judiciaire nouvelle. »



VERBATIM de l'économie et des finances, et concernant la gestion de la société Altus Finance, filiale du Crédit lyonnais, a permis de rechercher la

Mme Chirac, la « félicitation conjugale », le machisme et les rancunes

« LA CONSTITUTION de la République ne prévoit pas de place officielle pour la femme du chef de l'Etat. » Rappelée d'embolie par Bernadette Chirac à Catherine Nay, au cours d'un entretien qui devait être diffusé lundi 19 août sur Europe 1, cette vérité indique que l'épouse du président de la République n'a pas l'intention de malmenier son image de femme discrète. Une réserve qui n'exclut pas la franchise et la lucidité. Le ton est celui d'une conversation détachée. « Je suis la maîtresse de maison de la maison Elise », où perce cependant un peu de résignation, voire d'armistice.

« Je pensais que mon mari ferait une carrière de haut fonctionnaire. J'appartenais à une famille gaulliste historique. J'en suis très fière, mais je ne pense pas que la politique était dans

nos conversations quotidiennes lorsque, étudiants, nous nous sommes rencontrés (...). Quand il est entré au cabinet du premier ministre Georges Pompidou en 1962, j'ai assez vite compris qu'il s'orienterait de ce côté-là, [et] que je n'avais pas d'autre choix que de suivre. (...) J'ai eu un peu peur, j'ai tout de suite senti que nous serions happés par une spirale dont je ne sortais plus. » Mme Chirac évoque alors les « trahisons de nuit, les enfants petits. Nous n'avons jamais eu ce que c'était qu'un week-end de loisirs, de liberté ». Impossible de résister à la « force de volonté, force de caractère tranquille », de Jacques Chirac : « Le président n'est pas un spécialiste de la félicitation conjugale. Quand c'est bien, il ne dit rien. Quand certaines choses ne vont pas, il ne se prive pas de les souligner.

C'est un comportement d'un très bon maître d'école. » Au sujet de celle qui l'a précédé durant quatorze ans à l'Élysée, Mme Chirac n'est pas avare de louanges : « Je considère Mme Mitterrand comme une femme extrêmement courageuse, dans sa manière de montrer ses convictions par son action, aussi dans sa vie personnelle, et face à la maladie. » « Fière d'être élue locale », Mme Chirac soulève tout de même son activité politique en Corrèze. Le faible pourcentage de femmes en politique en France lui semble une situation « anormale », produit d'« un univers très machiste ». « Oui, j'ai des rancunes, confie enfin Mme Chirac. Le pardon est une vertu chrétienne, je devrais m'y conformer (...). Certaines choses sont impossibles à oublier. Je suis assez rancunière. »

Le camping « à risque » de Thônes (Haute-Savoie) a été évacué

ANNECY de notre correspondant Les derniers occupants du camping « à risque » du Lachat, situé à Thônes (Haute-Savoie), devaient quitter les lieux samedi 17 août avant midi, heure de l'ultimatum fixé par le préfet. L'évacuation du terrain, implanté en bordure d'un torrent, devait mettre un terme au bras de fer qui oppose depuis plusieurs semaines son gérant, Claude Mermillod à Michel Morin, préfet de Haute-Savoie. Le 13 août, le tribunal de grande instance d'Annecy a donné raison au représentant de l'Etat qui avait assigné M. Mermillod en référé pour non-respect d'un arrêté de fermeture en date du 19 juin dernier.

Comme d'autres gérants de

campings moins rebelles, Claude Mermillod fait les frais de la politique de surveillance accrue des campings lancée par Michel Barnier (RPR), lorsqu'il était ministre de l'environnement du gouvernement d'Edouard Balladur. Une décision qui faisait suite à la catastrophe de Vaison-la-Romaine et aux inondations survenues en 1993 et 1994, notamment en Camargue.

DEUX DÉCRETS Les décrets du 11 janvier 1993 et du 13 juillet 1994 ont défini la notion de camping à risque. Elle concerne les sites exposés aux inondations, aux avalanches, aux glissements de terrain ou aux feux de forêt. Les préfets, chargés de les répertorier, en ont recensé

3 870 sur les 10 000 campings exploités en France. Cet inventaire, qui ne constitue pas une liste de campings à fermer, vise à préserver les vies humaines en cas d'événements naturels à caractère exceptionnel. En Haute-Savoie, c'est un sujet sensible depuis la catastrophe du Grand-Bornand. Le 14 juillet 1987, une coulée de boue avait tué 23 personnes qui campaient au bord de ce torrent.

Dans le département, 22 campings sont classés « à risque ». Le 3 juin, la Commission consultative de sécurité et d'accessibilité a examiné les 18 cas les plus urgents et imposé certaines mesures de sécurité aux exploitants. Ceux-ci s'étaient notamment engagés à mettre en place des dispositifs d'évacuation par fléchage lumineux, des systèmes d'alarme avec haut-parleurs et une présence permanente la nuit. Parmi ces campings placés sous surveillance, celui des Marmottes, à Chamonix, a été submergé par un mètre d'eau lors d'inondations survenues le 23 juillet. Le système d'alerte avait fonctionné.

Les gérants des campings de Cusy et de Margencol ont renoncé à installer des clients sur la partie inférieure de leurs terrains situés au bord de l'eau. Un camping de Samoëns est resté fermé cet été, son exploitant ayant refusé

d'y effectuer des travaux jugés trop coûteux. Seul le gérant du camping de Thônes avait voulu passer outre les nouveaux règlements et les injonctions du préfet. Aujourd'hui sanctionné, il devra se plier aux dispositions en vigueur s'il veut reprendre son activité.

Christophe Vincent

Publicis s'implante au Mexique

LE GROUPE publicitaire français Publicis, premier réseau européen (20,5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1995 dont 54 % sur le Vieux Continent) et septième mondial, vient de franchir une nouvelle étape dans son développement à l'étranger. Déjà présent dans cinquante-sept pays, le groupe fondé en 1926 par Marcel Bleustein-Blanchet et dirigé depuis le décès de ce dernier, le 11 avril, par Maurice Lévy, vient de prendre le contrôle majoritaire (51 %) de l'agence mexicaine Paulino Romero y Asociados.

Cette agence est l'une des plus anciennes du Mexique puisqu'elle fut fondée en 1951, à Mexico, sous le nom de Metropolitana de Publicidad. Elle fut rebaptisée en 1976 du nom de son fondateur, Paulino Romero, un des pionniers de la publicité au Mexique, par son fils, Carlo

Romero Hidalgo, président actuel. Paulino Romero y Asociados travaille depuis de nombreuses années pour de grands annonceurs mexicains, comme Industrias Cannon et Aseguradora Mexicana, et pour des grands clients internationaux, comme Kimberly Clark, Reddit and Coman, ou encore Nestlé, ce dernier figurant aussi parmi les plus importants budgets de Publicis.

Outre son aspect complémentaire, l'entrée dans le capital de Paulino Romero y Asociados revêt un aspect symbolique pour Publicis. Il montre que le groupe français s'est totalement affranchi de son associé américain True North (ex-FCB). Les deux partenaires, liés depuis 1988

par un accord stratégique, avaient décidé récemment de reprendre leur liberté en matière d'implantation internationale, même s'ils continuaient à collaborer ensemble en Europe (Le Monde du 5 mars). L'Amérique latine est traditionnellement l'un des fiefs de True North, et c'est l'un des sous-continent où les grands groupes publicitaires sont en quête de développement. Le groupe Havas Advertising, éternel rival de Publicis - qui vient toutefois de lui ravir le premier rang sur le plan européen -, ne s'y est pas trompé puisqu'il est présent dans onze pays (Argentine, Brésil, Chili, etc.).

Y.-M. L.

Tirage du Monde daté samedi 17 août 1996 : 451 314 exemplaires

M. Juppé maintiendra le cap de sa politique économique

ALAIN JUPPÉ s'attend à devoir engager « une course de fond » à la rentrée. Pour tenir la distance, le premier ministre a « l'intention de demander au gouvernement de se montrer offensif », et attend de la majorité qu'elle s'engage aux côtés du gouvernement « pour convaincre tous les Français ». Dans un entretien au quotidien Sud-Ouest du samedi 17 août, le chef du gouvernement indique qu'il a « bien conscience de toutes les difficultés qui sont devant nous sur le plan social et économique », mais confirme sa volonté de maintenir le cap de sa politique économique.

Quant à « l'autre politique », prônée par certains membres de la majorité, elle conduirait « à la catastrophe ». « Dans les années 81, 82, 83, et à nouveau en 88, 89, nous avons expérimenté l'autre politique. Celle-ci existe, je ne le nie pas. C'est une politique d'inspiration keynésienne. On dit dépensons plus, endettions-nous, cela relancera la machine économique ; on sait finalement ce que cela donne », indique M. Juppé.

M. Giscard d'Estaing interpelle

M. Chirac sur le viaduc de Millau

VALÉRY GISCARD D'ESTAING, président du conseil régional d'Anvergne, vient d'écrire au président de la République afin d'obtenir le « réexamen » rapide du projet de viaduc près de Millau, dans le cadre des travaux de l'A 75 (Le Monde du 10 août), indique Le Figaro du samedi 17 août. M. Giscard d'Estaing émet « les plus graves réserves » sur la solution retenue pour le franchissement de la vallée du Tarn. Le projet appartenant, selon lui, « à la famille des ponts haubérés, construits pour les entrées de port ou les estuaires des fleuves » ne correspond pas à un ouvrage situé à grande hauteur. Le viaduc, proche de la sous-préfecture de l'Aveyron, n'est pas situé sur le territoire de l'Anvergne, il permettra cependant l'avancée de l'autoroute A 75 entre Clermont-Ferrand et Montpellier.

DÉPÊCHES

■ VATICAN : le voyage du pape en France du 19 au 22 septembre est maintenu, a annoncé, vendredi 16 août, le Vatican. Porte-parole, le père Ciro Benedettini a déclaré que le pape se rendrait de son dernier incident de santé. A propos de ce voyage, Mgr Joseph Duval, président de la conférence des évêques, a déploré, dans La Croix datée du 17 août, l'« agressivité » des actions qui se préparent en France contre cette visite et déclaré que « Jean Paul II ne vient pas se mêler de la politique française ».

■ SALAIRES : une « légère embellie salariale s'est amorcée en 1995 », avec des hausses nominales de salaires plus importantes qu'en 1994 et 1993 (2,2 % en 1995, contre 1,9 % l'année précédente), indique une étude du ministère du travail publiée vendredi 16 août. La pratique de l'individualisation des salaires (un tiers des entreprises accordées en 1995) a progressé. Si plus de 80 % des entreprises de plus de 1 000 salariés ont accordé des augmentations individuelles, le plus souvent en complément d'augmentations générales, deux tiers sur trois continuent de ne pratiquer que des augmentations générales.

■ PAYS BASQUE : un attentat à l'explosif non revendiqué a entraîné, vendredi, dans la nuit de vendredi à samedi 17 août, un restaurant de la chaîne McDonald's en cours d'achèvement à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques).

■ MEURTRIE : le meurtrier présumé de Carole Nicard des Rieux (23 ans), disparue à Montpellier (Hérault) depuis le 7 août et découverte morte, vendredi 16 août, en bordure d'une route, a été mis en examen pour « agression sexuelle, viol et meurtre » et écroué. L'homme, un médecin de 40 ans, marié et père de famille, dont l'identité n'a pas été communiquée, aurait étranglé la jeune femme après qu'elle eut repoussé ses avances.

■ CARNAGE : 48 brebis ont été égorgées, jeudi 15 août, à Buby (Val-d'Oise), par deux chiens qui ont dû être abattus sur ordre de la gendarmerie. Les chiens, qui appartenaient à Catherine d'Herbès, conseiller régional Front national de Picardie et conseiller municipal de Beauvais (Oise), ont attaqué une centaine d'autres brebis, qui ont dû être abattues en raison de la gravité de leurs blessures. Les chiens s'étaient échappés de la propriété de leur maître, le château d'Allaincourt.

■ ESPACE : le quatrième tir de la fusée japonaise H-2, réalisé samedi à partir du centre spatial de l'île de Tanegashima, a mis en orbite deux satellites. Le premier, Adeos, pèse 3,5 tonnes. Équipé de huit capteurs d'observation de la Terre (cinq japonais, deux américains et un français), il va collecter des informations sur la température des océans, la vitesse et la direction du vent à leur surface, les gaz à l'origine de l'effet de serre tels que le gaz carbonique et la diminution de la couche d'ozone. Le second satellite, JAS2, est destiné aux radio-amateurs et pèse 30 kilos. (Reuters).

■ COMMUNICATION : la commission fédérale du commerce (FTC) a officiellement donné son aval à la fusion entre Time Warner et Turner Broadcasting Systems (TBS) (Le Monde du 24 juillet). Un an jour pour jour après l'annonce de ce rapprochement négocié pour 6,5 milliards de dollars (environ 32,5 milliards de francs), l'accord de la FTC donne naissance au premier groupe mondial de communication. Toutefois, l'Instance américaine de régulation a demandé à Tele-Communications Inc, deuxième câble-opérateur des États-Unis et actionnaire à 21 % de TBS, d'échanger cette participation contre 9 % du capital de Time Warner. TCI doit aussi renoncer à son droit de vote dans la nouvelle société.

Luxeuses draperies pour vous sur mesure
LEGRAND Tailleur
Hommes et Dames
DE LA RETOUCHE AU BEAU VÊTEMENT
Ouvert en Août
27, rue du 4-Septembre, PARIS 2^e
Tél : 47.42.70.61

Recommandé par "Paris pas Cher" et "Paris Combines"
POUR MIEUX ACHETER
SOMMIERS - MATELAS
CANAPES - SALONS
CLIC-CLAC - FUTONS
de grandes marques
APPELEZ MOBECO
7/7 de 10 h à 20 h.
42.08.71.00

237, rue de Belleville Paris 19^eM. Téléphone 30.49.00.00 (Paris 19^eM. Pl. d'Italie)

هكذا من الأصل